



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**AVRIL - MAI - 2022**

**N°213**

**TOME II**





**SOMMAIRE**  
**RAA AVRIL - MAI - 2022**  
**N°213**  
**TOME II**

**PAGES**

**TOME I**

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS** (*Conseil du 31 mai 2022*) **2**

**PARTIE 2 : DECISIONS** (*Conseil du 31 mai 2022*) **348**  
Section 1 (dernier n° MD2022-206)

**TOME II**

**PARTIE 2 : DECISIONS** (*Conseil du 31 mai 2022*) **2**  
Section 2 : (à partir du n° MD2022-209)

**PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES** ( du mois d'Avril-Mai ) **591**

**PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS** ( du mois d'Avril-Mai ) **627**

## **PARTIE 2 DECISIONS**

## PARTIE 2

**Conseil du 31 Mai 2022  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

### SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2022-019	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la copropriété Parc de Gouneaud et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Vendargues	369
MD2022-023	Décision relative à un avenant n°3 au marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	372
MD2022-037	Convention relative à l'opération de renforcement du réseau de distribution publique d'électricité à Beaulieu (Chemin du Ginestet) Hérault Energies - Montpellier Méditerranée Métropole Autorisation de signature	375
MD2022-043	Décision relative à une convention de partenariat avec l'école de musique associative Mélimusic de Montpellier - Autorisation de signature	377
MD2022-044	Décision relative à la signature d'une convention de partenariat pédagogique avec Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature	380
MD2022-046	Décision relative à l'acquisition de la parcelle KM 423 d'une emprise de 49 m² avenue du Père Soulas - Commune de Montpellier	383
MD2022-050	Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Allons Z'enfants pour les actions en partenariat avec le Réseau des médiathèques pour la période 2022-2024 - Autorisation de signature	385
MD2022-053	Décision relative à un avenant n°4 au mandat d'études avec la SA3M portant sur la rénovation thermique de copropriétés - Autorisation de signature	387
MD2022-060	Décision relative à une convention de partenariat fixant les conditions de dépôt et de valorisation du Fonds d'arts graphiques des collections du musée ATGER au musée FABRE - Autorisation de signature	390
MD2022-063	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à détacher de la parcelle BM 37 - Rue Fount del Mazet - Commune de Clapiers	393
MD2022-064	Décision relative à la cession de la parcelle BM 363 - Rue de la Fount del Mazet - Commune de Clapiers	396
MD2022-069	Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D0089DC de gardiennage du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	398
MD2022-074	Décision relative à la prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements organisés par le Réseau des médiathèques pour l'année 2022	401
MD2022-078	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Club des Villes et territoires cyclables pour 2022	403
MD2022-080	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à Vélo et Territoires pour 2022	405

MD2022-082	Décision relative à la cession de plusieurs parcelles - ZAC du Castellet - Commune de Clapiers	407
MD2022-083	Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu (Chine) du 20 au 26 mars 2022 - Participation à la 106ème foire des vins et spiritueux ' Tang Jiu Hui ' de Chengdu - Financement de la mission - Approbation	409
MD2022-085	Décision relative à un avenant n°1 de transfert de société concernant le marché n°5031DC18 de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, vitreries accessibles et nettoyage des espaces inaccessibles pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole	413
MD2022-089	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Rue de la Billière - Commune de Cournonsec	416
MD2022-092	Décision relative à un marché n°M1C0036EA - BiodiVigne, les arbres au service de la vigne - Étude relative à l'accompagnement des exploitants viticoles dans l'implantation de haies	418
MD2022-100	Décision relative à la vente d'une emprise de 435 m² à la SERM - ZAC Roquefraisie - Commune de Saint Jean de Védas	421
MD2022-101	Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) - Mission technique et d'expertise du 14 au 19 mars 2022 - Autorisation de la mission - Autorisation de financement et de signature	423
MD2022-104	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade pour la construction de 40 logements sociaux - Résidence ' Emeraude ', ZAC Pierres Vives Lot 6 C à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	426
MD2022-107	Décision relative à la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un transformateur ENEDIS et ses accessoires - Parcelle cadastrée BD 72 - Commune de Castries	429
MD2022-108	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4043BISUH16 - Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier - Autorisation de signature	431
MD2022-109	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade pour la construction de 22 logements sociaux - Résidence ' Villa Joséphine ', 141 Rue du Petit Bonheur à Baillargues - Convention - Autorisation de signature	433
MD2022-111	Décision relative à la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un transformateur ENEDIS et ses accessoires- Parcelle cadastrée BE 06 - Commune de Fabrègues - Autorisation de signature	436
MD2022-112	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre n°G0D0051CO - Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Lot n°1 Impression - Autorisation de signature	439
MD2022-114	Décision relative au renouvellement de la garantie des emprunts contractés par la SA d'HLM SFHE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, suite à leur réaménagement - Autorisation de signature	441

MD2022-115	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M8d5196AJ de souscription de contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n°4 - Tous risques d'expositions et objets d'art - Modification de la décision n°MD2019-786 - Autorisation de signature	444
MD2022-118	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Cluster Logistique d'Occitanie - We4log - Autorisation	447
MD2022-119	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social pour la construction de 18 logements sociaux - Résidence ' Route Impériale ', 285 Route de Nîmes à Baillargues - Convention - Autorisation de signature	449
MD2022-122	Décision relative à l'acquisition aux consorts JOSEPH des parcelles cadastrées BA 80 et BA 91 situées 123 route de Lattes à Saint-Jean-de-Védas	452
MD2022-129	Décision relative à la convention de mise à disposition de parcelles à la SAFER Languedoc Roussillon n° 34 21 0032 01 sur la Commune de Montferrier-sur-Lez	454
MD2022-130	Décision relative au marché n°M9B0153DS - Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1	456
MD2022-131	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société F3D - Autorisation de signature	459
MD2022-132	Décision relative à l'attribution du marché Maîtrise d'œuvre extension de la 1ère ligne de tramway de Montpellier vers la gare Montpellier Sud de France n°9.133 dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France	462
MD2022-133	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°08.272.020 - SAE/RADIO embarquée - Autorisation de signature	465
MD2022-134	Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1 Commune de Montpellier	468
MD2022-136	Décision relative à la demande de financement 2022 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS - Approbation	471
MD2022-138	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société à mission RACINES DE FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	473
MD2022-139	Décision relative au marché subséquent n°M1D0098EP - Travaux d'aménagement de l'allée Constantin à Castelnau le Lez - Attribution	476
MD2022-141	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DB 637 - Propriété de la SNC "Le Patio d'Elia" - Chemin du Mas de Jaumes - Commune de Lattes	478
MD2022-143	Décision relative au marché n°M0B0033RI - Maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	480

MD2022-144	Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Clos Olivia ' avec la société ' SCCV OLIVIA ' sur la Commune de Montferrier-sur-Lez - Autorisation de signature	482
MD2022-147	Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	485
MD2022-148	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AN 167 - Propriété du Syndicat des Producteurs de Vin de Pays d'Oc - Chemin rural n°5 - Commune de Lattes	488
MD2022-149	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'un réseau de géothermie - Parcelle cadastrée CT 131 - Commune de Lattes	490
MD2022-151	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sur une propriété de la Ville de Montpellier - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 - Avenue Raymond Dugrand - Autorisation de signature	492
MD2022-153	Décision relative à l'avenant n°2 au marché M0D0055JM "Prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le compte de la Métropole de Montpellier." - Autorisation de signature	495
MD2022-155	Décision relative à une jouissance différée dans le cadre de l'acquisition à Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE née PASTEAU de la parcelle cadastrée BT n°10 - Commune de Juvignac	498
MD2022-156	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Domaine Bellefeuille ', rue Casseyrols à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	500
MD2022-157	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Le Bellevue ', 1 rue du Champ des Lames au Crès - Convention - Autorisation de signature	503
MD2022-158	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 32 logements sociaux - Résidence ' Saint-Vincent ', route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez - Convention - Autorisation de signature	506
MD2022-159	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique et d'une convention de mise à disposition constitutive de droit réel pour un poste de transformation ENEDIS - Parcelle cadastrée BD 10 - Commune de Cournonterral	509
MD2022-160	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation	512
MD2022-162	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Charles Dickens ', 283 rue de la Métairie de Saysset à Montpellier - convention - Autorisation de signature	515
MD2022-163	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BARBABLANKA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	518

MD2022-165	Décision relative à un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PRIMSTAR B.V pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	521
MD2022-167	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BP n°3 - Commune de Lattes- Secteur de Saporta- Constitution de réserves foncières	524
MD2022-168	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Via Cedra ', rue du Pas du Loup à Montpellier - convention - Autorisation de signature	527
MD2022-169	Décision relative aux avenants des marchés de travaux lots 5 - 12a - 21 - 6a - 8a - 8b de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier	530
MD2022-170	Décision relative à 1 un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'INSERM - Autorisation de signature	533
MD2022-172	Décision relative au marché n°M0D0049EP - Aménagement de l'entrée Sud-Ouest de Montpellier - Maîtrise d'œuvre : DIA, AVP, PRO, ACT, VISA, DETAP, AORAP et missions complémentaire - Attribution	535
MD2022-173	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public de l'Agora-Cité de la danse aux associations Montpellier Danse et ICI-Centre Chorégraphique National- Autorisation de signature	538
MD2022-174	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét - Autorisation de signature	540
MD2022-175	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BAZIMO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	542
MD2022-176	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MYCARSPOT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	545
MD2022-177	Décision relative à la mise en place d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations graphiques et autres- Autorisation de signature	548
MD2022-178	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2022	550
MD2022-179	Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Programme de travaux 2022 - Parking des écoles à Murviel-lès-Montpellier	552
MD2022-180	Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur la RM27 (phase 1) à Murviel-lès-Montpellier - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature	555
MD2022-182	Décision relative au marché n°M0D0041VD - Travaux de réalisation de la couverture finale du casier 2 de l'ISDND de Castries - Lots 1 et 2 - Attribution	558
MD2022-183	Décision relative à un marché d'Ordonnancement Pilotage Coordination pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Attribution	561

MD2022-184	Décision modificative relative au marché n°5001MG18 " Marché de maintenance des installations de Téléphonie Fixe"	564
MD2022-186	Décision relative à un protocole transactionnel relatif au marché n°4702 - Travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles à Montpellier - Autorisation de signature	566
MD2022-187	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation	569
MD2022-188	Décision relative à la cession de 2 véhicules de la régie de collecte immatriculés AY-901-LV et BR-758-CH	571
MD2022-189	Décision relative au marché M9D0048EP "Commande centralisée et supervision des installations d'éclairage public" Autorisation de signature	573
MD2022-193	Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de géotechnique et des prestations de services connexes pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution	575
MD2022-194	Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de diagnostic structure pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution	578
MD2022-195	Décision relative à l'acquisition d'emprises en bordure de voie - Lotissement les Andes Commune de Restinclières	581
MD2022-200	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	583
MD2022-201	Décision relative au marché n°2914 de prestation d'étude sur la transformation des parkings en ouvrage dans le cadre du projet de mise en valeur et d'embellissement de l'espace urbain Foch Préfecture - Attribution	586
MD2022-202	Décision modificative n°1 au marché n°G9D0098RI-2 - Achat de logiciels de bureautique dans le cadre d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Le Crès et Restinclières	589
MD2022-203	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRTUALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	591
MD2022-204	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société INZPOCKET au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	594
MD2022-205	Décision d'ester en justice "Requête n°2200531-4 TA - GAILLARD Gérald"	597
MD2022-206	Décision d'ester en justice "Requête n°2200520-4 TA - Frédéric MARTINEZ"	599
MD2022-209	Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie - Autorisation de signature	23
MD2022-210	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) - Autorisation	26



MD2022-211	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0024DE de nettoyage des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	28
MD2022-212	Décision relative à l'acquisition foncière de 122m² appartenant à ACM HABITAT dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	31
MD2022-213	Décision relative à l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Foch Préfecture à Montpellier.	34
MD2022-214	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise au musée Fabre d'une toile de Louis Léopold BOILLY (La Bassée, 1761 - Paris, 1845), La Tendresse conjugale, Vers 1807-1810	37
MD2022-215	Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 1 : Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie" - Autorisation de signature	39
MD2022-217	Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie - Autorisation de signature	42
MD2022-218	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	45
MD2022-219	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ALGODONE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	48
MD2022-220	Décision modificative relative aux montants des cotisations versés aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM) et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora) - Autorisation de signature	51
MD2022-221	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EMITY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	53
MD2022-222	Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature	55
MD2022-223	Décision relative au marché n°M0D0056VD Réhabilitation des points propriété de Montferrier-sur-lez et Saint Georges d'Orques - Lots 1 et 4 - Attribution	58
MD2022-224	Décision relative à l'avenant au marché n° M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature	61

MD2022-225	Décision relative à une exonération de loyer accordée par Montpellier Méditerranée Métropole à la société coopérative Terracoopa dans le cadre de la réalisation de travaux de démolition partielle et d'isolation du bâtiment d'habitation au domaine de la Condamine à Montpellier	64
MD2022-226	Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°136 du volume B1 au sein de la copropriété de la Coustaude appartenant à M. et Mme Vercasson dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	67
MD2022-227	Décision relative à un avenant n°1 au lot 1 et au lot 2 du marché 5016MG18 Travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	70
MD2022-228	Décision relative à un avenant n°1 au marché M1D0046AT - Travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature	73
MD2022-229	Décision relative à un marché unique pour la réalisation d'études d'impact et services connexes préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concertée Ricardo Bofill	75
MD2022-230	Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement de parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole - Autorisation de signature	78
MD2022-231	Décision relative à l'acquisition foncière de 9m2 de bien immobilier appartenant à M. et Mme CARCELES pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	81
MD2022-232	Décision relative à un avenant à la convention de partenariat conclue entre Marianne Delafond, Olivier Daulte et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole	84
MD2022-233	Décision relative à un avenant n°5 au marché de maîtrise d'œuvre Egis n°08.131.001 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature	86
MD2022-234	Décision relative à un avenant n°2 au mandat de travaux et d'entretien entre Montpellier Méditerranée Métropole et SA3M - Quartier Centre - Implantation du préfigurateur French Tech dans l'ancien Hôtel de Ville - Autorisation de signature	89
MD2022-235	Décision relative à un marché n°M1C0016DF - Mise en place d'une notation financière pour Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	91
MD2022-236	Décision relative au dépôt et à l'octroi d'une autorisation d'urbanisme par la Ville de Montpellier pour le réaménagement d'un bâtiment - Cimetière de Grammont - Parcelle cadastrée RK 17	94
MD2022-237	Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Université du Tiers Temps - Autorisation de signature	97
MD2022-238	Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Office de tourisme et de congrès de Montpellier Méditerranée Métropole autour de l'artiste Frédéric Bazille	99
MD2022-239	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie - Centre de ressources Politique de la ville et Cohésion territoriale, au titre de l'année 2022	101

MD2022-241	Décision d'ester en justice "Requête n°2200740-4 TA - Société Travaux publics du Sud-Ouest"	103
MD2022-243	Décision relative à la prise en charges des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole	105
MD2022-245	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley Club UC concernant le local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez	108
MD2022-246	Décision relative à la convention d'occupation temporaire concernant le dispositif d'antennes sur le parking Circé - Changement de dénomination de l'opérateur	110
MD2022-247	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M1A0579TE de Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur la piscine Alex Jany - Autorisation de signature	113
MD2022-248	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française de l'Éclairage (AFE) - Année 2022 - Approbation	115
MD2022-249	Décision relative au marché N°M1B0106EP - Maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement d'une piste cyclable RM17 Prades - Girac - Autorisation de signature	117
MD2022-250	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2022 Approbation	120
MD2022-251	Décision relative à l'acquisition des parcelles PE 518, PE 519 et PE 521, place de Babylone & quai Jean Périquier - Commune de Montpellier	122
MD2022-252	Décision d'ester en justice "Requête n°2200364-3 TA - Ressources Humaines"	124
MD2022-253	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	126
MD2022-254	Décision relative à la candidature à l'appel à projets "Logistique 4.0" de l'ADEME	129
MD2022-255	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMA DIFFUSION dans les Ateliers de Prades-le-Lez	131
MD2022-257	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPORTIHOME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	133
MD2022-258	Décision relative à un avenant n°4 au marché public de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Émile Zola - Approbation - Autorisation de signature	136
MD2022-259	Décision relative à l'acquisition de deux parcelles en nature de voirie - rue des Amandiers - Commune de Cournonterral	139
MD2022-260	Décision relative à l'acquisition des parcelles BX 571 et BX 572 - ZAC de Courpouyran - commune de Juvignac	141

MD2022-261	Décision relative à une convention d'occupation temporaire à titre gratuit du musée Fabre du 3 au 8 mars inclus, pour la réunion des 27 ministres des Affaires étrangères dans le cadre de la Présidence française de l'Union Européenne	143
MD2022-262	Décision relative à une convention de mandat d'études préalables avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour l'extension du Musée Fabre, Montpellier	145
MD2022-263	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPOTYRIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	147
MD2022-264	Décision relative à une acquisition foncière sise 252 rue Adrienne Boland - Cadastree PH n°32 appartenant à Monsieur et Madame RUAS dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	150
MD2022-265	Décision relative au marché n°M1D0044EP de Traitement de surface des revêtements en pierres naturelles - Attribution	153
MD2022-266	Décision relative au marché M1B0111EP de mise en œuvre d'un marquage routier photoluminescent - Chantiers expérimentaux sur les communes de Grabels, Montpellier, Cournonterral et Castelnau-le-Lez - Attribution	155
MD2022-267	Décision relative au marché subséquent n°M1D00102EP - Aménagement de voirie du secteur Les Grives sur la commune de Saint-Drézéry - Attribution	158
MD2022-268	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement "Villa Verdé" - Propriétés de Icade Promotion - Commune de Lavérune	161
MD2022-269	Décision relative au classement dans le domaine public - Chemin rural des Rogations et des Abîmes - Commune de Lavérune	164
MD2022-270	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	166
MD2022-271	Décision relative au renouvellement de l'adhésion OPEN DATA FRANCE 2022 - Autorisation	169
MD2022-272	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation	171
MD2022-273	Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 2 Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature	173
MD2022-274	Décision relative à la conclusion d'un avenant à la convention de PUP "Les Écureuils" sur la commune de Prades-le-Lez	176
MD2022-275	Décision relative à un protocole d'accord transactionnel entre Madame DHEE et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	179
MD2022-276	Décision relative à un avenant au marché N°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable - Autorisation de signature	181

MD2022-277	Dépôt d'un dossier de demande de subvention pour la mise en œuvre d'un cadastre solaire au titre de la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) 2022 – Approbation	184
MD2022-278	Décision relative à un avenant au marché N°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable - Autorisation de signature	187
MD2022-279	Décision relative à l'acquisition foncière de la parcelle AN29p1 sise Rue de l'Hortus appartenant à la SCI AURELIEN dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	190
MD2022-280	Décision relative à la commande de prestations relatives à la poursuite d'une expérimentation autour du covoiturage auprès de la centrale d'achats de l'UGAP	193
MD2022-281	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AL 594 - Société EUROPE BATI - rue des Ibis - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	195
MD2022-282	Décision relative au choix du prestataire pour la mission de conception urbaine pour l'aménagement du secteur Pagezy-Antigone (Zone d'Aménagement Concertée Ricardo Bofill)	197
MD2022-283	Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0060AT - Travaux d'aménagement du Chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	200
MD2022-284	Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable" - Autorisation de signature	202
MD2022-285	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique -Autorisation	205
MD2022-286	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine de la Motte Rouge - Université de Montpellier - Autorisation de signature	207
MD2022-287	Décision relative à l'attribution du marché n°M2C0005DC de partenariat culturel à l'occasion du Festival I LOVE TECHNO - Attribution	210
MD2022-288	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole - Lot 1 Secteur Ouest - Autorisation de signature	212
MD2022-289	Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Institut Chorégraphique International - CCN Montpellier - Occitanie/ Pyrénées - Autorisation de signature	215
MD2022-290	Décision relative à un avenant au marché n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole - lot 2 secteur Nord - Autorisation de signature	217
MD2022-291	Décision relative à Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS - Autorisation	220

MD2022-292	Décision relative à l'autorisation de signature des avenants 1 aux lots 13, 15, 16 - Marché n°2926 de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional - Autorisation	223
MD2022-293	Décision relative au marché n°M1B0062RI de prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires – Attribution	225
MD2022-294	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole - Lot 3 : secteur Est - Autorisation de signature	228
MD2022-297	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AC 625 - Propriété du Groupe Rambier Immobilier - Avenue de Restinclières - Commune de Beaulieu	231
MD2022-298	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BL 161 rue du Poupidou commune de Juvignac	233
MD2022-300	Décision relative à un avenant n°1 au marché M9B0149MG Entretien et maintenance CTA des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	235
MD2022-303	Décision relative au marché n°M1D0011VD - Marché de gestion intégrée des déchets verts de Montpellier Méditerranée Métropole- Lots 1,2 et 3 - Attribution	238
MD2022-304	Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société Cellmark et la société Urgence Solaire - Local Lot 5 au 391 rue de Font Froide à Montpellier - Autorisation de signature	241
MD2022-305	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la copropriété Parc de Gouneaud et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Vendargues	244
MD2022-306	Décision relative à la modification du règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	247
MD2022-308	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BX 587 - ASL les Jardins de Courpouyran - Commune de Juvignac	249
MD2022-309	Décision relative à la cession de la parcelle AN 332 - Rue des Bourbouissous - Commune de Vendargues	251
MD2022-310	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre ACM HABITAT, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier pour la passation de marchés de travaux et de prestations dans le cadre du programme agriculture urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson	253
MD2022-312	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole - Lot 4 : secteur Sud - Autorisation de signature	256
MD2022-313	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 1575 - Chemin de Manely - Commune de Saint Drézéry	259
MD2022-314	Décision d'ester en justice "requête n°2200964-5 TA - Groupement d'associations AutreCOM"	261
MD2022-317	Décision relative aux avenants n°1 aux marchés de travaux d'aménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini	263

MD2022-318	Décision relative à un avenant n°3 au marché n°M8D0022EP - Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Autorisation de signature	267
MD2022-319	Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Brand à part	270
MD2022-320	Décision relative au marché n°M1D0041DM - Enquêtes et études déplacements - lots 1 et 2 - Attribution	272
MD2022-321	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Coopération	275
MD2022-322	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2022	277
MD2022-323	Décision relative au marché subséquent n°M2D0014DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Un voyage en Italie: Louis GAUFFIER (1762-1821)" au musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature	279
MD2022-324	Décision relative à un avenant n°4 au marché n° 201802929S1801 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier - Autorisation de signature	282
MD2022-325	Décision relative à un avenant n°5 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société américaine SYNOPSIS EMULATION AND VERIFICATION suite à sa fusion avec la société française QUALTERA - Autorisation de signature	286
MD2022-326	Décision relative à la prise en charge des frais des intervenants invités dans le cadre des rencontres organisées par la Métropole au titre de l'année 2022	289
MD2022-327	Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°802 au sein de la copropriété ' les collines d'Estanove ' située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier appartenant à Monsieur VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de tramway	291
MD2022-328	Décision relative à l'acquisition foncière de 106 m² du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	294
MD2022-329	Décision relative à l'acquisition foncière de 102 m² du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	297
MD2022-330	Décision modificative à la suite d'une erreur matérielle - Marché n°M8D0019VD de Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés - Lot n°1 : fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 ou 5 m3	300
MD2022-332	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société Hurricane et la Ville de Montpellier dans le cadre du FISE du 25 au 29 mai 2022 à Montpellier	302
MD2022-333	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 161 - Chemin des Loriots - Commune de Castelnau-le-Lez	304
MD2022-335	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association UNAPEI 34 sur la Zac Euromédecine II à Grabels	306

MD2022-336	Décision relative à un avenant au marché N°4727 "Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA" - Autorisation de signature	308
MD2022-338	Décision relative à un avenant au marché n° M1A0158EA Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux de construction d'un réseau d'eaux usées dans la traversée de la RD 65 à Clapiers - Autorisation de signature	311
MD2022-339	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Europe	314
MD2022-340	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Coordination Nationale des Conseils de Développement" au titre de l'année 2022	316
MD2022-341	Décision relative au marché M8D5204EP d'équipements de la route Avenants en augmentation aux lots 1 à 8 Autorisation de signature	318
MD2022-342	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives III ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec la société ' TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP ' sur la Commune de Saint-Drézéry	321
MD2022-343	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2022	324
MD2022-344	Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZB 433 - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud	327
MD2022-345	Décision relative à l'aliénation de la parcelle EP 446 au profit des époux REVERT - angle rue du Maréchal Gallieni & rue du Professeur Henri Roseau - Commune de Montpellier	329
MD2022-346	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR)	331
MD2022-347	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole (ALEC)	333
MD2022-348	Décision relative au marché M1C0011MG "Prestations de modernisation et de maintenance CVC dans les bâtiments métropolitains" - Attribution du lot 1 "Prestations de modernisation"	335
MD2022-349	Décision relative à la conclusion d'avenants aux marchés de travaux pour la construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (mandat SA3M) - marchés 2926T lots 1 - 6b - 9 - 17	338
MD2022-350	Décision relative au marché M1D0085EP d'Enlèvement des tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole Autorisation de signature	341
MD2022-351	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1D0021MG ' Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains Chauffage, Ventilation, Climatisation ' - Autorisation de signature	343
MD2022-352	Décision relative à la réforme d'un copieur vétusté de marque Toshiba modèle 4505 n°CFLF37326	346



MD2022-353	Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle	348
MD2022-354	Décision relative au marché subséquent M2D0016EP - Travaux de réaménagement de la RD27E - Pup les Saliniers - Murviel les Montpellier - Autorisation de signature	350
MD2022-355	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de voirie située rue du Plan d'Encombes - Commune de Montpellier	353
MD2022-356	Décision relative à l'attribution du label Exposition d'intérêt national pour l'exposition "Le Voyage en Italie de Louis GAUFFIER" (6 mai - 4 septembre 2022) - Musée FABRE	355
MD2022-357	Décision relative à la convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat, l'Association Coallia et l'Association Dom'Ici - Parcelle cadastrée DO n°39 - Rue de la Rauze à MONTPELLIER - Autorisation de signature	357
MD2022-358	Décision relative à un marché n°M2C0003EA - Accord-cadre - Mission de contrôle technique pour les ouvrages hydrauliques	359
MD2022-359	Décision relative à un avenant au marché n°4949 "Acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées" - Autorisation de signature	361
MD2022-360	Marché G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie Avenants aux lots 1 à 10 Autorisation de signature	364
MD2022-361	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Incare - Locaux 515 rue A. Nobel à Montpellier - Loyer	367
MD2022-363	Décision relative à un avenant au marché n° M9B0074EA "Schéma directeur de desserte en eau brute - lot 2 Etude technico-économique de scénarii de desserte" - Autorisation de signature	369
MD2022-365	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0022EA "Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA" - lot 1 Suivi Mer - Autorisation de signature	371
MD2022-367	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA lot 2 Suivi du Lez - Autorisation de signature	374
MD2022-368	Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Planet Outillage - Local bâtiment E Les Galines, ZAC le Fenouillet à Pérols	377
MD2022-369	Décision relative à l'acquisition à Territoire 34 de la parcelle cadastrée BA 297 (lot M1b) de la ZAC du Collège-Ecoparc départemental à Fabrègues pour la construction d'un équipement d'accueil des services métropolitains	379
MD2022-370	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	382
MD2022-371	Décision relative au marché n°M2D0036RI "mise en œuvre d'un jumeau numérique dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025" - Autorisation de signature	385
MD2022-372	Décision d'ester en justice "Requête n°2201160-3 - Ressources Humaines"	387

MD2022-373	Décision relative à une mise à disposition de locaux à l'association En traits libres du 21 mars au 30 juin 2022	389
MD2022-374	Décision relative à une convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et les acteurs du BTP pour la mise en art des chantiers dans l'espace public	391
MD2022-375	Décision relative à l'avenant au marché n° M9C0018EA Maitrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau poste de refoulement des eaux usées du Mas d'Artis - Autorisation de signature	393
MD2022-376	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM 334 - Chemin des Courèches - Commune de Fabrègues	396
MD2022-377	Décision relative à un marché concernant une mission d'études de mobilité pour la faisabilité d'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution	398
MD2022-378	Décision relative au marché subséquent n°M2D0015EP - Aménagement des abords du groupe scolaire à Castelnau-le-Lez - Attribution	401
MD2022-379	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 41 m <sup>2</sup> - impasse Lecache - Commune de Montpellier	403
MD2022-381	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Institut de beauté - Parcelle KS 1 lots 177 et 178 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	407
MD2022-382	Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS 1 lots 177 et 178 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	410
MD2022-383	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Restauration rapide - Parcelle KS 1 lot 190 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	412
MD2022-384	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 209 - Rue des Tulipes - Commune de Saint Jean de Védas	415
MD2022-385	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques pour l'année 2022 - Autorisation	417
MD2022-386	Décision relative à la résiliation du marché n° 02/CR/19 de conception-réalisation relatif aux équipements de téléski nautique du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues	419
MD2022-387	Décision relative à la cession du domaine privé ' Ville de Montpellier ' au domaine public ' Montpellier Méditerranée Métropole ' - Parcelle LR 344 - Avenue de Louisville à Montpellier	421
MD2022-388	Décision relative à la réitération de la garantie d'emprunt accordée à l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc pour la construction de deux foyers de vie pour personnes adultes handicapées - site de l'Imprimerie de la Charité, 7 avenue de Castelnau à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	423
MD2022-390	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation	426
MD2022-391	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - La Banque Postale - Financement à court terme	428
MD2022-392	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - ARKEA - Financement à court terme	431

MD2022-393	Décision relative à l'avenant au marché n° M9A3307EA Marché de contrôle technique relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacères - Autorisation de signature	434
MD2022-395	Décision relative à l'acquisition de la parcelle HX 584 - Rue Edouard VII - Commune de Montpellier	437
MD2022-396	Décision relative à l'avenant au marché n° M0B0054EA Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud - Autorisation de signature	439
MD2022-397	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur et Madame Blum - Appartement au 84 rue Galata à Montpellier	442
MD2022-398	Décision relative à la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie pour autoriser l'occupation d'une emprise de voirie pour l'implantation d'une station de mesure de la qualité de l'air (rue de Gignac)	445
MD2022-399	Décision modificative relative à l'acquisition foncière de 106 m <sup>2</sup> du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	447
MD2022-400	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association ATMO Occitanie	450
MD2022-401	Décision modificative relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°802 au sein de la copropriété les collines d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier, appartenant à Monsieur VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de tramway	452
MD2022-402	Décision relative à l'acquisition foncière de 102 m <sup>2</sup> du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	455
MD2022-403	Décision relative à l'acquisition de 104 m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 226 rue Adrienne Boland à Montpellier, appartenant à Mme Monique VABRE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	458
MD2022-404	Décision relative à l'acquisition de 69m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 176 rue Amy Mollisson à Montpellier, appartenant à Monsieur et Madame GODARD, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	461
MD2022-405	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 81m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 282 rue Adrienne Boland à Montpellier, appartenant à Monsieur et Madame LOPPIN, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	464
MD2022-406	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 113m <sup>2</sup> de bien immobilier sis "La Fermaude", 3 impasse George Sand, à Saint-Jean-De-Vedas appartenant à Monisuer Thierry BRUEL dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	467
MD2022-407	Décision relative à l'acquisition de 85m <sup>2</sup> de ben immobilier sis 2795A boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à Madame Danielle CARRERE DIT LABORDE épouse MASSE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	470

MD2022-410	Décision relative à l'acquisition de 1428 m <sup>2</sup> de bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, appartenant à Mme Béatrice BESSEDE épouse PIANA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	473
MD2022-411	Décision relative à un avenant au marché n° M9A3309EA " sécurité et de protection de la santé catégorie II (CSPS) relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est " - Autorisation de signature	476
MD2022-419	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Prémption Urbain à la Commune de Murviel-Lès-Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété DELOUSTAL - Terrain lieudit La Rompude - Murviel-Lès-Montpellier	479
MD2022-420	Décision relative au marché n°M2B0011DE - Coaching, accompagnement d'entreprises innovantes et animation pour la rencontre entreprises innovantes et investisseurs Montpellier Capital Risque 2022 - Lots 1,2,3 et 4	481
MD2022-421	Décision relative à l'aliénation des parcelles LR 336 et LR 339 à ' Cité Jardins ' - Avenue de Louisville - Montpellier	485
MD2022-422	Décision relative au transfert d'office valant classement dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées BN 120, BN 121 rue des Tourterelles, CL 65 impasse Blazy et OM 1 rue de l'Industrie - Commune de Montpellier	488
MD2022-423	Décision relative à un avenant au marché n°M9A4099EA " Contrôle Technique pour le renouvellement du poste de refoulement principal de Lavérune" - Autorisation de signature	491
MD2022-424	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la MAIF et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Saint-Jean-de-Védas	494
MD2022-425	Décision relative à une convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Aïcha SNOUSSI	497
MD2022-426	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint-Drézéry	500
MD2022-427	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud	502
MD2022-428	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Française du Radiotéléphone (SFR) - Antenne Relais Lieudit Levade à Pérols (34470)	504
MD2022-431	Décision relative au marché n°M2B0034RI ' MGDIS pour le logiciel de gestion des subventions aux associations dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature	506
MD2022-432	Décision relative à l'acquisition de 35m <sup>2</sup> de bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Vedas, appartenant à M. et Mme DAHAR, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	508
MD2022-433	Décision relative à l'acquisition de 44m <sup>2</sup> de bien immobilier sis La Fermaude à Saint-Jean-de-Vedas, appartenant à M. Loubnane HAIDAR, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	511
MD2022-434	Décision modificative de la régie mixte de l'Ecolothèque	514
MD2022-435	Décision relative au transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du CORUM	518

MD2022-437	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelles cadastrées A 9 et A 10 - Commune de Sussargues	521
MD2022-444	Décision relative à l'acquisition des parcelles AS 266 et AS 267 - Rue du Moulin - Commune de Vendargues	523
MD2022-445	Décision relative au déclassement du domaine public - ancien chemin débouchant avenue de la Fontasse - Commune de Fabrègues	525
MD2022-446	Décision modificative de la décision MD2021-373 relative à l'acquisition de la parcelle AI n°76 partie sise commune de Lattes - Aménagement de protection de la basse vallée de la Mosson	527
MD2022-447	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 1578 - Chemin de Manély - Commune de Saint-Drézéry	530
MD2022-450	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	532
MD2022-451	Décision relative à un avenant n°4 à la convention de mise à disposition de services, de biens matériels et immatériels de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" - Autorisation de signature	535
MD2022-453	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location du 20 novembre 2019 entre la SARL Vendargues Immo et Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux et espaces de parking à Vendargues	539
MD2022-454	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation	542
MD2022-455	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	545
MD2022-457	Décision relative aux travaux d'aménagement d'un giratoire Boulevard de la Liberté sur la Commune de Clapiers Marché-subséquent n°M2D0030EP Attribution	548
MD2022-459	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA "Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 1 secteur Centre" - Autorisation de signature	550
MD2022-460	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA "Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 3 secteur Est"	553
MD2022-461	Décision relative au marché n°M2B0038RI ' Acquisition de bornes wifi dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature	556
MD2022-462	Décision relative au renouvellement d'adhésion Adullact pour la période du 01/04/2022 au 31/03/2023	558

MD2022-463	Décision relative à un avenant n°1 au marché M0B0044EA "Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les crues du Font d'Aurelle - lot 1 Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors EDD)"	560
MD2022-464	Décision relative à l'agrément de candidature de la SCOP FONDESPIERRE dans l'Espace Numérique Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à Montpellier	563
MD2022-467	Décision relative à un avenant au marché n°3815EA15 "Assistance à Maitrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration de MAERA" - Autorisation de signature	566
MD2022-469	Décision relative à un avenant au marché n°M9B0141EA "Construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers"- Autorisation de signature	569
MD2022-472	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association France Hydrogène	572
MD2022-473	Décision relative au renouvellement de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR)	574
MD2022-474	Décision relative à la rétrocession à la Commune de Lattes d'un tracteur de marque Kubota immatriculé EG018YP	576
MD2022-477	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	578
MD2022-483	Décision relative à un avenant au marché n°4726EA17 Mission de contrôle technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA	580
MD2022-484	Décision relative à l'acquisition foncière d'un bien immobilier sis 331 rue Amy Mollisson à Montpellier appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier	583
MD2022-488	Décision relative à la clôture de la sous régie de recettes Station de compostage de Grammont - Pôle Déchets et Cycle de l'Eau - Service Régie de Collecte	586
MD2022-489	Décision relative à la régie de recettes Station de Compostage de Grammont - Modification de l'adresse de la régie et de l'ajout d'un mode d'encaissement - Pôle Déchets et Cycle de l'Eau - Service Régie de Collecte	588



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant au marché  
n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de  
commande pour des études et de la  
maîtrise d'œuvre de définition et de  
réalisation d'ouvrages hydrauliques,  
d'assainissement, d'eau potable, d'eau  
brute et de défense incendie lot 1 Schéma  
de desserte en assainissement, en eau  
potable, eau brute et défense incendie -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-128 du 26/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie au groupement ARTELIA/OTEIS dont le mandataire est la société ARTELIA sise 2630 avenue Georges Frêche – Le Liner – 34470 PEROLS, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

#### CONSIDERANT :

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

#### DECIDE :

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0146EA lot 1 notifié le 21/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire le groupement ARTELIA/OTEIS dont le mandataire est la société ARTELIA sise 2630 avenue Georges Frêche – Le Liner – 34470 PEROLS Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;



**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 19 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à la Fédération des Schémas de  
Cohérence Territoriale (SCoT) -  
Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;
- VU l'adhésion, par délibération n°M2020 du 12 octobre 2020, à la Fédération des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT)

**- CONSIDERANT**

- que la Fédération nationale des SCoT a pour objet de fédérer les établissements publics chargés de l'élaboration et de la gestion des schémas de cohérence territoriale, afin de favoriser la mutualisation des savoir-faire et l'échange d'expériences.
- que compte tenu de l'intérêt à rejoindre la Fédération nationale des SCoT pour bénéficier de ses services et participer aux activités mises en œuvre pour ses adhérents, Montpellier Méditerranée Métropole propose de renouveler son adhésion pour un montant annuel de 4 400€.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler en 2022 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Fédération des Schémas de Cohérence Territoriale

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**- 8 AVR. 2022**

**Monsieur le Premier Vice-Président**

**Renaud CALVAT**

**12 AVR. 2022**

**Publiée le :**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture :**

**Réception en Préfecture :**

**12 AVR. 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché n°M0C0024DE de nettoyage des 3  
bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP  
OMEGA-MIBI de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la décision N°D2021-115 attribuant le marché n° M0C0024DE pour le nettoyage des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (CAP OMEGA-CAP ALPHA-MIBI) et l'espace métropole de l'aéroport de Montpellier, à l'entreprise KAROLA SERVICES, pour un montant total annuel de 102 347,51 euros HT pour la partie forfaitaire de nettoyage (DPGF) et pour un montant maximum annuel de 5 500 € HT. Sa durée est de 12 mois, renouvelable une fois,

### CONSIDERANT

- Que suite à un besoin complémentaire de nettoyage consécutif au transfert de 4 agents de la Direction du Développement Economique Emploi et Insertion dans des bureaux d'une surface totale de 145,30 m<sup>2</sup> sis au MIBI 672 Rue de Verchant à Montpellier Cette nouvelle organisation rend nécessaire l'intervention d'une personne supplémentaire de la société de nettoyage KAROLA SERVICES 386 Avenue de Fès 34080 MONTPELLIER, entraînant une augmentation du forfait de nettoyage dans les prestations régulières pour un montant de 4 727 € HT.
- Qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 au marché M0C0024DE avec la société KAROLA SERVICES 386 Avenue de Fès 34080 Montpellier.

### DECIDE

**ARTICLE 1:** d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M0C0024DE concernant le nettoyage des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise KAROLA SERVICES – 386 Avenue de Fes 34080 MONTPELLIER, augmentation du forfait des prestations régulières mensuelles pour un montant de 4 727 € HT, soit une augmentation de 4.42%. Ce qui porte le nouveau montant de l'accord-cadre (DPGF + montant estimatif du DQE) à 111 717,89 € HT.

**ARTICLE 2:** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement tout autre document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 02 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 04 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant N°1 pour le marché de nettoyage M0C0024DE des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de  
122m<sup>2</sup> appartenant à ACM HABITAT dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

**CONSIDERANT :**

- que la parcelle cadastrée sur la commune de MONTPELLIER PE 365 d'une contenance de 122 m<sup>2</sup> appartenant à ACM HABITAT est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser son acquisition.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée sur la commune de MONTPELLIER PE 365 d'une contenance de 122 m<sup>2</sup> appartenant à ACM HABITAT.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 2 050.00 € (DEUX MILLE CINQUANTE EUROS) toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÉCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un  
marché de maîtrise d'œuvre d'espaces  
publics pour la mise en valeur et  
l'embellissement de l'espace urbain Foch  
Préfecture à Montpellier.**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat en date du 23 mars 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-015 du 25 février 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission de maîtrise d'œuvre d'espaces publics dans le cadre du projet de mise en valeur de l'espace urbain Foch - Préfecture à Montpellier ;

- Qu'une procédure d'appel d'offre ouvert a été engagée par la SA3M conformément aux articles R.2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire d'une durée de 9 ans non renouvelable, sans minimum avec un maximum d'un montant de 2 millions d'euros HT et s'exécutant par marchés subséquents ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- o Valeur technique : 70%
- o Valeur prix : 30%

- Que la Commission d'Appel d'offres, dans sa séance du 10 février 2022, a classé les offres et choisi celle du candidat ATELIER JACQUELINE OSTY ET ASSOCIES, sis 77 rue de Charonne, 75011 Paris, offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de commande test de 981 850 € HT ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Foch - Préfecture à Montpellier à ATELIER JACQUELINE OSTY ET ASSOCIES, pour un montant de 981 850 € HT. La durée de l'accord cadre est de 9 ans et ne sera pas reconductible.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 23 FEV. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 24 FEV. 2022**  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022**  
**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation  
d'Entreprise au musée Fabre d'une toile de  
Louis Léopold BOILLY (La Bassée, 1761 -  
Paris, 1845), La Tendresse conjugale, Vers  
1807-1810**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Louis Léopold BOILLY (La Bassée, 1761 – Paris, 1845), *La Tendresse conjugale*, vers 1807-1810 de 52,5 x 43,5 cm d'une valeur de 220 000 € (deux cent vingt mille euros) ;

- que cette toile a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition Occitanie du 9 mars 2021 ;
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliérêt 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES d'une toile de Louis Léopold BOILLY (La Bassée, 1761 – Paris, 1845), *La Tendresse conjugale*, vers 1807-1810 de 52,5 x 43,5 cm d'une valeur de 220 000 € (deux cent vingt mille euros);

**ARTICLE 2** : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de don Fondation d'Entreprise.pdf
- Visuel Boilly - Tendresse conjugale.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de  
commande pour des études et de la  
maîtrise d'œuvre de définition et de  
réalisation d'ouvrages hydrauliques,  
d'assainissement, d'eau potable, d'eau  
brute et de défense incendie - Lot 1 :  
Schéma de desserte en assainissement, en  
eau potable, eau brute et défense incendie"  
- Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-128 du 26/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie à la société SAFEGE sise Le bruyère 2000 – Bât 1 – Zone du Millénaire – 650 rue Henri Becquerel – CS79542 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

#### **CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

#### **DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°M9D0146EA lot 1 notifié le 21/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire la société SAFEGE sise Le bruyère 2000 – Bât 1 – Zone du Millénaire – 650 rue Henri Becquerel – CS79542 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 14 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 19 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 AVR 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché**  
**n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de**  
**commande pour des études et de la**  
**maîtrise d'œuvre de définition et de**  
**réalisation d'ouvrages hydrauliques,**  
**d'assainissement, d'eau potable, d'eau**  
**brute et de défense incendie - lot 1 Schéma**  
**de desserte en assainissement, en eau**  
**potable, eau brute et défense incendie -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-128 du 26/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie au groupement ENTECH/SEGIC dont le mandataire est la société ENTECH sise BP 118 – 34140 MEZE, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0146EA lot 1 notifié le 21/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire le groupement ENTECH/SEGIC dont le mandataire est la société ENTECH sise BP 118 – 34140 MEZE. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le :** 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
ECOMNEWS au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 7 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société ECOMNEWS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 21 décembre 2021 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 2 février 2022 ;

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ECOMNEWS est en cours de concrétisation pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité, et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de trois mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022 et jusqu'au 31 mai 2022.

**ARTICLE 2 :** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 3:** La société ECOMNEWS étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 59,77 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 989,19 euros conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération précitée.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 08 MARS 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 09 MARS 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 09 MARS 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
ALGODONE au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;



- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 mars 2017, passée entre la Métropole et la société ALGODONE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1<sup>er</sup> avril 2021,

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 7 février 2022,

- **CONSIDERANT** que l'entreprise ALGODONE a entamé des recherches immobilières, en lien avec le service Implantation des Entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole, mais que celles-ci ne se sont pas encore concrétisées,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ALGODONE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

## D E C I D E

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ALGODONE pour une période de neuf mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2:** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 3:** La société ALGODONE étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 75,36 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 247,21 euros conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération précitée.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 08 MARS 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 09 MARS 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 09 MARS 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ALGODONE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative aux  
montants des cotisations versés aux  
associations French Régional American  
Museum (FRAME), International Council  
of Museums (ICOM) et Club 2e (Club des  
utilisateurs de Flora) - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la délibération n°M2018-731 du 21 décembre 2018 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations :
  - French Regional American Museum (FRAME)
  - International Council of Museums (ICOM)
  - Club 2° (Club des utilisateurs de Flora)
  - AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art)

- Club Innovation & Culture France (CLIC)

- VU la délibération n°M2019-527 du 30 septembre 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC),

- VU la décision n°MD2022-055 du 9 février 2022 autorisant le renouvellement des adhésions aux associations sus mentionnées pour l'année 2022.

**Considérant :**

- que la décision n°MD2022-055 relative au renouvellement des adhésions aux associations comporte une erreur matérielle comptable concernant les montants des cotisations versés aux associations FRAME, ICOM et Club 2°,
- que les montants des cotisations versés aux associations AFROA, CLIC et LMAC portés sur cette même décision sont corrects.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de dire que les cotisations versées aux associations FRAME, ICOM et Club 2° sont d'un montant de :

- 6 500 € pour l'association French Regional American Museum (FRAME)
- 1 110 € pour l'association International Council of Museums (ICOM)
- 60 € pour l'association Club 2° (Club des utilisateurs de Flora)

**ARTICLE 2 :** de dire que les dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les bulletins d'adhésion afférents, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 10 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
EMITY au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au code général des collectivités territoriales et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 janvier 2019, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EMITY pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 22 février 2022 ;

- **CONSIDERANT** que la période COVID a ralenti la croissance de la société EMITY et qu'elle a besoin de davantage de temps pour stabiliser son activité et consolider les bases financières en restant dans son environnement actuel ;

## DECIDE

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EMITY pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022 et jusqu'au 28 février 2023.

**ARTICLE 2:** Selon l'article VII-2 de la convention d'occupation précitée, en cas de prorogation exceptionnelle au-delà des trente-six mois initialement consentis, la redevance mensuelle de base en vigueur sera majorée de 7%. A compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EMITY pour la surface locative de 84,70 m<sup>2</sup> dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 953,72 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire:

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EMITY

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de  
commande pour des études et de la  
maîtrise d'œuvre de définition et de  
réalisation d'ouvrages hydrauliques,  
d'assainissement, d'eau potable, d'eau  
brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude  
de faisabilité et de diagnostic en eau  
potable et assainissement" - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-128 du 26/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 2 Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement au groupement ENTECH/SEGIC dont le mandataire est la société ENTECH sise BP 118 – 34140 MEZE, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0146EA lot 2 notifié le 21/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire le groupement ENTECH/SEGIC dont le mandataire est la société ENTECH sise BP 118 – 34140 MEZE. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 19 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
**Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M0D0056VD Réhabilitation des points**  
**propreté de Montferrier-sur-lez et Saint**  
**Georges d'Orques - Lots 1 et 4 -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la politique zéro déchet » ;

**Considérant :**

- La nécessité de passer un marché de travaux de réhabilitation des Points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte sous la forme d'une marché ordinaire a été lancée, sous le n° de marché M0D0056VD Réhabilitation des Points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint

Georges d'Orques, conformément aux articles L. 2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique, pour des travaux répartis en 7 lots ;

- Que le lot 1 Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil, gabions et espaces verts sur le point propreté de Saint Georges d'Orques concerne un marché de six mois (1 mois de préparation et cinq mois de délai d'exécution des travaux) à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;
- Que le lot 4 Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le point propreté de Montferrier-sur-Lez concerne un marché de quatre mois (1 mois de préparation et trois mois de délai d'exécution des travaux) à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;
- Que les lots 2, 3, 5, 6 et 7 sont en cours de procédure ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40% ;
- Qu'après analyse, la société BUESA FRERES, sise 6 rue René Gomez –Zone Industrielle- à BEZIERS (34500) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (offre variante) sur le lot 1 et la société COLAS, sise ZI La Lauze, 10 rue Saint Exupéry à SAINT JEAN DE VEDAS (34430) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le lot 4 ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché M0D0056VD de Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques comme suit :

- Lot 1 : Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil, gabions et espaces verts sur le point propreté de Saint Georges d'Orques, à la société BUESA FRERES, sise 6 rue René Gomez – Zone Industrielle- à BEZIERS (34500) pour un montant de 439 676,94 € HT par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires, et une durée de six mois à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;
- Lot 4 Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le point propreté de Montferrier-sur-Lez, à la société COLAS, sise ZI La Lauze, 10 rue Saint Exupéry à SAINT JEAN DE VEDAS (34430) pour un montant de 81 807,55 € HT par application des prix unitaires du Bordereau des prix unitaires, et une durée de quatre mois à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché *les marchés* et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/03/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUE



Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture 18 MARS 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant au marché n°  
M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de  
commande pour des études et de la  
maîtrise d'œuvre de définition et de  
réalisation d'ouvrages hydrauliques,  
d'assainissement, d'eau potable, d'eau  
brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude  
de faisabilité et de diagnostic en eau  
potable et assainissement" - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-128 du 26/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 2 Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement à la société SAFEGE sise Le bruyère 2000 – Bât 1 – Zone du Millénaire – 650 rue Henri Becquerel – CS79542 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°M9D0146EA lot 2 notifié le 21/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire la société SAFEGE sise Le bruyère 2000 – Bât 1 – Zone du Millénaire – 650 rue Henri Becquerel – CS79542 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 19 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**  
**Pôle Environnement**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une exonération de  
loyer accordée par Montpellier  
Méditerranée Métropole à la société  
coopérative Terracoopa dans le cadre de la  
réalisation de travaux de démolition  
partielle et d'isolation du bâtiment  
d'habitation au domaine de la Condamine  
à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Energie, Agroécologie et alimentation » ;



**CONSIDERANT :**

- Que la société coopérative Terracoopa représentant « La ferme Urbaine Collective de la Condamine » a conclu un bail rural à caractère environnemental avec la Montpellier Méditerranée Métropole, avec un fermage établi suivant le barème départemental de location des terres agricoles composé d'un fermage annuel de mille quatre-vingt euros (1080 €) pour les terres et bâtiments d'exploitation et d'un loyer mensuel relatif au bâtiment à usage d'habitation fixé à quatre cent soixante-quatorze euros et quatre-vingt-douze (474,92€) , révisé annuellement par application de la variation annuelle de l'indice de référence des loyer ;
- Que le montant du loyer mensuel relatif au bâtiment à usage d'habitation révisé s'élève à quatre cent soixante-quinze euros et trente-six centimes (475,36 €) ;
- Que des travaux de démolition partielle et d'isolation du bâtiment d'habitation doivent être réalisés,
- Que le chantier, dont la durée est estimée à douze semaines induit une gêne importante, incompatible avec une jouissance permanente du logement pendant trois mois ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La société coopérative Terracoopa représentant « La ferme Urbaine Collective de la Condamine » bénéficie d'une exonération du loyer à usage d'habitation pendant trois mois.

**ARTICLE 2 :** le montant total de l'exonération pour cette période est de 1 426,08 € (mille quatre cent vingt-six euros et huit centimes).

**ARTICLE 3 :** de dire que la baisse de recette sera imputée au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 15 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière du  
lot privatif n°136 du volume B1 au sein de  
la copropriété de la Coustaude  
appartenant à M. et Mme Vercasson dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que le lot privatif n°136 du volume B1 au sein de la copropriété « Le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur VERCASSON et Madame PIVAT épouse VERCASSON, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°136 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur VERCASSON et Madame PIVAT épouse VERCASSON.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 150 € (SEPT MILLE CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur VERCASSON et Madame PIVAT épouse VERCASSON et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 FEV. 2022

Monsieur le Président

  
Michaël DILAFOSSE



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine\_UF2360
- PPA signée.pdf
- PUV signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au lot 1  
et au lot 2 du marché 5016MG18 Travaux  
courants de rénovation, réhabilitation sur  
les bâtiments de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

- VU le marché n° 5016MG18 – Accord cadre à bons de commande pour les travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole 2018-2022 ;

**CONSIDERANT:**

- que la SARL Balboa Frères, sise 1 rue du Perpignan 34880 LAVERUNE est titulaire du lot 1 « Maçonnerie - carrelage » du marché n° 5016MG18 et du lot 2 « Charpente et couverture »  
- qu'il est nécessaire de conclure :

\* un Avenant n°1 concernant le lot 1 « Maçonnerie et Carrelage » afin de rajouter 5 lignes au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour la fourniture de portail, clôture, éléments d'isolation et main d'œuvre,

\* un Avenant n°1 concernant le lot 2 « Charpente et couverture » afin d'ajouter 7 lignes au Bordereau des Prix Unitaires pour des gouttières et des descentes en zing,

- que les marchés étant des accords cadre à bon de commandes sans minimum ni maximum, l'ajout de lignes au BPU ne remet pas en cause l'équilibre général des marchés et n'a pas d'incidence sur le montant du marché public ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De signer avec la SARL Balboa Frères :

- un avenant n°1 au lot 1 « Maçonnerie et Carrelage » afin d'ajouter 5 lignes au Bordereau des Prix Unitaires pour la fourniture de portail, clôture, éléments d'isolation et main d'œuvre.
- un avenant n°1 au lot 2 « Charpente et couverture » au marché n° 5016MG18 afin d'ajouter 7 lignes au Bordereau des Prix Unitaires pour des gouttières et des descentes en zing.

**ARTICLE 2 :** de dire que ces avenants n°1 pour le lot 1 et pour le lot 2 n'ont pas d'incidence financière sur le montant des accords-cadres.

**ARTICLE 3 :** de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT LOT 1 5016MG18.pdf
- AVENANT LOT 2 5016MG18.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au**  
**marché M1D0046AT - Travaux de création**  
**d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint**  
**Georges d'Orques - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « voirie et espace public » ;
- VU la décision n° MD2021-726 attribuant le marché subséquent n°M1D0046AT – Lot 1 « 3M Ouest – Pôles Plaine Ouest, Piémonts et Garrigues et Littoral » de l'accord-cadre 5023AT17) relatif

aux travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques à la Société Eurovia pour un montant de 212 416,90 euros HT ;

**CONSIDERANT :**

- Que des travaux complémentaires, à la demande du maître d'ouvrage, sont nécessaires pour mener à bien les travaux ;
- Que ces travaux entraînent une plus-value financière de 19,77 % soit un montant de 41 999,98 € HT, portant le nouveau montant du marché à 254 416,88 € HT ;
- Que les délais d'exécution sont prolongés jusqu'au 28 février 2022 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n° M1D0046AT relatif aux travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques avec la Société Eurovia, pour un montant en plus-value de 41 999,98 € HT soit 19,77 % en augmentation. Les délais d'exécution sont prolongés jusqu'au 28 février 2022.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 03 MARS 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 03 MARS 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- avenant 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché unique pour  
la réalisation d'études d'impact et services  
connexes préalable à la création de la Zone  
d'Aménagement Concertée Ricardo Bofill**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU le code de la commande publique et notamment ses articles L. 2511-1 à L.2511-5 relatifs à la quasi-régie ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Sylvie MAHOT, Directrice de la Direction de l'Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU) ;

- VU la décision d'attribution en date du 11 janvier 2017 confiant la conduite d'une étude stratégique de reconquête urbaine entre la place de la Comédie et le Lez à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;

- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, le Directeur Général à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

**Considérant :**

- que des études dans le secteur Pagézy Antigone sont nécessaires dans le cadre des études préalables à la création de la ZAC Bofill ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article R.2123-1 pour une durée d'exécution fixée à 18 mois à compter de la date de la notification du contrat ;
- que les études sont réparties en 3 lots :

Lot 1 - Etude d'impact

Lot 2 - Etudes acoustiques

Lot 3 - Etudes air et santé

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- valeur technique de l'offre (60%)

- prix (40%)

- que qu'après l'analyse des offres et les négociations, les candidats suivants, présentent pour chacun des lots l'offre économiquement la plus avantageuse :

Pour le lot 1 - Etude d'impact le bureau d'études IRIS Conseil, dont le montant de l'offre s'élève à 20 050 € HT ;

Pour le lot 2 - Etudes acoustiques le bureau d'études Conseil Ingénierie Acoustique, dont le montant de l'offre s'élève à 12 400 € HT

Pour le lot 3 - Etudes air et santé le bureau d'études FLUIDYN, dont le montant de l'offre s'élève à 13 900 € HT

**DECIDE**

**ARTICLE 1 : D'attribuer les marchés aux candidats suivants :**

Pour le lot 1 - Etude d'impact le bureau d'études IRIS Conseil RÉGIONS, sise 7 rue d'Italie - 13006 Marseille. Siège social : BP 864 - 78058 Saint-Quentin-Yvelines Cedex dont le montant de l'offre s'élève à 20 050 € HT ;

Pour le lot 2 - Etudes acoustiques le bureau d'études CIA, sise 24 bis rue Roux-Alphéran - 13100 Aix-en-Provence dont le montant de l'offre s'élève à 12 400 € HT

- Pour le lot 3 - Etudes air et santé le bureau d'études FLUIDYN France, sise 84 Rue Charles Michels Bât B 93200 Saint Denis, dont le montant de l'offre s'élève à 13 900 € HT

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois ferme.

**ARTICLE 2 : D'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Métropole de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.**

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MARS 2022



**Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS**

**Publiée le : 21 MARS 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 21 MARS 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Rapport d'analyse des offres**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**  
**Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
mandat d'études préalables à  
l'aménagement de parcs d'activités  
économiques sur le territoire de la  
Métropole - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique et plus particulièrement pour la « création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain » ;
- VU le code de la commande publique ;

- **VU** la convention de mandat d'études en date du 14 janvier 2020 au bénéfice de la SA3M portant sur la réalisation d'études préalables à l'aménagement de parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'ajuster la liste des sites dont l'étude doit être poursuivie au regard des résultats des diagnostics environnementaux et hydrauliques réalisés et des arbitrages effectués en matière d'élaboration du PLUi,

- qu'il convient de prolonger le mandat de 12 mois, permettant au mandataire de poursuivre les études jusqu'à mi-2023,

- qu'il convient d'adapter le budget prévisionnel du mandat en réduisant le montant des études à 570.000 € HT et le montant de la rémunération du mandataire à 250.000 € HT,

- qu'il convient en conséquence de passer un avenant n°1 à la convention de mandat.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de mandat préalable à l'aménagement de parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M.

**ARTICLE 2 :** de dire que le terme du mandat d'études préalables est fixé à 42 mois à compter de son entrée en vigueur.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de  
9m2 de bien immobilier appartenant à M.  
et Mme CARCELES pour la réalisation de  
la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 9 m² du bien immobilier sis 312 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 34, appartenant à Monsieur et Madame CARCELES est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section PH n° 34.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 9 m² du bien immobilier sis 312 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 34, appartenant à Monsieur et Madame CARCELES.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 158 € (QUATRE MILLE CENT CINQUANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame CARCELES et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative

à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame CARCELES.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 FEV. 2022

Monsieur le Président

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine\_UF0680
- PPA signée propriétaire.pdf
- PUV signée propriétaire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la  
convention de partenariat conclue entre  
Marianne Delafond, Olivier Daulte et le  
musée Fabre de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- **CONSIDERANT** qu'une convention de partenariat a été conclue en date du 15 avril 2021 en vertu de la délibération n° M2021-171. Cette convention définissait les conditions de ce partenariat entre le musée FABRE, Marianne DELAFOND et OLIVIER DAULTE pour la création d'un prix « François DAULTE », son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes et ce pour une durée de cinq années ;
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de modifier certains articles énoncés dans la convention initiale. Le présent avenant a pour objet le changement de l'intitulé du Prix, qui devient la bourse « François Daulte », et la modification des articles ci-dessous de la convention initiale :

- Article 2 - Domaine d'attribution de la bourse « François Daulte »
- Article 3 - Périmètre de la bourse « François Daulte »,
- Article 5 - Modalités d'attribution
- Article 6 - Montant de la bourse
- Article 7 – Publicité de la bourse

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la signature de l'avenant à la convention de partenariat ayant pour objet le changement de l'intitulé du Prix, qui devient la bourse « François Daulte » et la modification des articles ci-dessous de la convention initiale :

- Article 2 - Domaine d'attribution de la bourse « François Daulte »
- Article 3 - Périmètre de la bourse « François Daulte »,
- Article 5 - Modalités d'attribution
- Article 6 - Montant de la bourse
- Article 7 – Publicité de la bourse

**ARTICLE 2** : Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et Patrimoine historique est autorisé à signer l'avenant susvisé conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 18 MARS 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 18 MARS 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Avenant à la convention de partenariat  
- Délibération M2021-171  
- Convention de partenariat initiale signée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°5 au  
marché de maîtrise d'œuvre Egis  
n°08.131.001 dans le cadre de la réalisation  
de la ligne 5 de tramway - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des Transports et des Mobilités actives ;

- **VU** la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;
- **VU** la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

### **CONSIDERANT**

- la consultation lancée le 22/02/2011 selon une procédure négociée en application de l'article 168 du Code de la commande publique portant sur la mission de maîtrise d'œuvre ;
- la délibération du Conseil n°10367 du 28 juillet 2011 portant sur l'attribution du marché au groupement EGIS RAIL (mandataire) / A. GARCIA DIAZ / Atelier Villes et Paysages / INGEROP pour un montant de 17 285 344 € HT toutes tranches confondues ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°5 d'un montant de 69 492 € HT ayant pour objet de redéfinir le périmètre des études confiées au titulaire.

**ARTICLE 2 :** la rémunération du maître d'œuvre a été modifiée en conséquence, elle est portée à 17 550 294,17 € HT.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/03/2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 5 - AU MARCHE DE MAITRISE DOEUVRE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au  
mandat de travaux et d'entretien entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et  
SA3M - Quartier Centre - Implantation du  
préfigurateur French Tech dans l'ancien  
Hôtel de Ville - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- VU le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°13560 du Conseil Métropolitain du 3 février 2016, confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat de réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancien Hôtel de Ville, préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs, signé le 16 février 2016. Ce mandat a été notifié le 26 février 2016, conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), afin de lui conférer le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage ;

- VU l'avenant n°1 au mandat de travaux Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18 octobre 2018 ;

**CONSIDERANT ;**

- Qu'il est nécessaire afin d'accompagner les utilisateurs du bâtiment de poursuivre l'entretien quotidien des locaux jusqu'en décembre 2022 ;
- Qu'il convient donc de proposer un avenant n°2 au mandat d'études confié à SA3M afin de réaliser les missions précédemment énoncées.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La prorogation du mandat qui prendra effet à compter de la réception de la notification le 26 février 2022.

**ARTICLE 2 :** Toutes les dispositions du contrat de mandat de réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne Mairie, préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs non modifiées par le présent avenant restent inchangés et demeurent applicables.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant sera notifié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole à la date à laquelle il aura été reçu au titre du contrôle de la légalité.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MARS 2022



Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS

Publiée le : 21 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances  
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché  
n°M1C0016DF - Mise en place d'une  
notation financière pour Montpellier  
Méditerranée Métropole - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1<sup>er</sup> Vice-Président, aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;

**Considérant :**

- que pour obtenir une opinion indépendante de sa situation financière, s'engager dans la diversification de ses financements court terme et long terme par des émissions obligataires adaptées et participer de la démarche de transparence financière et de qualité financière et comptable, il convient d'obtenir la notation financière de la collectivité par une agence internationale de notation ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R. 2123-1 1°, R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée et à tranches, conformément aux articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique, pour une durée d'un an reconductible 2 fois un an pour chaque tranche (excepté la tranche optionnelle 1 qui, si elle est affermie, démarrera à la date d'affermissement jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution de la tranche ferme);

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

- Note méthodologique de déroulement des missions et organisation de l'équipe : 45 points

- Calendrier : 15 points

° Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire total de toutes les tranches tel que mentionné à l'acte d'engagement : 40%

- qu'après analyse, l'entreprise Moody's France SAS, sise 96 boulevard Haussmann, 75008 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché de mise en place d'une notation financière pour Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Moody's France SAS, pour un montant, décomposé ainsi :

Tranche	Durée	Prix annuel HT
Tranche ferme	Notation privée suivie	1 an reconductible 2 fois un an 20 000
Tranche optionnelle 1	Conversion en notation publique pour terminer l'année	démarré à la date d'affermissement jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution de la tranche ferme 0
Tranche optionnelle 1 bis	Conversion en notation publique pour un an à l'issue une année tranche ferme ou tranche optionnelle 1	1 an reconductible 2 fois un an 20 000
Tranche optionnelle 2	Notation annuelle programme NEU CP	1 an reconductible 2 fois un an 1 500
Tranche optionnelle 3	Notation annuelle programme moyen et long terme	1 an reconductible 2 fois un an 1 500

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin d'exécution de la dernière tranche affermie. Sa durée est d'un an reconductible 2 fois un an pour chaque tranche (excepté la tranche optionnelle 1 qui, si elle est affermie, démarrera à la date d'affermissement jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution de la tranche ferme).

**ARTICLE 2 :** de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 MARS 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt et à l'octroi**  
**d'une autorisation d'urbanisme par la Ville**  
**de Montpellier pour le réaménagement**  
**d'un bâtiment - Cimetière de Grammont -**  
**Parcelle cadastrée RK 17**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente dans les domaines de l'aménagement durable, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 décembre 1996 relative au transfert de compétence en matière funéraire au District de Montpellier ;

- VU la convention du 12 décembre 2004 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier (anciennement District) a autorisé la Ville de Montpellier à occuper une partie des locaux du complexe funéraire situé rue Richard Wright sur la Commune de Montpellier sur la parcelle cadastrée RK 17, pour permettre à la Ville d'aménager les bureaux d'accueil du Service « Etat Civil-Décès » et le gardiennage du cimetière Saint-Etienne ;

- VU l'acte notarié du 29 novembre 2016 portant cession par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, anciennement Communauté d'Agglomération de Montpellier, des parcelles cadastrées RK 16 et RK 17 supportant le complexe funéraire et des parcelles cadastrées RL 11 et RL 13 affectées à l'agrandissement du cimetière métropolitain, et faisant état de la situation de la parcelle cadastrée RK 17 sous convention du 12 décembre 2004 précitée ;

- **CONSIDERANT** la nécessité pour la Ville de Montpellier de déposer une autorisation d'urbanisme en vue d'une part du changement d'affectation du logement du gardien pour être transformé en bureaux supplémentaires pour le service « administration des cimetières », et d'autre part en vue de la modification d'une façade du bâtiment ;

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Ville de Montpellier à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires au réaménagement des bureaux du service « administration des cimetières » situés sur le site du Centre funéraire de Grammont, rue Richard Wright à Montpellier, sur la parcelle cadastrée RK 17.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre le Musée Fabre et  
l'Université du Tiers Temps - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu de mettre en place un partenariat entre l'Université du tiers Temps (UTT) et le musée Fabre dans la perspective de développer l'offre en direction des groupes constitués d'adultes et ainsi de fidéliser au musée le public de l'UTT ;

- Que ce partenariat propose la mise en place d'un cycle de sept visites guidées pour quatre groupes de vingt-cinq adhérents de l'UTT et que ces visites sont conçues en lien avec les conférences données à l'UTT et l'actualité du musée.
- Que le musée Fabre appliquera à l'UTT le tarif réduit visites de groupes étudiants, soit 75 euros par visite pour chaque groupe de 25 étudiants maximum ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'Université du Tiers Temps de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** de dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17/3/22  
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 18 MARS 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention UTT.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre le Musée Fabre et  
l'Office de tourisme et de congrès de  
Montpellier Méditerranée Métropole  
autour de l'artiste Frédéric Bazille**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole les signature de conventions de partenariat ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu de mettre en place un partenariat entre le musée Fabre et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole de manière à croiser les propositions entre les visites du musée Fabre et les ateliers sur la terrasse du Domaine de Méric ainsi que les visites du site organisées par l'OTC3M d'avril à juin 2022.
- que ces visites et ateliers autour de la mise en valeur de l'artiste Frédéric Bazille, permettent au public de suivre un parcours thématique dans deux sites patrimoniaux remarquables de la Métropole : le musée Fabre et le domaine de Méric.
- qu'aucune tarification particulière ne sera mise en place par les parties et que les tarifs votés seront appliqués.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



18 MARS 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Service Politique de la Ville**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'association Villes et  
Territoires Occitanie - Centre de  
ressources Politique de la ville et Cohésion  
territoriale, au titre de l'année 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Clara GIMENEZ, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clara GIMENEZ, dans le domaine de la Politique de la ville et la Cohésion sociale ;
- VU la décision du 2 juin 2021 relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie au titre de l'année 2021 ;

**CONSIDERANT** l'importance et la qualité des services mis à disposition par l'association auprès des acteurs de la politique de la ville et du développement territorial, dont a bénéficié Montpellier

Méditerranée Métropole notamment dans le cadre de journées d'échanges et de qualification (rénovation urbaine, participation des habitants, évaluation des contrats de ville, observation des territoires), d'accompagnement à l'ingénierie, de production de documents ressources, de la veille et des synthèses documentaires, de la formation des nouveaux élus à la politique de la ville ;

**CONSIDERANT** ainsi l'intérêt de renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie pour l'année civile 2022 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : De renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie au titre de l'année civile 2022. Les représentantes désignées par la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de l'association sont Mesdames Clara GIMENEZ (titulaire) et Coralie MANTION (suppléante) ;

**ARTICLE 2** : De verser à l'association une cotisation annuelle plafonnée s'élevant à 8 000 €, compte tenu du nombre d'habitants de la Métropole ;

**ARTICLE 3** : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire, à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Clara GIMENEZ

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°2200740-4 TA - Société Travaux publics  
du Sud Ouest"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

-La requête n°2200740-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 février 2022 par la Société « Travaux Publics du Sud Ouest » tendant à fixer le solde du marché n°4893AT17 – RD127E3 – Aménagement entre la rue du Mas d'Armand et le carrefour du Mas de Piquet à GRABELS à la somme de 3 956 715, 73 euros HT ;

-Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200740-4 par la Société « Travaux Publics du Sud Ouest ».

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

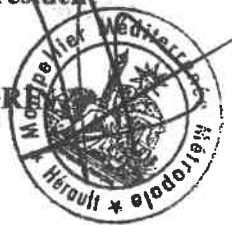
**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDR



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charges des  
frais d'accueil des délégations et des  
intervenants extérieurs dans le cadre des  
actions de développement économique de  
Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels les frais induits par les déplacements d'agents de la Métropole ou de personnalités extérieures (ainsi que l'accueil de ces dernières) peuvent être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique ;

**Considérant** que Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du 21<sup>e</sup> siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses

habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1er janvier 2015 a amorcé une nouvelle ambition de la collectivité pour le territoire.

**Considérant** que depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour des axes que sont le numérique, santé, développement économique tourisme et industrie, transport et mobilité, agro-écologie et alimentation, culture-patrimoine et université, citoyenneté développement social et égalité des chances. Ces axes correspondent aux domaines d'excellence que la métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

**Considérant** qu'en matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

**Considérant** qu'à travers une politique volontariste pour gagner en attractivité, pour se positionner sur l'échiquier européen et mondial et soutenir la vitalité de ses acteurs économiques, Montpellier Méditerranée Métropole œuvre à l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale (classé 2e meilleur incubateur mondial selon UBI Global) qui fait rayonner dans le monde entier l'expertise montpelliéraine en matière d'accompagnement en parfaite intégration avec les acteurs économiques.

**Considérant** qu'en 2022, il est prévu de mettre en place des animations et des événements autour de ces thématiques.

**Considérant** que le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions et des intervenants est estimé au maximum à 1 500 €.

**Considérant** que la promotion du tourisme est une des composantes du développement économique, qu'à ce titre, la Métropole est susceptible de recevoir des tour-operators afin de vendre la destination du territoire.

**Considérant** que le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à 10 000 €.

**Considérant** que pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge.

**Considérant** que le montant dédié à ces actions est estimé au maximum à 500 €.

**Considérant** qu'il faut autoriser préalablement les déplacements ci-dessus pour les intervenants ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

**ARTICLE 1 :** autoriser la prise en charge des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistique afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** de dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole,

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/03/2022

Monsieur le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/03/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

25/03/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un  
contrat de location entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et l'association  
Montpellier Volley Club UC concernant le  
local situé au 345 route de Nîmes à  
Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- CONSIDERANT** qu'il convient de signer un nouveau contrat de location avec le Montpellier Volley Université Club concernant un local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec le Montpellier Volley Université Club.

**ARTICLE 2 :** Le contrat concerne un local appartenant à la Montpellier Méditerranée Métropole et situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. La surface louée est de 76m<sup>2</sup> environ.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

**ARTICLE 4 :** La valeur locative annuelle de ce local est de 9120 euros HT et hors charges. Toutefois, le contrat est consenti et accepté moyennant un loyer minoré constitutif d'une subvention en nature d'un montant de 4120 euros. Le Montpellier Volley UC s'acquittera d'un loyer annuel de 5000 euros HT et hors charges.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 MARS 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat 3M-Volley 2022-2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention  
d'occupation temporaire concernant le  
dispositif d'antennes sur le parking Circé -  
Changement de dénomination de  
l'opérateur**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par Délibération, la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;

-VU la convention du 04/03/2020 ayant pour objet d'autoriser Free Mobile à occuper à titre précaire et révocable des emplacements sur un immeuble situé Parking Circé, avenue Thomas Jefferson à Montpellier (34 000) sur la parcelle cadastrée RY0095 à Montpellier afin d'installer sur une surface de 25m<sup>2</sup> des équipements de radiotéléphonie mobile ;

-VU qu'à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2020, Free Mobile a cédé à la SAS Iliad 7, sise 16 rue de la Ville l'Evêque à Paris (75 008), la gestion des équipements d'infrastructure passive concernant son parc de stations radioélectriques ;

**CONSIDERANT :**

-que depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2020, Free Mobile a cédé à la SAS Iliad 7, sise 16 rue de la Ville l'Evêque à Paris (75 008), la gestion des équipements d'infrastructure passive concernant son parc de stations radioélectriques ;

-que par Assemblée Générale en date du 17 janvier 2020, la société Iliad 7 a modifié sa dénomination sociale qui est désormais la suivante : « On Tower France », à compter du 17 janvier 2020 ;

- qu'il convient par décision de prendre acte du changement de dénomination pour la reprise des droits et obligations à la convention du 04/03/2020 concernant l'installation radioélectrique sur le parking Circé par On Tower France 58 sise avenue Emile Zola, Immeuble Ardeko, 92100 Boulogne-Billancourt.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole prend acte par la présente décision du changement de dénomination de la société Iliad7 en « On tower France » concernant la convention d'occupation temporaire du domaine public du 04/03/2020 pour l'exploitation d'un réseau de communication électronique sur un immeuble du parking Circé situé avenue Thomas Jefferson à Montpellier (34 000).

**ARTICLE 2 :** La société On Tower France reprend l'ensemble des engagements droits et obligations envers Montpellier Méditerranée Métropole concernant la convention.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le : **04 MARS 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **04 MARS 2022**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché n°M1A0579TE de Maitrise  
d'œuvre pour la réalisation d'ombrières  
photovoltaïques en autoconsommation sur  
la piscine Alex Jany - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

- VU la décision n°MD2021-481 du 19 mai 2021 attribuant le marché n°M1A0579TE de « Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur la piscine Alex Jany »

**CONSIDÉRANT :**

- Que la société TRANSENERGIE a procédé à une transmission universelle de patrimoine à la société NEPSEN qui reprend l'intégralité du contrat ;
- Que le marché est donc transféré à la société NEPSEN, dont le siège se situe au 20 rue Félix Faure – 94300 VINCENNES
- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant n°1 au marché n°M1A0579TE ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M1A0579TE de « Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur la piscine Alex Jany ». Cet avenant n'a pas d'incidence sur le prix. Toutes les clauses du marché demeurent applicables.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 29 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole à**  
**l'Association Française de l'Éclairage**  
**(AFE) - Année 2022 - Approbation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

**Considérant :**

- que l'Association française de l'éclairage (AFE), porteuse de l'intérêt général, a pour but de diffuser le savoir et le savoir-faire de l'éclairage à tous ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est membre de cette association depuis 2016 ;
- que l'adhésion à cette association permet à la Métropole de bénéficier d'un support technique et d'une veille réglementaire et normative, mais surtout d'être représentée et de participer au groupe de travail et de réflexion initié par les 14 Métropoles françaises, profitant ainsi des échanges entre professionnels du secteur, des retours d'expérience et propositions techniques de territoires équivalents ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française l'Eclairage pour l'année 2022.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense relative au paiement de la cotisation annuelle de 1 200 HT sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 MARS 2022.

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 17 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**N°M1B0106EP - Maîtrise d'oeuvre pour**  
**l'aménagement d'une piste cyclable RM17**  
**Prades - Girac - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

**Considérant :**

- que l'aménagement d'une piste cyclable RM17 Prades - Girac sur la Commune de Prades le Lez est nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 24 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations, au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40 %
  - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- qu'après analyse, la Société SAFEGE sise le Bruyère 2000 – bât 1 – zone du Millénaire – 650 rue Henri Becquerel à Montpellier (34961), présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°M1B0106EP – Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'une piste cyclable RM17 Prades / Girac sur la Commune de Prades le Lez, à la Société SAFEGE pour un montant de 89 600 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous budgets confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 31 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi-Préfecture : 31 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion de Montpellier Méditerranée  
Métropole à l'Institut des Routes, des Rues  
et des Infrastructures pour la Mobilité  
(IDRRIM) pour l'année 2022  
Approbation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations dont elle est membre ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
  - VU la délibération n°2019-222 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) à compter de l'année 2019 ;
- Considérant :**
- Qu'il est nécessaire de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année



2022 ;

- Que le montant de l'adhésion annuelle est forfaitaire et s'élève pour l'année 2021 à 800 € ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2022 pour un montant de 850 €.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 17 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bull adhésion 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles PE 518, PE 519 et PE 521, place  
de Babylone & quai Jean Péridier -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à la régularisation de la propriété d'emprises foncières aménagées en voirie au droit d'une propriété privée,
- **CONSIDERANT** l'accord de la société « Crédit Agricole Immobilier – SNC CELTIS » en date du 04 novembre 2021, validant la cession des parcelles nouvellement cadastrées PE 518 (22 m²), PE

519 (30 m<sup>2</sup>) et PE 521 (72 m<sup>2</sup>), angle place de Babylone et quai Jean Périquier à Montpellier, à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant la régularisation de la propriété foncière d'emprises aménagées en voirie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société « Crédit Agricole Immobilier – SNC CELTIS », domiciliée 78 chemin des Sept Deniers à Toulouse, ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles nouvellement cadastrées PE 518 (22 m<sup>2</sup>), PE 519 (30 m<sup>2</sup>) et PE 521 (72 m<sup>2</sup>), angle place de Babylone et quai Jean Périquier à Montpellier, en régularisation de la propriété foncière d'emprises aménagées en voirie.

**ARTICLE 2 :** La transaction est acceptée à l'euro symbolique, sans versement, compte-tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4.04.2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 AVR. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête**  
**n°2200364-3 TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant :**

- la requête n°2200364-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 janvier 2022 par Madame Armelle HUSER contre la décision implicite de rejet à sa demande d'obtention de l'attestation employeur de fin de contrat.
- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200364-3 par Madame Armelle HUSER.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « MB Avocats ».

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/03/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
VAONIS au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au code général des collectivités territoriales et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 avril 2017 passée entre la Métropole et la société VAONIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 16 décembre 2021 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 22 février 2022 ;

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société VAONIS a besoin d'un délai supplémentaire suite à du retard dans la livraison du bâtiment qui accueillera son équipe, qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une courte durée complémentaire ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VAONIS pour une période de trois mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 soit jusqu'au 30 juin 2022.

**ARTICLE 2:** Ce délai supplémentaire permettra à la société VAONIS de finaliser son emménagement dans ce nouveau bâtiment construit sur la commune de Castelnau le lez.

Dans le cas où ses nouveaux locaux seraient disponibles avant la date échéance de cet avenant, la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap ALPHA sans préavis particulier.

**ARTICLE 3:** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 4:** La société VAONIS étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 188,05 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 2 720,65 euros conformément à la délibération précitée.

**ARTICLE 5:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant - Société VAONIS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**  
**Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la candidature à l'appel  
à projets "Logistique 4.0" de l'ADEME**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives.

**CONSIDERANT :**

- Que la mise en place de la Zone à Faible Emission en 2022 sur une partie du territoire de la Métropole pour abaisser la pollution liée aux automobiles et aux camions, va fortement concerner les professionnels, et en particulier les transporteurs et logisticiens ; et que ceux-ci ont besoin d'être accompagnés par de nouvelles solutions ;

- Que la Métropole souhaite mettre en œuvre une feuille de route à horizon 2025 en matière de logistique urbaine et en particulier expérimenter le transport de marchandises en ville par tramway et véhicule autonome à travers le projet LDK – tramfret ;
- Que ce projet LDK – tramfret est candidat à l'appel à projet ADEME « logistique 4.0 » et que ce programme permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un financement à hauteur de 1,937 M€.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet « logistique 4.0 » de l'ADEME.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

09 MARS 2022

Mme la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE

Publiée le : 16 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1
- Annexe 3c

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la société SMA**  
**DIFFUSION dans les Ateliers de Prades-le-**  
**Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société SMA DIFFUSION en vue du renouvellement de sa location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. La société, représentée par son gérant, Monsieur Massimiliano BENCINA, est spécialisée dans la vente à distance de matériels et outillages voués au tournage sur bois. Elle est candidate au renouvellement de son bail pour le lot 4 d'une surface de 112,5 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. La société compte actuellement 2 emplois et prévoit l'embauche d'un salarié supplémentaire d'ici 3 ans ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SMA DIFFUSION ci-dessus mentionnée, est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 08 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 09 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
SPORTIHOME au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 mars 2017, passée entre la Métropole et la société SPORTIHOME pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 17 mars 2021,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 9 février 2022,
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise a été fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19, l'entreprise se trouve aujourd'hui dans une phase charnière de reconstruction et de stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société SPORTIHOME a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

## D E C I D E

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SPORTIHOME pour une période de neuf mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2:** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 3:** La société SPORTIHOME étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 44,56 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 737,47 euros conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération précitée.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avènant - Société SPORITHOME

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°4 au  
marché public de maîtrise d'œuvre pour la  
conception et la réalisation des travaux de  
restructuration de la médiathèque centrale  
Émile Zola - Approbation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés » pour les procédures lancées avant le 1<sup>er</sup> avril 2019 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;



- VU la convention de mandat conclue en date du 28 Juillet 2017, transmise en préfecture le 31 Juillet 2017 et notifiée le 17 Août 2017 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- VU la décision n°MD2018-388 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini au groupement d'entreprises TRAVERSES + Frustié + Astier + Inse + Aker + Jourdan pour un montant global forfaitaire provisoire de 380 305 € HT ;
- VU la décision n°MD2018-1081 autorisant la signature de l'avenant 1 au marché de MOe afin de transférer les droits et obligations de la société Frustié et Associés, cotraitante, à la société EGIS Bâtiments Sud-Ouest ;
- VU la décision n°MD2019-208 actant le montant des travaux relatifs à la phase 1 concernant uniquement l'Auditorium, et reportant la fixation du coût prévisionnel définitif de la globalité des travaux, ainsi que la fixation du montant définitif du prix global et forfaitaire de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre, à l'issue de la phase des études de Projet ;
- VU la décision n°MD2019-913 autorisant la signature de l'avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini, portant le nouveau montant du marché à 455.551 euros HT;

**Considérant :**

- Que l'épidémie de Covid-19 a eu pour conséquence, en perturbant fortement le fonctionnement des entreprises et de leurs fournisseurs, de nécessiter un engagement très fort de la maîtrise d'œuvre afin de parvenir à finaliser les mises en point et ajuster les plannings ; que cette conséquence se chiffre en nombre de jours imprévus supplémentaires consacrés par la maîtrise d'œuvre au suivi de cette opération ;
- Que plusieurs modifications conséquentes du programme, portant sur les services internes et le secteur coworking « La Fabrique », ont été demandées par la maîtrise d'ouvrage et les utilisateurs en cours de réalisation ; que ces travaux modificatifs ont nécessité un investissement supplémentaire de la maîtrise d'œuvre ;
- Que la Commission d'Appel d'Offre réunie le 27 janvier 2022 a émis un avis favorable à cet avenant n°4 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini avec le groupement d'entreprises TRAVERSES + EGIS Bâtiments Sud-Ouest + Astier + Inse + Aker + Jourdan, avenant n°4 d'un montant de 38.097,00 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 493.649,00 euros HT

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

29/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n° 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de deux  
parcelles en nature de voirie - rue des  
Amandiers - Commune de Cournonterral**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale de l'Association Syndicale du lotissement Les Amandiers sur la commune de Cournonterral en date du 29 janvier 2021, sollicitant la rétrocession des voiries et espaces communs du lotissement, pour intégration au Domaine Public ;
- VU le plan cadastral du lotissement Les Amandiers, qui fait apparaître deux parcelles cadastrées AH 32 et AH 36 en nature de voirie, à savoir la rue des Amandiers, et une emprise pour élargir le chemin des Peyroules à Cournonterral ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de ces deux parcelles en nature de voirie compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL du lotissement Les Amandiers, les parcelles AH 32 et AH 36, à savoir des emprises de voirie sur la commune de Cournonterral.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à charge pour la Collectivité de classer ces deux parcelles dans son domaine public.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles BX 571 et BX 572 - ZAC de  
Courpouyan - commune de Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la demande de rétrocession pour intégration au domaine public des deux parcelles cadastrées BX 571 en nature de voirie, et BX 572 aménagée le long du ruisseau de la Fosse, présentée par GGL Aménagement dans le cadre de la ZAC de Courpouyan sur la commune de Juvignac ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée BX 571 aménagée en voirie dans le cadre de la ZAC par GGL Aménagement ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée BX 572 constituant un aménagement hydraulique le long du ruisseau de la Fosse dans le cadre de GEMAPI – Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès GGL Aménagement ou toute personne s'y substituant, les parcelles BX 571 en nature de voirie et BX 572 constituant un aménagement hydraulique le long du ruisseau de la Fosse dans le cadre de GEMAPI, sur la commune de Juvignac.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des parcelles à vocation publique.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire à titre gratuit du  
musée Fabre du 3 au 8 mars inclus, pour la  
réunion des 27 ministres des Affaires  
étrangères dans le cadre de la Présidence  
française de l'Union Européenne**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
  - VU la délibération n° M2021-657 du 14 décembre 2021 fixant les tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;
- CONSIDÉRANT :**
- Que le musée Fabre a été choisi pour accueillir la réunion des 27 Ministres des Affaires étrangères dans le cadre de la Présidence française de l'Union Européenne, qui se tiendra le lundi 7 mars ;

- Que cet événement est organisé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères ;
- Que la mise à disposition du musée Fabre au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères est nécessaire dans le cadre de cet événement ;

### D É C I D E

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire du Musée Fabre est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, en vue de la mise à disposition des espaces du musée Fabre ; la convention précise les conditions de cette occupation du domaine public ; la mise à disposition est consentie du 03 mars au 08 mars 2022 inclus ; le musée sera fermé au public pendant cette période ;

**ARTICLE 2 :** Compte tenu de l'objet de la réunion, organisée par l'Etat, et de l'opportunité qu'elle représente pour la Métropole en terme de rayonnement, il est convenu d'accorder la mise à disposition gratuite ;

**ARTICLE 3 :** Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères prendra en charge l'ensemble des charges liées à l'organisation de cet événement ;

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Monsieur le Président


Publiée le : 24 FEV. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet convention d'occupation temporaire du musée Fabre\_3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
mandat d'études préalables avec la Société  
d'Aménagement de Montpellier  
Méditerranée Métropole (SA3M) pour  
l'extension du Musée Fabre, Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**Considérant :**

- que dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la Culture et des équipements culturels, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite étudier les conditions de l'extension du Musée Fabre, à Montpellier ;

- qu'en vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération, conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), il est proposé de déléguer à la SA3M la réalisation de ces études ;

- qu'à cet effet, il sera confié à la SA3M le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires pour la bonne réalisation de sa mission, dans les limites fixées par la présente convention.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature d'une convention de mandat avec la SA3M pour mener les études préalables visant à la réalisation de l'extension du Musée Fabre à Montpellier. Le montant global prévisionnel des études prévues dans le cadre de ce mandat est de 438 000 € HT (valeur février 2022). La convention de mandat prendra effet à la date de notification par Montpellier Méditerranée Métropole au mandataire de la convention signée et de la date de sa réception par le représentant de l'Etat, et expirera à l'achèvement de la mission du mandataire. La rémunération attribuée au mandataire pour cette mission est fixée à 70 000 € HT (valeur février 2022).

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention susmentionnée et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

7/4/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : - 8 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de mandat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
SPOTYRIDE au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 10 avril 2018, passée entre la Métropole et la société SPOTYRIDE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 17 mars 2021,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 11 février 2022,
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise a été fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19, l'entreprise se trouve aujourd'hui dans une phase charnière de reconstruction et de stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société SPOTYRIDE a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SPOTYRIDE pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SPOTYRIDE pour la surface de 45,03 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 685,81 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 23 MARS 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière  
sise 252 rue Adrienne Boland - Cadastree  
PH n°32 appartenant à Monsieur et  
Madame RUAS dans le cadre de la  
réalisation de la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### **CONSIDERANT**

- que 138 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 252 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n°32, appartenant à Monsieur et Madame RUAS est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section PH n° 32.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 138 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 252 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 32, appartenant à Monsieur et Madame RUAS.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 59 443 € (CINQUANTE NEUF MILLE QUATRE CENT QUARANTE TROIS EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame RUAS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame RUAS.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/03/2022

Monsieur le Président

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 25/03/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/03/2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine UF0910
- PPA signée propriétaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1D0044EP**  
**de Traitement de surface des revêtements**  
**en pierres naturelles - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de prévoir des travaux relatifs au traitement des espaces en pierres naturelles posant un problème d'adhérence sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique 60%
  - ° Prix 40%
- que l'entreprise TEOS sise ZA du Pont Cailloux, route des Nourrices, 78 850 THIVERVAL GRIGNON, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché M1D0044EP de Traitement de surface des revêtements en pierres naturelles à l'entreprise TEOS pour un montant maximum annuel de 320 000€ HT, soit pour un montant maximum total de 1 280,000€ HT.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAETORRE



Publiée le : 17 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1B0111EP**  
**de mise en œuvre d'un marquage routier**  
**photoluminescent - Chantiers**  
**expérimentaux sur les communes de**  
**Grabels, Montpellier, Cournonterral et**  
**Castelnau-le-Lez - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU le Décret 2021-1634 du 13 décembre 2021 relatif aux achats innovants et portant diverses autres dispositions en matière de commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

**Considérant :**

- que le présent marché concerne la mise en œuvre d'une peinture routière photoluminescente de couleur vert amande sur quatre chantiers expérimentaux comprenant des portions de pistes cyclables, une voie verte et une zone de rencontre ;
- que ce procédé, source lumineuse à énergie renouvelable, permet la restitution lumineuse sur le marquage routier la nuit sans électricité ni émission de CO2 ;
- qu'après étude, le maître d'ouvrage a conclu que le titulaire pressenti était le seul opérateur économique à développer un procédé de restitution lumineuse sur le marquage routier de haute performance, sans nécessiter de travaux invasifs sur la voirie existante ;
- que l'entreprise Eiffage Route est le seul opérateur économique à fournir ce procédé, objet de droits d'exclusivité et de droits de propriété intellectuelle ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2172-3, R2122-3 et R2122-9-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée d'un mois ;
- que l'entreprise EIFFAGE Routes Grand Sud sise RD613 Lieudit le Devès à Saint-Jean-de-Védas présente une offre économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché M1B0111EP de mise en œuvre d'un marquage routier photoluminescent à l'entreprise EIFFAGE Routes Grand Sud pour un montant global et forfaitaire de 81 364,21€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est d'un mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 24 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
n°M1D00102EP - Aménagement de voirie  
du secteur Les Grives sur la commune de  
Saint-Drézéry - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

**CONSIDERANT :**

- que l'aménagement de voirie du secteur Les Grives sur la commune de Saint-Drézéry est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 % ;
  - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 % ;
- qu'après analyse, le groupement BRAULT MTP / BRAULT TP - 720 AVENUE DE BIGOT - 34740 VENDARGUES présente l'offre la plus économiquement avantageuse ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n° M1D00102EP - Aménagement de voirie du secteur Les Grives sur la commune de Saint-Drézéry au groupement BRAULT MTP / BRAULT TP pour un montant de 382 059.40 € HT.

Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 11 semaines pour la tranche ferme, la période de préparation de 5 semaines n'est pas comprise dans le délai des travaux. Sa durée est de 2 semaines pour la tranche optionnelle 1, la période de préparation de 5 semaines n'est pas comprise dans le délai des travaux.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 24 MARS 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 24 MARS 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles en nature de voiries et  
équipements publics du lotissement "Villa  
Verdé" - Propriétés de Icade Promotion -  
Commune de Lavérune**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la demande de rétrocession formulée par Icade Promotion concernant les voiries et équipements publics du lotissement Villa Verdé situé sur la commune de Lavérune ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement Villa Verdé, situé sur la commune de Lavérune ;

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Icade Promotion ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles supportant les voiries et équipements publics du lotissement Villa Verdé à Lavérune, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain, énumérées ci-dessous :

Section	N°	Lieu-dit	Type	Contenance (m²)
BV	177	MAS LEPOT	Voirie	41
	235	MAS LEPOT	Transfo.	24
	237	MAS LEPOT	Voirie	135
	267	MAS LEPOT	Bassin rétention	135
	272	MAS LEPOT	Voirie	3055
	273	MAS LEPOT	Espaces verts	497
	274	MAS LEPOT	Espaces verts	1192
	275	MAS LEPOT	Bassin rétention	552
	276	MAS LEPOT	Espaces verts (GEMAPI)	416
	277	MAS LEPOT	Espaces verts (GEMAPI)	283
	278	MAS LEPOT	Espaces verts (GEMAPI)	347
	279	MAS LEPOT	Espaces verts (GEMAPI)	7646
	280	MAS LEPOT	Espaces verts (GEMAPI)	537

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 18 MARS 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 22 MARS 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 22 MARS 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement dans le  
domaine public - Chemin rural des  
Rogations et des Abîmes - Commune de  
Lavérune**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 121-17 et L. 161-1,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande de Monsieur le Maire de Lavérune formulée le 27 janvier 2022,
- VU l'avis favorable du Pôle Plaine Ouest en date du 3 février 2022,

**CONSIDÉRANT :**

- que le chemin rural des Rogations et des Abîmes de la commune de Lavérune est aménagé et affecté à l'usage public, et n'a plus les caractéristiques de chemin rural,

- qu'il convient d'intégrer le chemin rural des Rogations et des Abîmes au domaine public métropolitain,

# DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public routier du chemin rural ci-dessous :

Chemin rural	Début	Fin
Chemin des Rogations et des Abîmes n°27	Part du CD 5	Et aboutit au CD 185E

**ARTICLE 2 :** Le chemin rural ainsi désigné perd ses caractéristiques de chemin rural.

**ARTICLE 3 :** Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ce chemin.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



*[Handwritten signature of Coralie Manton]*

Publiée le : 14 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux audits énergétiques de copropriétés  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat.
- Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 copropriétés pour des projets d'audits s'inscrivant dans le cadre du dispositif Guichet Unique ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : Adam Capronne (25 logements), Beauvallon (60 logements).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 7650 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

14 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

**Isabelle TOUZARD**

**Publiée le : 15 MARS 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 15 MARS 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Annexe Audit Copropriété**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion OPEN DATA FRANCE 2022 -  
Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines « Finances, Politiques contractuelles et Coopération avec les communes » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association OPEN DATA France dont l'objectif est de promouvoir et développer le flux de données, arrivée à terme au 31 décembre 2021 ;
- VU le tarif de l'adhésion 2022 à 1 300 € pour les collectivités dont le nombre d'habitants est compris entre 200 000 et 1 000 000, délibérée à l'Assemblée Générale du 08 décembre 2021 d'OPEN DATA France ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2022 à OPEN DATA FRANCE pour le partage de données ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2022 à l'Association OPEN DATA FRANCE au tarif annuel de 1 300 € HT (TVA à 0 %) conformément aux statuts de l'association.

Le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de l'association est Madame Hind EMAD.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux travaux dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la rénovation  
énergétique - Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole.

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021.
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021).

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 2600 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

  Montpellier, le 14 MARS 2022  
Madame la Vice-Présidente  
**Isabelle TOUZARD**

**Publiée le : 15 MARS 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 15 MARS 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant au marché**  
**n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de**  
**commande pour des études et de la**  
**maîtrise d'œuvre de définition et de**  
**réalisation d'ouvrages hydrauliques,**  
**d'assainissement, d'eau potable, d'eau**  
**brute et de défense incendie lot 2 Etude de**  
**faisabilité et de diagnostic en eau potable et**  
**assainissement" - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-128 du 26/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 2 Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement au groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU/DV2E dont le mandataire est la société CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU sise Villa Carlotta – 1 avenue Monteroni d'Arbia – 34920 LE CRES, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice dès de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0146EA lot 2 notifié le 21/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire le groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU/DV2E dont le mandataire est la société CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU sise Villa Carlotta – 1 avenue Monteroni d'Arbia – 34920 LE CRES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux  
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un  
avenant à la convention de PUP "Les  
Écureuils" sur la commune de Prades-le-  
Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération N°MD2018-615 en date du 10/12/2018 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à conclure une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société SAS « LOTI DU SUD » ;



**-VU** la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclue entre la société SAS « LOTI DU SUD » et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22/01/2019 ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu d'ajuster le montant prévisionnel des équipements publics décrits dans la convention initiale au regard du coût réel de ces équipements publics ;
- que la desserte viaire d'un groupe d'habitation à proximité immédiate du périmètre de la convention de PUP a été intégrée dans le programme des équipements publics du PUP ;
- que l'article 3 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer les travaux ci-dessus décrits au programme des équipements publics à réaliser ;
- que l'article 4 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer les évolutions du coût des équipements publics constatés à l'achèvement des travaux ;
- que l'article 5 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer l'évolution du montant hors taxes de l'opération, celui-ci s'élevant à 197 448 €. Le montant de la participation de la part publique est égal à 123 068 € H.T ;
- que l'article 12 de la convention initiale doit être modifié pour modifier le nom de la Vice-Présidente, aujourd'hui nommée « Madame Coralie Mantion » ;
- qu'il y a lieu de signer un avenant pour intégrer l'ensemble des évolutions par rapport à la convention initiale ci avant décrites.

**Décide :**

**ARTICLE 1 :** Un avenant à la convention de projet urbain partenarial relatif à l'opération « La Fabrique » doit être signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SAS « LOTI DU SUD », dont le projet est annexé à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** Les modifications apportées à la convention initiale de PUP concernent les articles 3, 4, 5 et 12 de la convention initiale précitée.

**ARTICLE 3 :** Le montant du programme d'équipements publics à réaliser dans le cadre du présent avenant à la convention de PUP est estimé à 197 448 €.

**ARTICLE 4 :** La participation de la part publique est égale à 123 068 € H.T.

**ARTICLE 5 :** Le présent avenant ne modifie pas l'objet de la convention de PUP initiale.

**ARTICLE 6 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7 :** Autorise toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer l'avenant à la convention de Projet Urbain Partenarial initiale et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le : 28 MARS 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 28 MARS 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Montpellier**  
Méditerranée  
**Métropole**

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un protocole d'accord  
transactionnel entre Madame DHEE et  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, la signature de protocole transactionnel permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole, objet du protocole, est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et de l'espace Public » ;

**CONSIDERANT :**

- que Madame DHEE est propriétaire occupante d'une maison individuelle située au 16 rue des Mouettes à Villeneuve lès Maguelone dont la façade fait apparaître des fissures liées à une catastrophe naturelle (sécheresse 2019) et est en cours de réparations ;
- qu'après expertise des parties convoquées, un cyprès appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole accolé au domicile de Madame DHEE pourrait à terme faire l'objet de possible survenance de désordre durant le traitement des fissures ;
- qu'un protocole d'accord transactionnel est conclu entre les parties suite au litige rappelé ci-dessus et uniquement à titre amiable, sous toutes réserves de responsabilité, afin de mettre fin transactionnellement au différend qui les oppose par l'abattage de l'arbre,

- que Madame DHEE et Montpellier Méditerranée Métropole, signataires du présent protocole, renoncent à toute prétention, à toute action et à toute voie de recours, de quelque nature que ce soit, concernant les faits objets du rapport d'expertise du Cabinet STELLIANT du 23 février 2022 et du présent protocole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'approuver le protocole d'accord transactionnel entre Madame DHEE et Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- protocole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
N°M9D00146EA Accord-cadre à bons de  
commande pour des études et de la  
maîtrise d'œuvre de définition et de  
réalisation d'ouvrages hydrauliques,  
d'assainissement, d'eau potable, d'eau  
brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise  
d'œuvre en matière d'assainissement et  
d'eau potable - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-191 du 31/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable au groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU/BNB INGENIERIE dont le mandataire est la société CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU sise Villa Carlotta – 1 avenue Monteroni d'Arbia – 34920 LE CRES, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

#### **CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

#### **DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0146EA lot 3 notifié le 20/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire le groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU/ BNB INGENIERIE dont le mandataire est la société CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU sise Villa Carlotta – 1 avenue Monteroni d'Arbia – 34920 LE CRES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Énergétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Dépôt d'un dossier de demande de  
subvention pour la mise en œuvre d'un  
cadastre solaire au titre de la DSIL  
(dotation de soutien à l'investissement  
local) 2022 - Approbation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole depuis plusieurs années dans la transition énergétique et écologique, et les objectifs ambitieux dans le cadre de son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire en particulier en terme d'énergies renouvelables ;



- La part actuelle de couverture des consommations par les énergies renouvelables locales à hauteur de 3,4% et l'objectif de doubler cette part d'ici la fin du mandat et de la porter à près de 33% à l'horizon 2050, via la massification des projets photovoltaïques, le solaire étant le principal gisement de ressources renouvelables à exploiter localement ;
- Le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un cadastre solaire sur l'ensemble des 31 communes de son territoire pour encourager et faciliter le déploiement des projets photovoltaïques ;
- Le dépôt d'un dossier provisoire de demande de subvention auprès de la Préfecture de l'Hérault dans le cadre de la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) sur ce projet de cadastre solaire, ce dossier devant être complété et confirmé par la présente décision ;
- Le coût total prévisionnel de 60 000 € HT sur 4 ans, incluant le calcul du cadastre solaire, la mise en ligne de ses résultats sur une interface grand public, la communication associée envers les particuliers, les collectivités et les entreprises puis la maintenance et la mise à jour du site sur 3 ans avec un plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention définit comme suit :

Sources	Montant € HT	Taux
Fonds propres	12 000	20 %
Etat : DSIL	48 000	80 %
Total € H.T.	60 000	100 %

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** De solliciter la subvention telle que définie ci-dessus auprès de la DSIL pour la mise en œuvre de ce projet.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits seront inscrits aux budgets 2022 et suivants.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant au marché  
N°M9D00146EA Accord-cadre à bons de  
commande pour des études et de la  
maîtrise d'œuvre de définition et de  
réalisation d'ouvrages hydrauliques,  
d'assainissement, d'eau potable, d'eau  
brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise  
d'œuvre en matière d'assainissement et  
d'eau potable - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-191 du 31/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable à la société EGIS EAU sise 889 rue de la Vieille Poste – CS 89017 – 34965 MONTPELLIER CEDEX 2, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0146EA lot 3 notifié le 20/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire la société EGIS EAU sise 889 rue de la Vieille Poste – CS 89017 – 34965 MONTPELLIER CEDEX 2. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 19 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de  
la parcelle AN29p1 sise Rue de l'Hortus  
appartenant à la SCI AURELIEN dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

**CONSIDERANT**

- que la parcelle cadastrée Commune de MONTPELLIER AN29p1, sise rue de l'Hortus, d'une emprise de 410 m<sup>2</sup>, appartenant à la SCI AURELIEN en sa qualité de bailleur emphytéote et louée au titre d'un bail emphytéotique à la SCI ISAURE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée commune de MONTPELLIER AN29p1, sise rue de l'Hortus, d'une emprise de 410 m<sup>2</sup>, appartenant à la SCI AURELIEN en sa qualité de bailleur emphythote et louée au titre d'un bail emphytéotique à la SCI ISAURE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition des biens immobiliers désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé 106 534.00 € CENT SIX MILLE CINQ CENT TRENTRE QUATRE EUROS) toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 17 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avis de domaine\_UF4330
- PUV
- PPA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**  
**Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la commande de  
prestations relatives à la poursuite d'une  
expérimentation autour du covoiturage  
auprès de la centrale d'achats de l'UGAP**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des « Transports et des Mobilités actives » ;

- VU la Délibération n°M2021-520 relative à la poursuite de l'expérimentation de covoiturage en 2022.

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole poursuit l'expérimentation portant sur la mise en place d'une solution de covoiturage ouverte au grand public en 2022;
- que cette prestation comporte la licence et la maintenance d'une plateforme Internet de mise en relation, ainsi que la formation à son utilisation au sein des grandes entreprises.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la commande de prestations liées à la mise en place de l'expérimentation covoiturage à l'UGAP, dans le cadre du marché n°M2C0015DM, pour un montant estimé à 125 000 € HT en 2022.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette commande, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/03/2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 18 MARS 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 18 MARS 2022  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée AL 594 - Société  
EUROPE BATI - rue des Ibis - Commune  
de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la société EUROPE BATI pour céder une emprise de 221 m<sup>2</sup> à extraire de sa parcelle AL 12, dans la mesure où cette société déménage son activité sur un lot situé dans la ZAC Charles Martel Extension ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée AL 594, rue des Ibis sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, afin de mettre en œuvre l'emplacement réservé n°28 inscrit au PLU de Villeneuve-lès-Maguelone et créer ainsi une voie de desserte pour les logements sociaux construits à l'arrière ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société EUROPE BATI ou toute autre personne venant en substitution de cette société, la parcelle cadastrée AL 594 d'une superficie de 221 m<sup>2</sup>, située rue des Ibis à Villeneuve-lès-Maguelone, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au choix du prestataire  
pour la mission de conception urbaine  
pour l'aménagement du secteur Pagezy-  
Antigone (Zone d'Aménagement Concertée  
Ricardo Bofill)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, le Directeur Général à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

**Considérant :**

- qu'une équipe de concepteurs est nécessaire pour mener à bien des études architecturales, paysagères, urbaines et environnementales permettant de confirmer et d'affiner le parti d'aménagement du projet de la ZAC Ricardo Bofill ;
  - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2161-12 à R21261-20 du code de la commande publique, selon une procédure avec négociation sous la forme d'un accord cadre pour une durée de 144 mois ;
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient selon les critères suivants pondérés :
    - Critère n°1 : Prix de la prestation : 30 %
    - Critère n°2 : Note Méthodologique : 70 %
  - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 février 2022 a classé les offres et choisi le candidat TVK/COLOCO/EDEIS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Le marché prend effet à compter de la notification de l'accord-cadre, sa durée est de 144 mois ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché de Mission de Conception Urbaine du secteur PAGEZY-ANTIGONE en vue de l'aménagement de la ZAC Ricardo Bofill à l'équipe TVK/COLOCO/EDEIS pour un montant de max de 2 400 000 € HT.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Métropole de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MARS 2022



Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS

Publiée le : 22 MARS 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 22 MARS 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport d'analyse des offres
- PV CAO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au**  
**marché subséquent n°M1D0060AT -**  
**Travaux d'aménagement du Chemin du**  
**Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;



- VU le décision n°MD2021-930 du 22 septembre 2021 relative à l'attribution du marché subséquent n°M1D0060AT (Accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux sur route et voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot N°1: 3M Ouest) – Travaux d'aménagement du Chemin du Clos de l'Armet à Castelnau le Lez à l'entreprise EIFFAGE pour un montant de 349 966,70 € HT et pour une durée de 12 semaines + 30 jours de période de préparation ;

**CONSIDERANT :**

- que des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires pour mener à bien les travaux ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché subséquent n°M1D0060AT – Travaux d'aménagement du chemin du Clos de l'Armet à Castelnau le Lez. Le montant initial du marché était de 349 966,70 € HT. Le montant de l'avenant est de 27 014,79 € HT. Le montant du marché après avenant est de 376 981,49 € HT, soit une augmentation de 7,72 %. Le délai d'exécution est prolongé de 3 semaines.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

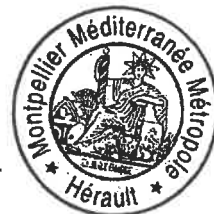
**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 24 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant au marché  
n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de  
commande pour des études et de la  
maîtrise d'œuvre de définition et de  
réalisation d'ouvrages hydrauliques,  
d'assainissement, d'eau potable, d'eau  
brute et de défense incendie lot 3 Maîtrise  
d'œuvre en matière d'assainissement et  
d'eau potable" - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2021-191 du 31/03/2021 attribuant le marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable au groupement LS INGENIERIE/ INFRAMED dont le mandataire est la société LS INGENIERIE sise 1949 boulevard François Xavier Fafeur – 11000 CARCASSONNE, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0146EA lot 3 notifié le 20/04/2021, ayant pour objet des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie et ayant pour titulaire le groupement LS INGENIERIE/ INFRAMED dont le mandataire est la société LS INGENIERIE sise 1949 boulevard François Xavier Fafeur – 11000 CARCASSONNE. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux travaux dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la rénovation  
énergétique -Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021.
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 3 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 09/06/2021) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 3900 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

**Isabelle TOUZARD**

**Publiée le : 15 MARS 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 MARS 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- détail des demandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire du domaine  
public - Piscine de la Motte Rouge -  
Université de Montpellier - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Piscine de la Motte Rouge, sise au sein du Centre Sportif Universitaire de la Motte Rouge, au 532, avenue du Professeur Emile Jeanbrau, à Montpellier (34090), propriété de l'État, a été affectée par l'État à l'Université de Montpellier par la convention d'utilisation n° 034-2012-0100 en date du 28 novembre 2014 ;
- que cette piscine est actuellement fermée, compte tenu de sa vétusté ;
- que l'Université de Montpellier a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole par courrier du 7 octobre 2019 pour envisager une participation financière de la Métropole aux lourds travaux de réhabilitation de cet équipement ;
- que durant l'été 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé une campagne de diagnostics de l'état existant de cet équipement sportif, dans le cadre d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire, non constitutive de droits réels, délivrée par l'Université de Montpellier ;
- qu'à l'issue de cette étude, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré vouloir faire l'acquisition du bien, afin de réaliser, à ses frais, les travaux de réhabilitation permettant de rouvrir la piscine au public, dont elle assurera ensuite la gestion et l'exploitation au titre de sa compétence en la matière ;
- que l'Université de Montpellier soutient ce projet et que son conseil d'administration a déclaré l'inutilité du bien « Piscine de la Motte Rouge » par la délibération n°2021-11-22-18 du 23 novembre 2021 ;
- qu'il convient, par conséquent, de prévoir une convention d'occupation temporaire du domaine public autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à réaliser les travaux nécessaires à la réouverture de la piscine de la Motte au public ;

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition de la Piscine de la Motte Rouge, sise au sein du Centre Sportif Universitaire de la Motte Rouge, au 532, avenue du Professeur Emile Jeanbrau, à Montpellier (34090), est conclue avec l'Université de Montpellier, sise 163, rue Auguste Broussonnet, à Montpellier (34090).

**ARTICLE 2 :** Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, pour une durée de dix-huit mois à compter de la signature de la convention.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 10 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 11 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 11 MARS 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAF-COT2 Univ 3M Piscine Motte Rouge 3M UM - Version UM 24.02.2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°M2C0005DC de partenariat culturel à  
l'occasion du Festival I LOVE TECHNO -  
Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**Considérant :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en place un partenariat culturel avec LIVE NATION France à l'occasion du Festival I LOVE TECHNO qui se déroule à Montpellier et sur le territoire de la Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L2122-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à tranches pour une durée de 13 mois toutes tranches confondues ;

- que le critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était le suivant : 100 % prix

- qu'après analyse, l'entreprise LIVE NATION France – rue P. Lelong – PARIS, présente une offre avantageuse.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché M2C0005DC – partenariat culturel à l'occasion du Festival I LOVE TECHNO à l'entreprise LIVE NATION FRANCE, pour un montant global et forfaitaire de 79 100 € HT par tranche soit 158 200 € HT en cas d'affermissement de toutes les tranches. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 13 mois maximum, toutes tranches comprises.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/3/

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0057EA - Travaux courants sur les  
réseaux d'assainissement des communes de  
la métropole - Lot 1 Secteur Ouest -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2020-032 du 28/02/2020 attribuant le marché n°M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole lot 1 Secteur Ouest au groupement SCAM TP/SOLATRAG dont le mandataire est la société SCAM TP sise 825 avenue de

la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0057EA lot 1 notifié le 14/05/2020, ayant pour objet des travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole et ayant pour titulaire le groupement SCAM TP/SOLATRAG dont le mandataire est la société SCAM TP sise 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 19 AVR. 2022**  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022**  
**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
**- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre le Musée Fabre et  
l'Institut Chorégraphique International -  
CCN Montpellier - Occitanie/ Pyrénées -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu de mettre en place un partenariat entre le musée Fabre et le Centre chorégraphique à l'occasion d'une formation PREAC - chorégraphie et création contemporaine (Pôle de ressources pour l'éducation artistique et culturelle) organisée par le Centre Chorégraphique du 28 au 30 mars 2022 en direction d'enseignants et de professionnels de la médiation.

- qu'à cette occasion, le musée Fabre donne accès gracieusement à ses espaces d'exposition et de création artistique..

**DECIDE :**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'Institut Chorégraphique International CCN Montpellier - Occitanie/ Pyrénées

**ARTICLE 2** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENS



Publiée le : 23/03/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

25/03/2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n° M9D0057EA Travaux courants sur les  
réseaux d'assainissement des communes de  
la métropole - lot 2 secteur Nord -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2020-032 du 28/02/2020 attribuant le marché n°M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole lot 2 Secteur Nord au groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est la société SADE sise 820 rue de la

Marbrerie – BP 70033 – 34741 VENDARGUES CEDEX, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

#### CONSIDERANT :

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

#### DECIDE :

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0057EA lot 2 notifié le 13/05/2020, ayant pour objet des travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole et ayant pour titulaire le groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est la société SADE sise 820 rue de la Marbrerie – BP 70033 – 34741 VENDARGUES CEDEX. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances  
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à Emprunt de 10 millions  
d'euros auprès d'ARKEA BANQUE  
ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS  
- Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget. Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
  - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
  - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
  - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
  - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes ;

- VU la proposition financière établie par d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement ;

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS répond correctement à la demande ;

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De contracter auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, dont le siège est situé Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon, et l'adresse postale est située Immeuble Altaïr – 3 avenue d'Alphas – CS 96856 – 35760 SAINT GREGOIRE, un emprunt d'un montant total de 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

**ARTICLE 2 :** Le prêt est consenti pour une durée de 20 ans à compter de la date de versement des fonds fixée au 29/04/2022.

**ARTICLE 3 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Taux fixe :	1.08%
Durée	20 ans
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Profil d'amortissement :	Linéaire
Base de calcul :	30 / 360
Typologie Gissler :	1A
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois et le paiement d'une indemnité actuarielle
Commission d'engagement :	0.10 % du montant soit 10 000 euros.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 MARS 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat Décision MD 2022-291 - ARKEA 202201.pdf
- Annexes Décision MD 2022-291 - ARKEA 202201.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de  
signature des avenants 1 aux lots 13, 15, 16  
- Marché n°2926 de réalisation du nouveau  
conservatoire à rayonnement régional -  
Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le 2016-360 du 25 mars 2016 décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric dans le domaine « Culture et Patrimoine » ;
- VU la convention de mandat en date du 14 avril 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision MD2018-240 attribuant les lots n° 13 / 15 / 16 du marché de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à :
  - lot 13 : Entreprise GARCIA – Parc 2000 - Montpellier, pour un montant de 233 858 € HT et pour une durée de 20 mois ;

- lot 15 : Entreprise SIGNATURE F – 24110 St Astier, pour un montant de 93 672 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- lot 16 : Entreprise EMPREINTE – 31570 Sainte Foy d'Aigrefeuille, pour un montant de 119 881 € HT et pour une durée de 20 mois

**Considérant :**

- Que des demandes programmatiques complémentaires sont passées dans le cadre de l'Art. 139-6° du décret 2016-360 du 25 mars 2016
- L'avis préalable favorable donnée par la Commission d'appel d'offres le 13 janvier 2022

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature des avenants au marché de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional avec :

- lot 13 : Entreprise GARCIA, avenant n°1 d'un montant de 11 827,10 € HT, portant le nouveau montant du marché à 245 685, 10 € HT ;
- lot 15 : Entreprise SIGNATURE F, avenant n°1 d'un montant de 10 556 € HT, portant le nouveau montant du marché à 104 228 € HT ;
- lot 16 : Entreprise EMPREINTE, avenant n°1 d'un montant de 11 534 € HT, portant le nouveau montant du marché à 131 415 € HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29/3/22  
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1B0062RI  
de prestations d'intégration et  
développement (Microsoft Dynamics) d'un  
logiciel gestion de la relation entreprise  
(CRM), programmation immobilière et  
foncière, suivi des locations des biens  
communautaires - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'acquérir des prestations d'intégration et de développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel de gestion de la relation entreprise (CRM) dans le cadre de la programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires ;
- qu'un marché à procédure adaptée, passé en application des articles R. 2123-1 du Code de la Commande Publique et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code susvisé, a donc été lancé ;
- que l'accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 82 000 € est passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code la Commande Publique pour une période de 4 ans à compter de la notification du marché ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - analyse de la valeur technique – 60% ;
  - analyse au regard du prix des prestations – 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise SWORD SA devenue COEXYA, 9 avenue Charles de Gaulle, 69370 Saint Didier au Mont d'Or, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre à bons de commandes n°M1B0062RI portant sur un marché de prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires, à l'entreprise COEXYA comme suit :

- pour un montant maximum estimé de 82 000 € HT pour la durée totale du marché ;
- forme de prix : prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0057EA - Travaux courants sur les  
réseaux d'assainissement des communes de  
la Métropole - Lot 3 : secteur Est -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2020-032 du 28/02/2020 attribuant le marché n°M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole lot 3 Secteur Est au groupement FAURIE/EHTP dont le mandataire est la société FAURIE sise 100 rue des Lauriers –

34130 SAINT AUNES, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0057EA lot 3 notifié le 13/05/2020, ayant pour objet des travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole et ayant pour titulaire le groupement FAURIE/EHTP dont le mandataire est la société FAURIE sise 100 rue des Lauriers – 34130 SAINT AUNES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle cadastrée AC 625 - Propriété du**  
**Groupe Rambier Immobilier - Avenue de**  
**Restinclières - Commune de Beaulieu**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'emplacement réservé n°C14 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Beaulieu relatif à la « réalisation d'une liaison douce - emprise : 3 mètres » ;
- VU le permis d'aménager n°34027 20M0004 délivré le 25 janvier 2021 ;

- VU l'accord du Groupe Rambier Immobilier sur les termes de la négociation en date du 2 mars 2022 ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AC 625, située avenue de Restinclières sur la commune de Beaulieu, concernée par l'emplacement réservé susvisé ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Groupe Rambier Immobilier ou toute autre personne venant en substitution de cette société, la parcelle cadastrée AC 625 d'une superficie de 306 m<sup>2</sup>, située avenue de Restinclières sur la commune de Beaulieu, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle BL 161 rue du Poumpidou**  
**commune de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur Raphaël Noël SANCHEZ et de son fils Jean François, par mail en date du 3 mars 2022 sur les termes de la négociation, afin d'acquérir la parcelle BL 161 de 97 m<sup>2</sup> située rue du Poumpidou sur la commune de Juvignac ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée BL 161, située rue du Poumpidou sur la commune de Juvignac, afin de régulariser une emprise foncière déjà intégrée dans la voie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision SANCHEZ (père et fils) la parcelle cadastrée BL 161, d'une superficie de 97 m<sup>2</sup>, située rue du Poumpidou sur la commune de Juvignac, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 50 €/m<sup>2</sup> soit un total de 4 850 € pour 97 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché M9B0149MG Entretien et  
maintenance CTA des bâtiments de  
Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

-VU le marché n°M9B0149MG « Entretien et Maintenance des centrales de traitement d'air des Bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » notifié le 26 mars 2020 à la société Eso Sud Ouest-Sylvain, sise 17 avenue Jean Foucault à Béziers (34 500) ;

**CONSIDERANT:**

-que l'Acte d'Engagement de la société Eso Sud Ouest - Sylvain concernant la marché M9B0149MG M9B0149MG « Entretien et Maintenance des centrales de traitement d'air des Bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » comporte une erreur matérielle concernant la durée du marché ;

- qu'il est nécessaire de conclure un avenant n°1 au marché M9B0149MG « Entretien et Maintenance des centrales de traitement d'air des Bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » afin de modifier l'acte d'engagement en précisant que le marché peut être reconduit une fois pour une durée de 1 an sans toutefois pouvoir excéder 2 reconductions, soit une durée maximale du marché de 2 ans ;

-que l'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** de signer un avenant n°1 au marché n° M9B0149MG avec le titulaire la société Eso Sud Ouest – Sylvain afin de modifier l'article 3 de l'acte d'engagement qui comporte une erreur matérielle concernant la durée du marché.

**ARTICLE 2 :** de dire qu'il faut lire l'article 3 « Durée du marché et délais d'exécution des prestations » de l'acte d'engagement de la manière suivante « Le marché peut être reconduit une fois pour une durée de 1 an sans toutefois pouvoir excéder 2 reconductions, soit une durée maximale du marché de 2 ans ».

**ARTICLE 3 :** de dire que l'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

**ARTICLE 4 :** de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 2 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 2 2 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 2 2 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 au marché n°M9B0149MG.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets  
Service Régie de Collecte**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°M1D0011VD - Marché de gestion  
intégrée des déchets verts de Montpellier  
Méditerranée Métropole- Lots 1,2 et 3 -  
Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une gestion intégrée des déchets verts de Montpellier Méditerranée Métropole (broyage, stockage, approvisionnement des installations et des Stations de traitement et traitement) ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert. Soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique a été lancée sous la forme d'un accord-cadre sans minimum ni maximum, en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour une durée d'un an renouvelable trois fois.
- que les critères de jugement des offres sont :
  - Prix des prestations au regard du DQE (60%)
  - Valeur technique (40%)
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 février 2022. a :
  - classé les offres et choisi
- Lot n°1 : Admission, broyage des déchets et chargement - zone ouest : à la société ONYX LANGUEDOC-ROUSSILLON S.A.S sise à Montpellier (34000)/ sous-traitant SMN pour un montant estimatif annuel de 200 000 € HT ;
- Lot n°2 : Traitement des déchets verts broyés : à la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION sise à Lunel (34400) pour un montant estimatif annuel de 132 050 € HT ;
- Lot n°3 : Exploitation plate-forme de Grammont et approvisionnement en déchets verts broyés des installations d'Ametyst et STEU Fabrègues Baillargues au GROUPEMENT : Sud broyage – alliance environnement avec SOUS TRAITANCE SMN/Nicollin pour un montant estimatif annuel de 613 000 € HT €

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer les accords-cadres M1D0011VD à

- Lot n°1 : Admission, broyage des déchets et chargement - zone ouest : à la société ONYX LANGUEDOC-ROUSSILLON S.A.S sise à Montpellier (34000)/ sous-traitant SMN pour un montant estimatif annuel de 200 000 € HT ;
- Lot n°2 : Traitement des déchets verts broyés : à la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION sise à Lunel (34400) pour un montant estimatif annuel de 132 050 € HT ;
- Lot n°3 : Exploitation plate-forme de Grammont et approvisionnement en déchets verts broyés des installations d'Ametyst et STEU Fabrègues Baillargues au GROUPEMENT : Sud broyage – alliance environnement avec SOUS TRAITANCE SMN/Nicollin pour un montant estimatif annuel de 613 000 € HT.

Chaque lot prend effet à compter du 01/04/2022 ou à sa date de notification si celle-ci est ultérieure. Pour une durée d'un an pouvant être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense estimative annuelle estimée à 945 050 € HT sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18/03/2022**

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : **18 MARS 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **18 MARS 2022**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
contrat de location tripartite entre  
Montpellier Méditerranée Métropole, la  
société Cellmark et la société Urgence  
Solaire - Local Lot 5 au 391 rue de Font  
Froide à Montpellier - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU le contrat de location partagée en date du 16 juin 2020 conclu par Montpellier Méditerranée Métropole avec la société Cellmark et la société Urgence Solaire concernant un local identifié Lot 5 dans des ateliers Eco-Artisans situés au 391 rue de Font Froide à Montpellier ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre de ses missions de développement économique et d'accompagnement des entreprises artisanales spécialisées notamment dans les énergies renouvelables, Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec la société Cellmark et la société Urgence Solaire un contrat de location partagée en date du 16 juin 2020 concernant un local identifié Lot 5 dans des ateliers Eco-Artisans situés au 391 rue de Font Froide à Montpellier ;
- que le chiffrage de la surface louée à chacune des entreprises comporte une erreur matérielle sur l'estimation des surfaces louées et par la non répartition à part égale de la surface des sanitaires ;
- qu'il convient de signer un avenant n°1 afin de corriger les surfaces louées et de faire apparaître cette répartition. Toute correction faite, la surface louée pour la société Cellmark est de 70,27 m<sup>2</sup> et la surface louée par la société Urgence solaire est de 24,87m<sup>2</sup> ;
- que le nouveau chiffrage des surfaces modifie le montant du loyer annuel ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole, la société Cellmark et la société Urgence Solaire signent un avenant n°1 au contrat de location concernant un local identifié Lot 5 dans des ateliers Eco-Artisans situés au 391 rue de Font Froide à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** L'article 2 « Désignation » du contrat de location est modifié de la manière suivante : « Dans un immeuble situé 391 rue de Font Froide à MONTPELLIER (34070), les espaces loués sont situés dans un local identifié Lot 5, pour une surface totale de 95,14 m<sup>2</sup>. La société Cellmark France prend à bail la partie d'une surface de 70,27m<sup>2</sup> et la société Urgence Solaire prend à bail la partie d'une surface de 24,87m<sup>2</sup>. Il est précisé à ce sujet que les caractéristiques ci-dessus ne sont données qu'à titre indicatif, seule ayant valeur contractuelle la superficie des locaux dans la limite de 5% près en plus ou en moins ».

**ARTICLE 3 :** L'alinéa 5.1 de l'Article 5 « Loyer-Charges » du contrat est modifié de la manière suivante : « Les occupants sont déclarés solidaires du loyer à verser trimestriellement à la Métropole. Le présent contrat est consenti et acceptée moyennant un loyer annuel de 5 232,70 euros HT (55 €/HT/m<sup>2</sup>/an). Avec la TVA au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6 279,24 euros hors charges. Le loyer sera payable trimestriellement et d'avance le 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année par virement bancaire ».

**ARTICLE 4 :** Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/03/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUD



Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 Convention tripartite cellmark et Urgence solaire.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier avec  
soulte entre la copropriété Parc de  
Gouneaud et Montpellier Méditerranée  
Métropole - Commune de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière ;
- VU la décision du Président n°MD2020 - 1118 du 17 décembre 2020 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 414 m<sup>2</sup> à extraire du domaine public sur la commune de Vendargues ;
- VU l'estimation des Domaines n°2020-327 V 1383 du 17 décembre 2020 ;
- VU la décision du Président n° Décision MD 2022-019 du 23 février 2022 entérinant un échange de parcelles appartenant à la Copropriété, contre d'autres appartenant à la Métropole ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'annuler la décision du 23 février 2022 qui prévoit par erreur une soulte au profit de la Copropriété.
- **CONSIDERANT** que l'échange foncier avec la copropriété Le Parc de Gouneaud permettra la réalisation des aménagements aux abords la voirie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété Le Parc de Gouneaud, ou toute société s'y substituant, les parcelles AT 276 (1m<sup>2</sup>), AT 273 (55m<sup>2</sup>), AT 274 (22 m<sup>2</sup>) AT 278 (104 m<sup>2</sup>) et AT 279 (4 m<sup>2</sup>) situées rue du Salaison sur la commune de Vendargues, soit une superficie totale de 186 m<sup>2</sup>. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la copropriété Le Parc de Gouneaud, ou toute société s'y substituant, la parcelles AT 280 d'une superficie de 414 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 3** : L'échange foncier est réalisé contre une soulte de 6 840 euros conformément à l'avis des Domaines en date du 17 décembre 2020 au bénéfice de la Métropole. Le transfert de propriété sera confié à l'étude notariale désignée par la Copropriété Le Parc de Gouneaud.

**ARTICLE 4** : Cette décision annule et remplace la décision MD 2022-019 du 23 février 2022.

**ARTICLE 5** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification du  
règlement intérieur du réseau des piscines  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine « Politiques sportives » ;
- VU le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 30 janvier 2007 actuellement en vigueur ;
- VU les décisions n° D2013-587 en date du 2 septembre 2013, MD2018-648 en date du 17 juillet 2018 et MD2020-786 en date du 15 octobre 2020 modifiant le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité d'adapter le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, afin d'intégrer la signature préalable de la Charte de la laïcité dans le cadre des

conventions liant Montpellier Méditerranée Métropole à ses partenaires pour l'utilisation de créneaux dans les piscines,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1** : Le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole est modifié.

**ARTICLE 2** : Le règlement intérieur modifié prendra effet à la date de sa signature, et sera diffusé et affiché au sein du réseau des piscines ainsi que sur supports papier et numérique.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le règlement intérieur modifié visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7/04/2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- tenues\_piscines\_autorisees\_.pdf
- Charte-laicite- Ville Montpellier-2022.pdf
- Projet Reglement interieur des piscines.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle BX 587 - ASL les Jardins de  
Courpouyran - Commune de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'ASL Les Jardins de Courpouyran, en séance du 6 mai 2021, sollicitant le transfert des espaces publics dans le domaine public de la Métropole,
- VU le découpage cadastral établi en accord avec l'ASL et permettant d'identifier les emprises à vocation publique, à savoir la nouvelle parcelle créée cadastrée BX 587,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée BX 587 d'une superficie de 3 613 m<sup>2</sup> située rue du Mistral / rue de la Brise Marine sur la commune de Juvignac, compte tenu de son intérêt public,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès l'ASL Les Jardins de Courpouyran représentée par son syndic FDI – ICI, la parcelle cadastrée BX 587, d'une superficie de 3 613 m<sup>2</sup>, située rue du Mistral / rue de la Brise Marine sur la commune de Juvignac, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



, le 4.04.2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : - 6 AVR 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle**  
**AN 332 - Rue des Bourbouissous -**  
**Commune de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur Damien MIRANDA en vue d'acquérir la parcelle AN 332 issue du domaine public d'une superficie de 8 m<sup>2</sup>, en nature de délaissé de voirie, afin de l'intégrer à sa propriété pour agrandir son jardin ;
- VU l'avis de France Domaines réf. 2021 – 34 327 - 62191 en date du 27 septembre 2021 ;
- VU la décision MD 2021-870 du 9 septembre 2021, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du Domaine Public de cette emprise de 8 m<sup>2</sup>;

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur et que le demandeur est le seul riverain de l'emprise sollicitée sans qu'il y ait donc lieu de purger le droit de priorité d'autres ayants-droits potentiels ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur Damien MIRANDA la parcelle AN 332 d'une superficie de 8 m<sup>2</sup>, située rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues.

**ARTICLE 2** : Cette cession aura lieu au prix de 100 € /m<sup>2</sup>, soit un montant total de 800 €.

**ARTICLE 3** : La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

**ARTICLE 4** : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'un  
groupement de commandes publiques  
entre ACM HABITAT, Montpellier  
Méditerranée Métropole, la Ville de  
Montpellier pour la passation de marchés  
de travaux et de prestations dans le cadre  
du programme agriculture urbaine et  
préfiguration sur le site d'Aigoual Nord  
Quartier Mosson**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°M2021-194 en date du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président du Conseil de Métropole, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature de conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes les modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « de la transition écologique et solidaire, de la Biodiversité, de l'Energie, de l'Agroécologie et de l'Alimentation » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la volonté de proposer un schéma d'agriculture urbaine à l'échelle d'un quartier politique de la ville (QPV) ayant vocation préfiguratrice dans un premier temps tout en démontrant, dans un second temps ses capacités de répliquabilité dans le patrimoine d'ACM mais aussi sur le territoire métropolitain ;
- le souhait de ACM HABITAT, Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés de travaux et de prestations afin de réaliser ce programme ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention de groupement de commandes est conclue entre ACM HABITAT, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation de marchés de travaux et de prestations dans le cadre du programme agriculture urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson.

**ARTICLE 2 :** Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement ACM HABITAT.

**ARTICLE 3 :** Cette convention prend effet à compter des premiers marchés objets de la convention jusqu'à leur date d'expiration, périodes de reconductions éventuelles comprises.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention citée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

29 MARS 2022

Isabelle la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 29 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0057EA - Travaux courants sur les  
réseaux d'assainissement des communes de  
la Métropole - Lot 4 : secteur Sud -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2020-032 du 28/02/2020 attribuant le marché n°M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole lot 4 Secteur Sud au groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA/SPIE BATIGNOLLES MAT dont le



mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 541 avenue Georges Méliès – Bât M'OTION CS 40717 – 34000 MONTPELLIER, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9D0057EA lot 4 notifié le 13/05/2020, ayant pour objet des travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole et ayant pour titulaire le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA/SPIE BATIGNOLLES MAT dont le mandataire est la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 541 avenue Georges Méliès – Bât M'OTION CS 40717 – 34000 MONTPELLIER. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 19 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Projet avenant transfert - v. 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AE 1575 - Chemin de Manely -**  
**Commune de Saint Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur et Madame Tricaud pour céder la parcelle AE 1575 d'une superficie de 89 m<sup>2</sup> correspondant à l'emprise impactée par l'emplacement réservé n° 7 permettant l'élargissement du Chemin de Manely sur la commune de Saint Drézéry ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de permettre les travaux d'aménagement du chemin ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame TRICAUD la parcelle AE 1575 d'une superficie de 89 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 2,30 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 204,70 € pour 89 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4/04/2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête**  
**n°2200964-5 TA - Groupement**  
**d'associations AutreCOM"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

-la requête n°2200964-5 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 février 2022 par le groupement d'associations désigné « AutreCOM » comprenant l'association Saint Jean Environnement, l'association SOS-Lez Environnement, l'association Paysages de France, l'association Action Climat Montpellier, Alternatiba et l'association Vitesse Grand Montpellier

contre l'arrêté ministériel du 02 septembre 2021 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagements du contournement Ouest de Montpellier, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Juvignac, Montpellier et Saint-Jean-De-Védas et classement ou déclassement des voies concernées par l'aménagement ;

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200964-5 par le groupement d'associations désigné « AutreCOM » comprenant l'association Saint Jean Environnement, l'association SOS-Lez Environnement, l'association Paysages de France, l'association Action Climat Montpellier, Alternatiba et l'association Vélocité Grand Montpellier

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14/03/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

18 MARS 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux avenants n°1 aux  
marchés de travaux d'aménagement de la  
médiathèque centrale Émile Zola pour  
l'intégration de l'offre de la médiathèque  
Federico Fellini**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;
- VU la convention de mandat conclue en date du 28 Juillet 2017, transmise en préfecture le 31 Juillet 2017 et notifiée le 17 Août 2017 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

**Considérant :**

- que les travaux de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini, démarré en 2019 par la rénovation de l'auditorium du rez-de-chaussée, se sont poursuivis en 2020 et 2021 par les travaux concernant le forum de l'actualité, l'espace jeux vidéo, la création de l'espace cinéma en mezzanine au 1er étage, et la réorganisation des services internes au R+3B ;
- que la décision MD2019-1321 du 21 janvier 2020 a attribué les marchés de travaux suite au lancement d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, pour un montant total de 3.312.195 € HT
- que des travaux supplémentaires, ou modificatifs, concernant 9 lots ont été rendus nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage ;
- que cette évolution globale des marchés de travaux représente un montant total de 136.438 € HT, soit une augmentation de 4,12 % par rapport au total des marchés initiaux.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature des avenants n°1 aux marchés de travaux suivants:

- Lot n°1- installation de chantier, structure, charpente métal, métallerie, attribué au Groupement CMA – CBTP – DUCROS, pour un montant initial de 1.231.756,52 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 11.299 € HT, soit un nouveau montant de marché à 1.243.055,52 € HT et une augmentation de 0,92 %.
- Lot n°3 -électricité, attribué à Marc électricité, pour un montant initial de 493.613,00 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 54.078,38 € HT, soit un nouveau montant de marché à 547.691,38 € HT et une augmentation de 10,96 %.
- Lot n° 4 - cloisons, Doublages, Faux plafonds, Plafonds suspendus, Peinture, attribué à la SARL FPI, pour un montant initial de 565.988,73 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 13.935,48 € HT, soit un nouveau montant de marché à 579.924,21 € HT et une augmentation de 2,46 %.
- Lot n° 5 - menuiseries intérieures, attribué à la SAS Pistre et Fils, pour un montant initial de 187.738,84 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 20.211,45 € HT, soit un nouveau montant de marché à 207.950,29 € HT et une augmentation de 10,77 %.
- lot n° 6 - revêtements de sol, attribué à l'entreprise ST Groupe, pour un montant initial de 104.899,73 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 9.604,90 € HT, soit un nouveau montant de marché à 114.504,63 € HT et une augmentation de 9,16 %.
- Lot n° 8 - équipements audiovisuels et multimédia, attribué à l'entreprise Sud Média System, pour un montant initial de 138.239,60 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 15.931,05 € HT, soit un nouveau montant de marché à 154.170,65 € HT et une augmentation de 11,52 %.
- Lot n° 9 - rayonnages et autres mobiliers de médiathèque, attribué à l'entreprise Mobidecor, pour un montant initial de 74 162,61 € HT. Cet avenant a pour conséquence une diminution du montant



du marché de 1.436,63 € HT, soit un nouveau montant de marché à 72.725,98 € HT et une diminution de 1,94 %.

- Lot n° 10 - assises de médiathèque et de travail, attribué à l'entreprise Sofradam, pour un montant initial de 158.284,80 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 2.591,53 € HT, soit un nouveau montant de marché à 160.876,33 € HT et une augmentation de 1,64 %.

- Lot n° 11 - mobiliers de bureaux, attribué à l'entreprise Silvera, pour un montant initial de 130.997,17 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 10.222,42 € HT, soit un nouveau montant de marché à 141.219,59 € HT et une augmentation de 7,80 %.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants aux 11 marchés de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



- 8 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- présentation avenants
- Lot 1 avenant 1
- Lot 3 avenant 1
- Lot 4 avenant 1
- Lot 5 avenant 1
- Lot 6 avenant 1
- Lot 8 avenant 1
- Lot 10 avenant 1
- Lot 11 avenant 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au**  
**marché n°M8D0022EP - Maintenance et**  
**réparation des ouvrages d'art et des murs**  
**de soutènement - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la décision n°2019-823 attribuant le lot n°1 « ouvrages hors Montpellier » du marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement au groupement d'entreprises COFEX Méditerranée / DEMATHIEU BARD Constructions, pour un montant annuel compris entre 100 000 € HT et 1 000 000 € HT et pour une durée de 4 années.

- VU la décision n°MD2021-595 autorisant la signature de l'avenant n°1 sur les lots 1 et 2 du marché M8D0022EP de Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement.

- VU la décision n°MD2021-226 autorisant la signature de l'avenant n°2 sur le lot 1 du marché M8D0022EP de Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement.

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'intégrer des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires du marché pour assurer une continuité des prestations ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°3 de prix nouveaux au lot n°1 du marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement avec le groupement d'entreprises COFEX Méditerranée / DEMATHIEU BARD Constructions - Zone Aéroport - 3 rond-point de l'Aéroport - 30128 GARONS.  
La signature de l'avenant n°3 est sans incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 24 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre le musée Fabre de  
Montpellier Méditerranée Métropole et  
l'association Brand à part**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu de mettre en place un partenariat avec Brand à part à l'occasion des Rencontres du cinéma d'animation ;
- que le musée Fabre met à disposition gracieusement son auditorium pour la projection d'un film et de court-métrages, ainsi que ses ateliers pédagogiques pour la tenue d'un atelier.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'association Brand à part.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Partenariat\_Musee Fabre\_Brand a part.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°M1D0041DM - Enquêtes et études  
déplacements - lots 1 et 2 - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;



**CONSIDERANT**

- qu'il convient de confier à une entreprise la réalisation des enquêtes et les études de déplacements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique ;
- qu'il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire avec maximum, passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
  - Prix des prestations au regard du montant de la DQE (40%)
- que le classement des offres au regard du rapport d'analyse du 22 février 2022 a donné comme attributaire pressenti pour le marché M1D0041DM : l'entreprise CPEV (44 rue de Verdun - 94500 Champigny-sur-Marne) pour le lot 1 et l'entreprise CITEC (20 bd Eugène Deruelle - 69432 LYON CEDEX 03) pour le lot 2, présentant les offres économiquement les plus avantageuses.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché M1D0041DM relatif aux Enquêtes et études déplacements :

- Lot 1 : Enquêtes Déplacement et Stationnement : CPEV
- Lot 2 : Etudes déplacements : CITEC

**ARTICLE 2 :** les lots du marché M1D0041DM sont conclus :

- lot n°1 avec l'entreprise CPEV, pour un seuil annuel maximum de 150 000 € H.T., pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, la durée maximale du contrat étant de 4 ans,
- lot n°2 avec CITEC, pour un seuil annuel maximum de 200 000 € H.T., pour une durée de marché de 1 an reconductible 3 fois, la durée maximale du contrat étant de 4 ans.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 01 AVR. 2022

La Vice-Présidente

**Julie FRÉCHE**

**Publiée le :** 04 AVR. 2022

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture :** 04 AVR. 2022

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'association Occitanie  
Coopération**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT 1<sup>er</sup> Vice président Délégué aux Finances, Politiques contractuelles et à la coopération avec les communes ;

**CONCIDERANT :**

- que l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole de renouveler son adhésion à l'association Occitanie Coopération dont l'objectif est :
  - Assurer un rôle d'observatoire régional des coopérations et des solidarités internationales ;
  - Optimiser les pratiques et œuvrer à la qualité des actions menées par accompagnement rapproché auprès des porteurs de projets, la mise en place de formations, la diffusion de l'information et la valorisation des actions ;
  - Mettre en lien et favoriser les synergies : organisation de rencontres et de temps de concertation, mise en relation, mise en place de dynamiques de territoire ;
  - Concourir à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale par une sensibilisation la plus large possible sur les enjeux du développement, la promotion de l'engagement citoyen et solidaire, le développement de la mobilité des jeunes ;

- Contribuer à l'émergence de stratégies régionales en matière de coopération et de solidarité internationales ;
- Assurer l'interface entre le ministère des affaires étrangères et du développement international et les acteurs régionaux.

- que la cotisation annuelle est calculée, pour les collectivités de plus de 500 habitants, d'une base forfaitaire de 150€ à laquelle s'ajoute 1 centime d'euro multiplié par le nombre d'habitants plafonné à 1 500€, soit 1500€ par an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Sous réserves de maintien des règles fixant les montants de ces cotisations et des inscriptions aux budgets de la Métropole des dépenses correspondantes, il est proposé à l'Assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement de ces adhésions par reconduction tacite jusqu'en 2026.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion à l'association Occitanie Coopération, parc technologique du canal, 7, rue Hermes, la périscopie, 31520 RAMONVILLE SAINT AGNES.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser le renouvellement de cette adhésion par reconduction tacite jusqu'en 2026, sous réserves de maintien des règles fixant le montant de cette cotisation et des inscriptions aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 MARS 2022  
Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 31 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Ingénierie Partenariale**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de**  
**l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances, Politique contractuelles et coopération avec les communes ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes par le versement de cotisations,
- que constituée en février 2000, l'Association Finances-Gestion-Évaluation des Collectivités Territoriales réunit sous une même bannière les professionnels territoriaux des finances publiques locales, de la gestion publique locale et de l'évaluation des politiques publiques, et plus largement du management public territorial ;
- que ses activités reposent sur des échanges de savoirs et de savoir-faire et visent à la diffusion d'acquis professionnels par l'information, le débat et la formation ;


**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accepter le versement de la cotisation à l'AFIGESE au titre de l'année 2022 pour un montant total de 1 904,00 € TTC.

**ARTICLE 2 :** De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2022.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 8 AVR. 2022  
Monsieur le Premier Vice-Président  
**Renaud CALVAT**

Publiée le : 12 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Appel à cotisation 2022 - AFIGESE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
n°M2D0014DC - Lot n°2 à l'accord-cadre  
n°M0D0016DC pour le transport des  
œuvres de l'exposition "Un voyage en  
Italie: Louis GAUFFIER (1762-1821)" au  
musée Fabre de Montpellier - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique » ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché subséquent au lot n°2 de l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition *Un voyage en Italie : Louis GAUFFIER (1762-1821)* au musée Fabre de Montpellier ;
- qu'une lettre de consultation a été adressée le 28 janvier 2022 aux 2 titulaires de l'accord-cadre n°M0D0016DC au lot n°2 (LP ART et ANDRE CHENUE) selon les modalités fixées à l'article 1.4 du Cahier des clauses administratives particulières ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique : 60%
  - Prix des prestations au regard du cadre de la décomposition globale et forfaitaire (C.D.P.G.F.) : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise LP ART, sise 274 et 276 rue de Rosny, 93100 Montreuil présente une offre économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n°M2D0014DC à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition *Un voyage en Italie : Louis GAUFFIER (1762-1821)*, Lot n°2 - Emballage, transport aller et retour, installation/désinstallation, prise en charge des convoyeurs aller et retour pour les expositions temporaires organisées par le musée Fabre ou conjointement avec le musée Fabre, des œuvres en provenance de tous les pays, à l'entreprise LP ART pour un montant global et forfaitaire de 332 538,00 € HT, soit 357 092,00 € TTC (certaines prestations ne sont pas taxables). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 8 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le

29/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°4 au  
marché n° 201802929S1801 de maîtrise  
d'œuvre pour la réalisation de la phase 1  
du cimetière métropolitain sur le site de  
Grammont à Montpellier - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, Conseillère métropolitaine déléguée au complexe funéraire et au cimetière intercommunal ;

- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- VU la délibération du Conseil d'Administration du 23 juillet 2021 de la SA3M, qui a désigné Monsieur Cédric GRAIL en qualité de Directeur Général de la SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M), tant en vertu des pouvoirs résultant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts de la société.

**CONSIDERANT :**

- que le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier est en cours de réalisation ;
- qu'une procédure concurrentielle avec négociation a été lancée conformément aux articles 71 à 73 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique pour une durée de soixante-dix mois.
- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 16 octobre 2018 a attribué le marché n° 201802929S1801 de Maitrise d'œuvre au groupement suivant, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse : SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE), domicilié 9 rue Vezian -34000 Montpellier /SITETUDES, domicilié 31 rue Mazenod - 69426 Lyon cedex 03 / CEREG INGENIERIE, domicilié Parc 2000 - 589 rue Favre de Saint Castot - 34080 Montpellier / AGMOE SARL, domicilié 28 rue Jeanne d'Arc - 30470 Aimargues / SARL CALDER INGENIERIE, domicilié 534 rue Marius Petipa - 34080 Montpellier / SEDOA SARL, domicilié 20 impasse de Courpouyan - 34990 Juvignac, pour un montant de 1 329 462,50 euros HT.
- que par décision n° MD2018-955 du 12/11/2018, la SA3M a été autorisée à signer le marché n° 201802929S1801 de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ainsi que plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- que la commission d'appel d'offres, sans sa séance du 23 juillet 2019, avait émis un avis favorable à la passation de l'avenant n° 1 au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier avec le groupement SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE

(MANDATAIRE) SITETUDES / CEREG INGENIERIE / AGMOE SARL / SARL CALDER INGENIERIE / SEDOA SARL / MCG, pour un montant de 124 449,37 euros HT.

- que par décision n° MD2019-794 du 31/07/2019, la SA3M a été autorisée à signer l'avenant n° 1 au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier.

- que par décision n° MD2020-1156 du 06/01/2021, la SA3M a été autorisée à signer l'avenant n° 2, sans incidence financière, au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier.

- que par décision n° MD2021-972 du 23/11/2021, la SA3M a été autorisée à signer l'avenant n° 3 de transfert, sans incidence financière, au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier.

- Qu'il s'avère nécessaire pour la bonne exécution du marché n° 201802929S1801 de maitrise d'œuvre d'intégrer diverses missions complémentaires rendues nécessaires ainsi que d'acter une rémunération complémentaire liée à l'adaptation du projet et à la modification du périmètre de la phase 1, par avenant n°4.

- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance en visioconférence, du 10 février 2022, a émis un avis favorable à la passation de l'avenant n° 4 au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier avec le groupement SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) PRESENTS / CEREG INGENIERIE / SARL CALDER INGENIERIE / SEDOA SARL / MCG, pour un montant de 75 797,20 euros HT.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 4 au marché n° 201802929S1801 relatif à l'intégration de diverses missions complémentaires rendues nécessaires et d'une rémunération complémentaire liée à l'adaptation du projet et à la modification du périmètre de la phase 1, à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier conclu avec le groupement TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) / PRESENTS / CEREG INGENIERIE / CALDER INGENIERIE / SEDOA / MCG Exploitation. Le montant de l'avenant n°4 est de 75 797,20 €HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Décision n° MD2022-324

Montpellier, le 13 AVR. 2022

Mme la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE

Publiée le : 19 AVR 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV CAO
- avenant n°4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°5 à la  
convention d'occupation du domaine  
public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société  
américaine SYNOPSIS EMULATION  
AND VERIFICATION suite à sa fusion  
avec la société française QUALTERA -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- ~~VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président,~~  
conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser  
l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par  
délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du  
Développement Economique et Numérique,

- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> décembre 2016 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenants dont le dernier en date du 1<sup>er</sup> novembre 2021,
- VU l'annonce de la fusion-absorption en date du 1<sup>er</sup> février 2022 de la société française QUALTERA par la société américaine SYNOPTSYS EMULATION AND VERIFICATION, conformément à l'article 9, de la convention d'occupation initiale stipulant l'obligation de communication d'informations par les entreprises au sein du MIBI et après vérification des documents transmis par ladite société,
- VU la demande de la société SYNOPTSYS EMULATION AND VERIFICATION de poursuivre la location des bureaux précédemment occupés par QUALTERA au sein du MIBI,
- VU la prise en compte de ces modifications juridiques par le comité d'agrément du BIC en date du 22 février 2022,
- **CONSIDERANT QUE :**
  - La société américaine SYNOPTSYS rentre dans les critères de sélection pour un hébergement au sein du MIBI,
  - Une suite favorable peut être accordée par Montpellier Méditerranée Métropole,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la S.A.S. SYNOPTSYS EMULATION AND VERIFICATION à compter de la date de notification et jusqu'au terme de la prorogation de ladite convention fixée au 30 novembre 2022.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la surface occupée par la société SYNOPTSYS EMULATION AND VERIFICATION reste à 232,35 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3 :** La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SYNOPTSYS EMULATION AND VERIFICATION est de 3 287,75 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant 5

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des  
frais des intervenants invités dans le cadre  
des rencontres organisées par la Métropole  
au titre de l'année 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

**CONSIDÉRANT :**

- Que Montpellier Méditerranée Métropole organise des rencontres, tables rondes ou conférences au titre de sa programmation culturelle pour l'année 2022
- Qu'il convient de prendre en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des auteurs, universitaires, personnalités qualifiées invités, ainsi que leur rémunération (conformément aux préconisations du Centre National du Livre), ou sur facture, dans la limite de 280€ TTC par demi-journée ou 460€ TTC par journée ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la prise en charge des rémunérations ainsi que des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des invités, directement ou par remboursement au réel et sur justificatif, pour un montant global maximum évalué à 30 000€.

**ARTICLE 3 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services ainsi que Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière du  
lot privatif n°802 au sein de la copropriété '  
les collines d'Estanove ' située 2 rue de  
l'Escoutadou à Montpellier appartenant à  
Monsieur VEDRINE dans le cadre de la  
ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

### CONSIDERANT

- que le lot privatif n°802 au sein de la copropriété « les Collines d'Estanove » située 2 rue de l'Escoutadou à MONTPELLIER, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 244, 245, 505 et IK n°271, 273, 274 appartenant à Monsieur Jean-Michel VEDRINE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°802 au sein de la copropriété « les Collines d'Estanove » située 2 rue de l'Escoutadou à MONTPELLIER, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 244, 245, 505 et IK n°271, 273, 274 appartenant à Monsieur Jean-Michel VEDRINE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Jean-Michel VEDRINE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/03/2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 18 MARS 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 18 MARS 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avis\_domaine\_UF4890
- PPA signée
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de  
106 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2643  
boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER,  
appartenant au syndicat des  
copropriétaires de la Résidence le  
Condorcet dans le cadre de la réalisation  
de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

### CONSIDERANT

- que 106 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 504 appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

### D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 106 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 504, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 174 € (HUIT MILLE CENT SOIXANTE QUATORZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du syndicat des copropriétaires de la résidence le Condorcet et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative

à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/03/2022

Madame la Vice-Présidente

  
Julie FRÊCHE



Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine\_UF4740
- PPA
- PUV signée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de  
102 m² du bien immobilier sis 50 route de  
Lavérune à MONTPELLIER, cadastré  
section IV n° 164, appartenant à Mme  
ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de  
la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

#### **CONSIDERANT**

- que 102 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme Malika ARRAQI est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IV n° 164 ;

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 102 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme Malika ARRAQI.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 83 330 € (QUATRE VINGT TROIS MILLE TROIS CENT TRENTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4** : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Malika ARRAQI et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5** : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

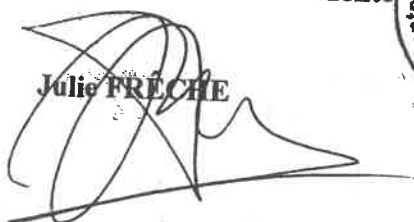
**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Malika ARRAQI

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/03/2022

Madame la Vice-Présidente

  
Julie FRÊCHE



Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine\_UF5020
- PPA signée
- PUV signée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative à la suite d'une  
erreur matérielle - Marché n°M8D0019VD  
de Fourniture et pose de conteneurs  
enterrés pour la collecte des déchets  
ménagers et assimilés - Lot n°1 : fourniture  
et pose de conteneurs enterrés pour la  
collecte des déchets d'un volume de cuve de  
3, 4 ou 5 m3**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;
- VU la Décision n°MD2019-868 attribuant le marché n°M8D0019VD de Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 : Fourniture et pose

de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 ou 5m<sup>3</sup>, à l'entreprise ESE France, 42 rue P. Sabatier à Crissey (71530), sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une période initiale de 2 ans, reconductible pour une nouvelle période de 2 ans (soit 4 ans au total).

**Considérant :**

- La nécessité de corriger une erreur matérielle dans la Décision MD2019-868 précitée ;
- Que la correction porte sur la modification de l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées au marché pourront être imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;
- Que cette correction ne modifie en rien les dépenses déjà réalisées dans le marché.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** la présente décision modifie la Décision MD2019-868 précitée qui comportait une erreur matérielle en mentionnant une mauvaise imputation budgétaire.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 01 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

Publiée le : 04 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire du domaine  
public conclue avec la société Hurricane et  
la Ville de Montpellier dans le cadre du  
FISE du 25 au 29 mai 2022 à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération n° V2021-477 en date du 16 décembre 2021 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier relative à la tarification de l'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'en date du 17 septembre 2021, la société Hurricane a sollicité auprès de la Ville de Montpellier, autorité de police administrative, et de Montpellier Méditerranée Métropole, gestionnaire de l'espace public, l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public afin d'organiser le FISE Montpellier 2022 du 25 au 29 mai 2022 à Montpellier,

- qu'un appel à manifestation d'intérêt concurrent en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'organisation du FISE Montpellier 2022 a été publié du 18 février au 18 mars 2022, sans qu'aucune manifestation d'intérêt concurrent n'ait été recueillie,
- que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier s'engagent, en complément des installations mises en place par la société Hurricane, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence,

## D É C I D E

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société Hurricane, dont le siège social est situé à Baillargues (34670), au 3, rue Christian André-Benoit, en vue de la mise à disposition d'espaces publics pour la tenue du FISE Montpellier 2022.

**ARTICLE 2 :** En complément de la mise à disposition des espaces publics nécessaires à l'installation du Festival International des Sports Extrêmes, Montpellier Méditerranée Métropole assurera la gestion et l'évacuation des déchets des sites occupés par le FISE pendant toute la durée de la manifestation, ainsi que la pose et la dépose des mobiliers urbains gérés par elle.

**ARTICLE 3 :** La convention jointe en annexe à la présente décision précise les conditions de cette occupation du domaine public.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 01 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ODP 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle BM 161 - Chemin des Loriots -  
Commune de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur et Madame GUILDOUX, pour céder la parcelle BM 161 d'une superficie de 102 m<sup>2</sup>, située chemin des Loriots sur la commune de Castelnau-le-Lez ;
- **CONSIDERANT la nécessité d'élargir la voie sur cette portion particulièrement étroite,**



**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame GUILDOUX, la parcelle BM 161 d'une superficie de 102 m<sup>2</sup>, située chemin des Loriots sur la commune de Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 50 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 5100 euros pour une superficie totale de 102 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de l'Association UNAPEI 34**  
**sur la Zac Euromédecine II à Grabels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels : l'association UNAPEI 34 (Association des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales du Grand Montpellier), est candidate à l'acquisition du lot 309 de 2 056 m<sup>2</sup> pour la réalisation de son siège social de 1 126 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 650 m<sup>2</sup>. L'association prévoit un effectif de 25 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de l'association UNAPEI 34 ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Président déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
N°4727 "Mission de coordination en  
matière de sécurité et de protection de la  
santé des travailleurs relative au projet  
d'extension et d'adaptation de la station  
d'épuration de MAERA" - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD2018-302 du 20/04/2018 attribuant le marché n°4727 Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA à la société ACTION COORDINATION FORMATION DANS LE BTP sise 600 rue Henri Farman – ZAC Marcel Dassault – 34430 SAINT JEAN DE VEDAS, marché conclu pour un montant de 46 848€ HT et pour une durée de 84 mois ;
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° 4727 Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA notifié le 27/06/2018, ayant pour objet des travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole et ayant pour titulaire la société ACTION COORDINATION FORMATION DANS LE BTP sise 600 rue Henri Farman – ZAC Marcel Dassault – 34430 SAINT JEAN DE VEDAS. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07.03.22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n° M1A0158EA Mission de coordination  
sécurité et protection de la santé pour les  
travaux de construction d'un réseau d'eaux  
usées dans la traversée de la RD 65 à  
Clapiers - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le courrier n°21-0451 du 07/06/2021 attribuant le marché n°M1A0158EA Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux de construction d'un réseau d'eaux

usées dans la traversée de la RD 65 à Clapiers à la société AASCO – AS COURTHEZON sise 62 rue Césaria Evora – 84350 COURTHEZON, marché conclu pour un montant de 4 978€ HT et pour une durée estimative de 18 mois et dans tous les cas jusqu'à la validation du DIUO ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

#### **CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M1A0158EA Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux de construction d'un réseau d'eaux usées dans la traversée de la RD 65 à Clapiers notifié le 07/06/2021, et ayant pour titulaire la société AASCO – AS COURTHEZON sise 62 rue Césaria Evora – 84350 COURTHEZON. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Europe**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT 1<sup>er</sup> Vice-Président Délégué aux Finances, Politiques contractuelles et à la coopération avec les communes ;

#### **CONCIDERANT :**

- Que l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole de renouveler son adhésion à l'association Occitanie Europe dont l'objectif est d'affirmer la place de la Région Occitanie au sein de l'espace européen et de promouvoir au plan européen l'ensemble des intérêts régionaux. Elle a pour objet de représenter la région Occitanie auprès de l'Union européenne, notamment à travers un bureau de représentation situé à Bruxelles qui a plusieurs vocations :
- Optimiser la captation de financements européens liés aux politiques sectorielles de la Commission européenne,
- Contribuer à la promotion des politiques et des actions menées par ses membres auprès des Institutions et organes européens,
- Favoriser une participation des membres au processus décisionnel bruxellois à travers un dialogue constant avec les représentants des institutions et organes européens,

- Assurer une dimension européenne à des projets stratégiques pour le territoire régional et les membres de l'association.
- que la cotisation annuelle pour Montpellier Méditerranée Métropole à 20 000 € par an.

Sous réserves de maintien des règles fixant les montants de ces cotisations et des inscriptions aux budgets de la Métropole des dépenses correspondantes, il est proposé à l'Assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement de ces adhésions par reconduction tacite jusqu'en 2026.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion à l'association Occitanie Europe, 22 boulevard du Maréchal Juin, 31400 TOULOUSE

**ARTICLE 2 :** D'autoriser le renouvellement de cette adhésion par reconduction tacite jusqu'en 2026, sous réserves de maintien des règles fixant le montant de cette cotisation et des inscriptions aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 MARS 2022

Signature du Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 31 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'association "Coordination  
Nationale des Conseils de Développement"  
au titre de l'année 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, Politiques contractuelles et Coopération avec les communes » ;
- **CONSIDERANT :**
  - la richesse fédératrice et d'animation de la Coordination Nationale des Conseils de Développement, interlocuteur de référence en matière de démocratie participative et territoriale qui réunit près de 80 conseils de développement et l'importance, pour le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole, de partager des expériences, de bonnes pratiques pour une mise en commun des réflexions en concertation étroite tant avec les autres Conseils de

développement de la Région qu'avec l'ensemble des Conseils de développement des autres métropoles françaises ;

- l'intérêt de renouveler l'adhésion à l'association Coordination Nationale des Conseils de Développement pour l'année civile 2022.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : De renouveler l'adhésion à l'association Coordination Nationale des Conseils de Développement au titre de l'année civile 2022.

**ARTICLE 2** : De verser à l'association une cotisation annuelle plafonnée s'élevant à 4 875,19 €, compte-tenu du nombre d'habitants de la Métropole.

**ARTICLE 3** : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire, à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29 MARS 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 13 0 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 0 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- appel contribution

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M8D5204EP  
d'équipements de la route  
Avenants en augmentation aux lots 1 à 8  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace publique » ;
- VU la décision n°2019-513 autorisant la signature des lots 1 à 8 du marché n°M8D5204EP d'une durée d'un an renouvelable 3 fois d'Equipements de la route avec les entreprises suivantes :
  - Lot 1 Signalisation horizontale du réseau structurant de la Métropole – AXIMUM pour un montant annuel compris entre 75 000 et 300 000 € HT ;
  - Lot 2 Signalisation horizontale du Pôle Territorial de Montpellier – AXIMUM pour un montant annuel compris entre 125 000 et 600 000 € HT ;

- Lot 3 Signalisation horizontale des pôles Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – AXIMUM pour un montant annuel compris entre 50 000 et 300 000 € HT ;
- Lot 4 Signalisation horizontale des pôles Littoral, Piémonts Garrigues et Plaine Ouest - AXIMUM pour un montant annuel compris entre 100 000 et 500 000 € HT ;
- Lot 5 Signalisation verticale du réseau structurant de la Métropole – SO SIGNALISATION pour un montant annuel compris entre 50 000 et 250 000 € HT ;
- Lot 6 Signalisation verticale du Pôle Territorial de Montpellier – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP pour un montant annuel compris entre 150 000 et 700 000 € HT ;
- Lot 7 Signalisation verticale des Pôles Littoral, Piémonts Garrigues, Plaine Ouest, Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP pour un montant annuel compris entre 100 000 et 500 000 € HT ;
- Lot 8 Dispositifs de retenue routiers – AXIMUM pour un montant annuel compris entre 200 000 et 1 000 000 € HT.

**Considérant :**

- Que le marché en est à sa troisième année d'exécution.
- Que pour couvrir les besoins en équipements de la route sur le territoire de la Métropole (signalisation horizontale, signalisation verticale et dispositifs de retenue routiers) dès le début de l'année 2022, il convient, d'augmenter les montants maximums annuels des 8 lots de cet accord-cadre, augmentations conformes aux dispositions de l'article 139 6° du décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, applicable aux présents contrats.
- Que l'augmentation est nécessaire au regard du taux de consommation élevé du marché en raison des demandes politiques à mettre en œuvre sur le territoire métropolitain (pistes cyclables, zoné 30 et extinction de l'éclairage public la nuit dans certaines zones de la Métropole).

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature des avenants en augmentation au marché M8D5204EP d'équipements de la route avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 – AXIMUM, avenant d'un montant de 44 850 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 344 850 € HT ;
- Lot 2 – AXIMUM, avenant d'un montant de 89 700 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 689 700 € HT ;
- Lot 3 – AXIMUM, avenant d'un montant de 44 850 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 344 850 € HT ;
- Lot 4 – AXIMUM, avenant d'un montant de 74 750 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 574 750 € HT ;
- Lot 5 – SO SIGNALISATION, avenant d'un montant de 37 375 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 287 375 € HT ;
- Lot 6 – LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP, avenant d'un montant de 104 650 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 804 650 € HT ;

- Lot 7 – LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP, avenant d'un montant de 74 750 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 574 750 € HT ;
- Lot 8 – AXIMUM, avenant d'un montant de 149 500 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 1 149 500 € HT.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 07 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avt lot 1
- avt lot 2
- avt lot 3
- avt lot 4
- avt lot 5
- avt lot 6
- avt lot 7
- avt lot 8

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux  
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
convention de Projet Urbain Partenarial  
(PUP) dite ' Les Grives III ' au sein du  
périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec la  
société ' TERRASSEMENT DU PIC  
SAINT LOUP ' sur la Commune de Saint-  
Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°M2019-402 du conseil métropolitain en date du 23/07/2019 qui fixe les modalités de partage des coûts des équipements et délimite le périmètre du PUP ;

- VU la délibération communale n°2018-060-1/2 relative à la participation au financement de la création de la nouvelle école maternelle sur la commune de Saint-Drézéry ;

**Considérant :**

- le projet porté par la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP » qui projette une opération de construction d'un logement individuel libre sur la parcelle cadastrée AE1574, soit une unité foncière d'environ 671 m<sup>2</sup> ;
- que la parcelle se situe dans le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Les Grives » instauré par délibération n°M2019-402 du conseil métropolitain en date du 23/07/2019.
- qu'en application de la délibération n°M2019-402, il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Les Grives III » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP » ;
- qu'en application de la délibération n°M2019-402, la réalisation de ce programme de logement nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs (assainissement des eaux usées : construction de la STation d'EPuration (STÉP)) ;
- que la Commune de Saint-Drézéry assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et équipements pour la petite enfance ;
- que la participation de la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Les Grives III », ci-après figurant en annexe n°3 à la présente décision, s'élève à 13 313,34 € H.T dont :
  - 12 225,78 € h.t en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - 1 087,56 € h.t en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de de Saint-Drézéry ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Drézéry percevront directement la contribution financière de la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP », permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Le projet de convention de PUP « Les Grives III », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP » est approuvé.

**ARTICLE 2 :** Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 13 313,34 €.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 12 225,78 €.

**ARTICLE 4 :** La Commune de Saint-Drézéry percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 1 087,56 €.

**ARTICLE 5 :** La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Les Grives III » selon le plan en annexe n°3 à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

**ARTICLE 6 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Ingénierie Partenariale**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de**  
**l'adhésion au Centre de Formation des**  
**Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice**  
**2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances, Politique contractuelles et coopération avec les communes

**Considérant :**

- Que dès 1986, conscients des défis engendrés par la décentralisation et des besoins des élus locaux face aux transferts de compétences, une majorité de communes et le Département de l'Hérault créent un établissement public sous la forme d'un syndicat mixte : le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux (CFMEL) ;
- Que les missions dévolues au CFMEL sont les suivantes :

- organiser des journées d'information et de formation des élus (une cinquantaine par an) sur des thèmes intéressant les collectivités locales : urbanisme, finances, marchés publics, fonctionnement du conseil municipal, etc. ;
  - proposer des réunions de formation à la carte pour les communes de plus de 10 000 habitants ;
  - apporter une assistance en matière administrative, juridique et analyse financière pour le compte des communes ;
  - assurer une veille juridique constante à travers les questions des parlementaires via la mise à jour régulière de fiches pratiques ;
- Qu'à ce jour, le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux regroupe le conseil départemental et :
    - 339 communes du département ;
    - 10 établissements publics locaux ;
  - Que le CFMEL propose des missions intéressantes pour la Métropole de Montpellier et que celle-ci adhère à des organismes par le versement de cotisations ;
  - Qu'il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole de Montpellier au CFMEL pour l'année 2022 par le versement d'une cotisation d'un montant de 5 091,00 € ;

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accepter le versement de la cotisation au Centre de formation des Maires et Elus Locaux au titre de l'année 2022 pour un montant total de 5 091,00 € TTC.

**ARTICLE 2 :** De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2022.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

8 AVR. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 12 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Appel à cotation 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle ZB 433 - Chemin des Crouzettes -  
Commune de Montaud**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord des propriétaires indivis pour céder la parcelle ZB 433 d'une superficie de 177 m<sup>2</sup>, en vue de l'aménagement du chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de permettre les travaux d'aménagement du chemin,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur BOUCHER, Madame COT et Madame AMPHONESINH, la parcelle ZB 433 d'une superficie de 177 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Montaud en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 12 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 2124 € à répartir par le notaire entre les propriétaires, au prorata de leurs parts indivises.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4.04.2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

- 6 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'aliénation de la  
parcelle EP 446 au profit des époux  
REVERT - angle rue du Maréchal Gallieni  
& rue du Professeur Henri Roseau -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision n° MD2021-834 en date du 03 septembre 2021 portant désaffectation et déclassement du domaine public d'une emprise de 25 m<sup>2</sup> située à l'angle de la rue du Maréchal Gallieni & rue du Professeur Henri Roseau, sur la commune de Montpellier ;
- VU l'avis du pôle d'évaluations domaniales n° 2019.172V1630 estimant le bien à 100 €/m<sup>2</sup> € soit un montant total de 2 500 € (deux mille cinq cents euros) pour 25 m<sup>2</sup> ;

- **CONSIDERANT** la demande et l'accord des époux REVERT en date des 17 juin 2021 et 28 février 2022 avec engagement à prendre en charge le déplacement du candélabre d'éclairage public et du poteau de signalisation de police, présents dans l'emprise ;

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède une parcelle nouvellement cadastrée EP 446 pour 25 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectée et déclassée, aux époux REVERT, domiciliés 157 rue des Mas de Richemont, à Montpellier, conformément au prix fixé par France Domaine, à savoir 100€/m<sup>2</sup> soit 2 500 € (deux mille cinq cents euros) pour 25 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge des acquéreurs.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4.04.2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 AVR. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'Association des Communes  
Forestières de l'Hérault (COFOR)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;
- VU la délibération n°13664 du 26 février 2016 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association des communes forestières de l'Hérault (COFOR) ;

**CONSIDERANT :**

- que le Plan Climat Air Energie Territorial de Montpellier Méditerranée Métropole, identifie le recours à la biomasse sur son territoire comme un des enjeux de développement des énergies renouvelables ainsi que de la contribution à la séquestration carbone.

- que l'association des Communes Forestières de l'Hérault est un partenaire privilégié pour toutes les questions liées à la forêt, à la filière et à l'utilisation du bois.
- que la cotisation de Montpellier Méditerranée Métropole à la COFOR emporte l'adhésion pour les 31 communes de la Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR) dont la cotisation pour 2022 basée sur la somme des cotisations des communes qui composent la Métropole (relativement au nombre d'habitants de chaque commune), diminuée de 15%, est fixée à 8 051,25 €.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29 MARS 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie  
et du Climat Montpellier Métropole  
(ALEC)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;

**CONSIDERANT**

- que la Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME, elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole (ALEC).

- qu'elle a en a approuvé les statuts par délibérations n°7913 du 2 octobre 2007 et n°14714 du 28 juin 2017.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler en 2022 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole (ALEC) pour un montant de 1 895€.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MARS 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1C0011MG  
"Prestations de modernisation et de  
maintenance CVC dans les bâtiments  
métropolitains" - Attribution du lot 1  
"Prestations de modernisation"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet des prestations de modernisation et de maintenance d'équipements de régulation chauffage ventilation climatisation (CVC) dans les bâtiments métropolitains ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum, passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ; alloti en 2 lots : lot 1 : prestations de modernisation pour un montant maximum annuel de 55 000 € HT, lot 2 : prestations de maintenance sur installations existantes pour un montant maximum annuel de 15 000 € HT pour une durée de 1 an à compter de la date de notification, reconductible 2 fois 1 an, soit une durée maximale toutes périodes confondues de 3 ans ;
- Que les critères intervenant pour le jugement des offres pour les deux lots, à savoir lot 1 « prestations de modernisation » et lot 2 « prestations de maintenance sur installations existantes » sont pondérés de la manière suivante :
  - 1-Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - 2-Prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif 40%
- Qu'après analyse, pour le lot 1 « Prestations de modernisation » 1, l'entreprise Kieback & Peter présente une offre économiquement avantageuse ;
- Qu'après analyse, le lot 2 « Prestations de maintenance sur installations existantes » est déclaré sans suite pour motif d'intérêt général tenant à l'insécurité juridique de la procédure et sera relancé ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le lot 1 « Prestations de modernisation » du marché n° M1C0011MG « Prestations de modernisation et de maintenance CVC dans les bâtiments métropolitains » à la société Kieback & Peter sise 1200 avenue Olivier Perroy, ZI Rousset Peynier, 13 790 Rousset, pour un montant maximum annuel de 55 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible 2 fois 1 an, soit une durée maximale toutes périodes confondues de 3 ans.

**ARTICLE 2** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 28 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'avenants  
aux marchés de travaux pour la  
construction du nouveau Conservatoire à  
Rayonnement Régional (mandat SA3M) -  
marchés 2926T lots 1 - 6b - 9 - 17**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU les décisions n°MD2018-1113 et MD2019-053 attribuant les lots n° 1 – 6b – 9 et 17 du marché de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole à :

- Lot 1 : Colas Méditerranée – St Jean de Védas, pour un montant de 595 660.80 € HT et pour une durée de 20 mois
- Lot 6b : Menuiserie Laclau – Béziers, pour un montant de 235 088 € HT et pour une durée de 20 mois
- Lot 9 : Serrurerie Delmas – Mèze, pour un montant de 644 405 € HT et pour une durée de 20 mois
- Lot 17 : Serrurerie Delmas – Mèze, pour un montant de 161 775 € HT et pour une durée de 20 mois

- VU la décision n°MD2020-983 autorisant la signature des avenants n° 1 aux lots 1 et 6b ;

**Considérant :**

- que des demandes programmatiques ont été passées dans le cadre de l'article 139-6ème du décret 2016-360 du 25 mars 2016

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature des avenants aux marchés de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Lot 1 : Colas Méditerranée – St Jean de Védas, avenant numéro 2 pour un montant de 18 000 € HT portant le nouveau montant du marché à 683 191.89 € HT
- Lot 6b : Menuiserie Laclau – Béziers, avenant numéro 2 pour un montant de 2 160 € HT portant le nouveau montant du marché à 239 126 € HT
- Lot 9 : Serrurerie Delmas – Mèze, avenant numéro 1 pour un montant de 39 650 € HT en moins-value portant le nouveau montant du marché à 604 755 € HT.
- Lot 17 : Serrurerie Delmas – Mèze, avenant numéro 1 pour un montant de 4.636 € HT en moins-value portant le nouveau montant du marché à 157 139 € HT

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

29/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1D0085EP**  
**d'Enlèvement des tags et graffitis sur le**  
**territoire de Montpellier Méditerranée**  
**Métropole**

**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché d'enlèvement des tags et des graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur Technique 60%
  - ° Prix 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 10 mars 2022 a classé les offres et choisi l'entreprise DECAP' EXPRESS sise 9 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 69330 Meyzieu présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°M1D0085EP d'enlèvement des tags et des graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise DECAP' EXPRESS, pour un montant maximum annuel de 250 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 AVR 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 07 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un  
marché n°M1D0021MG ' Travaux de  
maintenance et de grosses réparations des  
équipements de génie climatique des  
bâtiments métropolitains Chauffage,  
Ventilation, Climatisation ' - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché de Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains (Chauffage, Ventilation, Climatisation) ;
  - Qu'une procédure adaptée ouverte a été passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique (C.C.P.) pour un marché n°M1D0021MG « Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains (Chauffage, Ventilation, Climatisation) ;
  - Que l'accord-cadre avec un montant maximum de 1 200 000 € HT annuel est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre multi-attributaires est conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ou de la date de notification du contrat si celle-ci est postérieure. Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes : la méthode dite « en cascade ».
- Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans ;
- Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante:
    - 1-Valeur technique au regard du mémoire technique : 50%
    - 2-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 50%
  - Qu'après analyse, le classement des offres des entreprises retenues est le suivant :
    - 1. SPIE INDUSTRIE &TERTIAIRE, sise 170 rue Henri Farman à Saint-Jean-de-Védas (34435)
    - 2. SAS SERRANO, sise 254 rue Gustave Courbet à Villeneuve-lès-Maguelone (34750)
    - 3. AXIMA CONCEPT, sise Font de la Banquière, immeuble le Meteor à Lattes (34874) ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché de travaux multi-attributaires avec un montant maximum de 1 200 000 € HT annuel n° M1D0021MG « Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains Chauffage Ventilation Climatisation » aux entreprises et selon le classement suivant :

- 1. SPIE INDUSTRIE &TERTIAIRE
- 2. SERRANO
- 3. AXIMA CONCEPT

Le marché a une durée de 1 an à compter de la notification, reconductible trois fois 1 an pour une durée maximale toutes périodes confondues de 4 ans.

**ARTICLE 2:** De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.





28 MARS 2022

Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la réforme d'un copieur  
vétusté de marque Toshiba modèle 4505  
n°CFLF37326**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- VU le Marché Public n° G9D0004RI «Achats de multifonctions, imprimantes réseaux avec contrats de maintenance» du 18/02/2020 conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Fac simulé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un copieur vétusté de marque Toshiba modèle 4505 n° CFLF37326 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un copieur vétusté et qu'il convient de le réformer ;

**-CONSIDERANT** que ledit copieur est repris par la société Fac similé bureautique Canon, conformément aux dispositions du marché ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un copieur vétuste de marque Toshiba modèle 4505 n° CFLF37326.

**ARTICLE 2** : La société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9, reprend le copieur vétuste visé à l'article 1, conformément aux dispositions prévues par le marché.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président



Jean-François AUDRIN

Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un  
marché subséquent à l'accord-cadre de  
maîtrise d'œuvre des espaces publics  
Comédie Esplanade Triangle**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n° MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

- VU la décision n°MD2019-1058 du 5 novembre 2019 relative à la signature de l'accord-cadre mono-attributaire de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle ;

**Considérant :**

- que l'avancement du projet d'aménagement des espaces publics Comédie Esplanade Triangle nécessite la poursuite de la mission de maîtrise d'œuvre concernant les travaux désignés ci-avant ;
- qu'il est aujourd'hui nécessaire, sur le fondement de cet accord-cadre, de conclure un marché subséquent portant sur des missions de maîtrise d'œuvre de niveau PRO à AOR ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer un marché subséquent n°5 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études PRO DCE ACT EXE DET AOR, pour un montant de 231 105,57 euros HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 14 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 MARS 2022

Coralie MANTION Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent**  
**M2D0016EP - Travaux de réaménagement**  
**de la RD27E - Pup les Saliniers - Murviel**  
**les Montpellier - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et espace public » ;

- VU la décision N°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

**Considérant :**

- que des travaux de réaménagement de la RD27E – Pup les Saliniers à Murviel les Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – lot 1 « secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent à tranches (TF et T01) pour une durée maximum de 4 mois pour chaque tranche, non comprise la période de préparation de 30 jours pour chacune des tranches ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 60 %
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise Eurovia, sise à Juvignac présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché subséquent N° M2D0016EP relatif aux travaux de réaménagement de la RD27E – Pup les Saliniers à Murviel les Montpellier à l'entreprise Eurovia pour un montant estimatif de 572 716,50 € HT ;

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

La durée de chaque tranche est de 4 mois maximum non comprise la période de préparation de 30 jours pour chacune des tranches.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



, le 30 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 31 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAO SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement du domaine public d'une  
emprise de voirie située rue du Plan  
d'Encombes - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier n° V2021-117 en date du 12 avril 2021 portant classement dans le domaine public et transfert à Montpellier Méditerranée Métropole des chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38, dont le chemin rural dénommé « rue du Plan d'Encombes »,
- VU la décision de la Métropole n° MD2021-836 en date du 09 septembre 2021 portant classement dans le domaine public métropolitain des chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38 situés sur la Commune de Montpellier dont le chemin rural dénommé « rue du Plan d'Encombes »,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement d'une emprise de voirie à extraire du domaine public avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** qu'une emprise de 60 m<sup>2</sup> située rue du Plan d'Encombes entre les parcelles AH 56 et AH 100 à Montpellier, ne présente aucun intérêt public et ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 60 m<sup>2</sup> située rue du Plan d'Encombes entre les parcelles AH 56 et AH 100 à Montpellier, selon le projet de division effectué par Monsieur Xavier ALONSO, géomètre-expert à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 60 m<sup>2</sup> située rue du Plan d'Encombes entre les parcelles AH 56 et AH 100 à Montpellier et intègre ce terrain dans son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Le service du Cadastre sera sollicité pour affecter un numéro cadastral à ce terrain, section AH.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/03/2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 AVR. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du label  
Exposition d'intérêt national pour  
l'exposition "Le Voyage en Italie de Louis  
GAUFFIER" (6 mai - 4 septembre 2022) -  
Musée FABRE**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuit en 2022 son ambitieux programme d'expositions temporaires par la présentation au public du 7 mai au 4 septembre 2022 de l'exposition « Le Voyage en Italie de Louis Gauffier » ;
- Que la démocratisation de l'accès à la culture constitue une priorité définie par Madame la ministre de la culture ;
- Que le label exposition d'intérêt national, créé en 1999, s'accompagne d'un fonds de soutien au projet ;
- Que l'exposition « Le Voyage en Italie de Louis Gauffier » répond pleinement aux objectifs prioritaires définis par ce dispositif au regard, notamment, de la politique d'action culturelle et scientifique menée en direction des publics ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'approuver le versement d'une subvention de 30 000 € de la part de la DRAC dans le cadre de l'obtention du label exposition d'intérêt national.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 MARS 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 18 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 MARS 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention dans la cadre de l'attribution du label Exposition d'intérêt National
- annexe 1. Budget

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention  
d'occupation temporaire entre Montpellier  
Méditerranée Métropole, l'Etat,  
l'Association Coallia et l'Association  
Dom'Ici - Parcelle cadastrée DO n°39 -  
Rue de la Rauze à MONTPELLIER -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération du 25 janvier 2022 relative à la résorption du bidonville de Celleneuve portant échange foncier pour l'implantation d'un village de transition secteur de la Rauze à Montpellier et détaillant les travaux et le financement de l'opération ;
- VU le protocole d'accord signé entre les sociétés BRL, BRL Espaces Naturels et Montpellier Méditerranée Métropole définissant les conditions de mise à disposition puis de cession des terrains nécessaires à l'installation du village de transition ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire qui définit les modalités de la mise à disposition pour une durée de 18 mois de la parcelle cadastrée Section DO n°39, sise commune de Montpellier, d'une superficie de 5 243 m<sup>2</sup> à l'Etat pour assurer la gestion de l'espace de transition temporaire voué au relogement de populations en difficulté, à l'association Coallia, mandataire de

l'Etat pour assurer les missions d'implantation et de gestion du village de transition, et à Dom'Ici, prestataire de l'association Coallia, pour l'installation, la mise à disposition et la maintenance des modules d'hébergement ;

### CONSIDÉRANT

- Que la nécessité de conclure une convention d'occupation temporaire pour une durée de 18 mois avec l'Etat, l'association Coallia, mandataire de l'Etat et Dom'Ici, afin de fixer les conditions de mise à disposition de la parcelle DO n°39, sise commune de Montpellier, permettant ainsi la résorption du bidonville de Celleneuve par la création d'une structure de transition pour les familles encore éloignées de l'insertion,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire d'une durée de 18 mois pour la mise à disposition de la parcelle cadastrée section DO 39, située rue de la Rauze à Montpellier, d'une superficie de 5 243 m<sup>2</sup> est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'Etat, représenté par Monsieur Hugues MOUTOUH, Préfet de l'Hérault, l'association Coallia, mandataire de l'Etat, identifiée au SIREN sous le numéro 775 680 309 Code NAF 8790B, représentée par Jean-François CARENCO, en qualité de Président, et la SAS DOM'ICI, prestataire de Coallia, identifiée au SIREN sous le numéro 588 911 111, représentée par la SASU EYSTIA, en qualité de Société par actions simplifiée à associé unique, elle-même représentée par Monsieur Nicolas CALBRY.

**ARTICLE 2 :** Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29 MARS 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 29 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un marché  
n°M2C0003EA - Accord-cadre - Mission de  
contrôle technique pour les ouvrages  
hydrauliques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

**Considérant :**

- que la mission de contrôle technique pour des ouvrages hydrauliques est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires (à tour de rôle) pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification du contrat ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique : 60 %
  - ° Prix des prestations : 40 %

- qu'après analyse, les entreprises suivantes présentent les offres économiquement les plus avantageuses :  
1<sup>ère</sup> : SOCOTEC CONSTRUCTION sise 5 PL DES FRÈRES MONTGOLFIER - 78280 GUYANCOURT  
2<sup>ème</sup> : BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise 450, rue Baden Powell - 34000 MONTPELLIER.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer l'accord-cadre n°M2C0003EA - Mission de contrôle technique pour les ouvrages hydrauliques aux entreprises suivantes :

1<sup>ère</sup> : SOCOTEC CONSTRUCTION sise 5 PL DES FRÈRES MONTGOLFIER - 78280 GUYANCOURT.

2<sup>ème</sup> : BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise 450, rue Baden Powell - 34000 MONTPELLIER.

Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire avec un maximum de 150 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 21 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°4949 "Acquisition et mise en fonction  
d'un outil de gestion patrimoniale pour les  
réseaux d'eaux usées" - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2019-563 du 22/07/2019 attribuant le marché n°4949 Acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées à la société ALTEREO

sise 2 avenue Madeleine Bonnaud – Parc d'activités Point Rencontre -13770 VENELLES, marché conclu pour un montant de 149 732.06 € HT et pour une durée de 4 ans.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT); et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

~~- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.~~

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° 4949 Acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées notifié le 31/07/2019, et ayant pour titulaire la société ALTEREO sise 2 avenue Madeleine Bonnaud – Parc d'activités Point Rencontre -13770 VENELLES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**



**Publiée le : 19 AVR. 2022**  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi-Préfecture : 19 AVR. 2022**  
**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
**- Projet avenant transfert - v. 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Marché G0D0065EP de maintenance et**  
**travaux de voirie**  
**Avenants aux lots 1 à 10**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et Espace Public » ;
- VU la décision n°2021-565 autorisant la signature des lots 1 à 10 du marché n°G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie d'une durée d'un an renouvelable 3 fois avec les entreprises suivantes :
  - Lot 1 Pôle Plaine Ouest – EIFFAGE pour un montant annuel compris entre 500 000 et 3 000 000 € HT ;
  - Lot 2 Pôle Piémonts Garrigues – EUROVIA (Ag Juvignac) /RAZEL BEC pour un montant

annuel compris entre 400 000 et 2 000 000 € HT ;

Lot 3 Pôle Vallée du Lez – EUROVIA (Ag Baillargues) pour un montant annuel compris entre 500 000 et 2 200 000 € HT ;

Lot 4 Pôle Cadoule et Bérange - EUROVIA (Ag Baillargues) pour un montant annuel compris entre 500 000 et 2 200 000 € HT ;

Lot 5 Pôle Littoral – RAZEL BEC / EUROVIA (Ag Juvignac) / TP SUD pour un montant annuel compris entre 500 000 et 2 800 000 € HT ;

Lot 6 Pôle Territorial de Montpellier (quartiers Près d'Arènes, Port Marianne, Croix d'Argent) – SPIE BATIGNOLLES MALET pour un montant annuel compris entre 600 000 et 2 400 000 € HT ;

Lot 7 Pôle Territorial Montpellier (quartiers Centre 1, 3 et 4) – RAZEL BEC pour un montant annuel compris entre 700 000 et 2 900 000 € HT ;

Lot 8 Pôle Territorial Montpellier (Quartiers Mosson et Cévennes) – GUINTOLI / LAUTIER MOUSSAC / TPSO / FAURIE / EHTP pour un montant annuel compris entre 600 000 et 2 400 000 € HT.

Lot 9 Pôle Territorial Montpellier (Quartiers Hôpitaux-Facultés et Centre 2) – EIFFAGE pour un montant annuel compris entre 600 000 et 2 400 000 € HT.

Lot 10 Fourniture et mise en œuvre d'asphalte coulé – ASTEN pour un montant annuel compris entre 150 000 et 580 000 € HT.

**Considérant :**

- Que le marché en est à sa première année d'exécution.
- Que pour couvrir les besoins en maintenance et travaux de voirie sur le territoire de la Métropole dès le début de l'année 2022, il convient, d'augmenter les montants maximums annuels des 10 lots de cet accord-cadre, augmentations conformes aux dispositions de l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique, applicable aux présents contrats.
- Que l'augmentation est nécessaire au regard du taux de consommation élevé du marché en raison des demandes politiques à mettre en œuvre sur le territoire métropolitain (pistes cyclables, zone 30 et extinction de l'éclairage public la nuit dans certaines zones de la Métropole).
- Que les lots 6 à 10 sont en groupement de commandes avec la Ville de Montpellier et que l'augmentation ne concerne que les montants maximum métropolitains de ces lots.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature des avenants en augmentation au marché G0D0065EP de maintenance et de travaux de voirie avec les entreprises suivantes :

Lot 1 – EIFFAGE, avenant d'un montant de 448 500 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 3 448 500 € HT ;

Lot 2 – EUROVIA (Ag Juvignac) / RAZEL BEC, avenant d'un montant de 299 000 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 299 000 € HT ;

Lot 3 – EUROVIA (Ag Baillargues), avenant d'un montant de 328 900 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 528 900 € HT ;

Lot 4 – EUROVIA (Ag Baillargues), avenant d'un montant de 328 900 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 528 900 € HT ;

Lot 5 – RAZEL BEC / EUROVIA (Ag Juvignac) / TP SUD, avenant d'un montant de 418 600 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 3 218 600 € HT ;

Lot 6 – SPIE BATIGNOLLES MALET, avenant d'un montant de 358 800 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 758 800 € HT ;

Lot 7 – RAZEL BEC, avenant d'un montant de 433 550 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 3 333 550 € HT ;

Lot 8 – GUINTOLI / LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / EHTP / TPSO, avenant d'un montant de 358 800 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 758 800 € HT.

Lot 9 – EIFFAGE, avenant d'un montant de 358 800 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 758 800 € HT.

Lot 10 – ASTEN, avenant d'un montant de 86 710 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 666 710 € HT.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 31 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location  
entre Montpellier Méditerranée Métropole  
et la société Incare - Locaux 515 rue A.  
Nobel à Montpellier - Loyer**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- VU le contrat de location du 4 octobre 2021 signé par Montpellier Méditerranée Métropole avec la société INCARE, sise 233 route de Montpellier, 34 730 Prades-le-Lez, concernant des locaux situés au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier ;
- VU L'avenant n°1 du 1<sup>er</sup> mars 2022 qui corrige une erreur matérielle concernant la surface louée avec une incidence sur le montant du loyer ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de son installation dans les locaux loués, la société Incare a fait procéder à des travaux d'aménagement à ses frais sous le contrôle de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'à ce titre il convient d'accorder à la société Incare une franchise sur son loyer annuel pour l'année 2022 afin de compenser les frais occasionnés de la société, d'un montant de 5 295,40 euros TTC, pour les travaux lors de son installation ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accorde à la société INCARE, locataire de locaux situés au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier, une franchise sur son loyer annuel pour l'année 2022.

**ARTICLE 2 :** La franchise s'élève à un montant de 5 295,40 euros TTC.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n° M9B0074EA "Schéma directeur de  
desserte en eau brute - lot 2 Etude  
technico-économique de scénarii de  
desserte" - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2019-983 du 10/10/2019 attribuant le marché n°M9B0074EA Schéma directeur de desserte en eau brute lot 2 Etude technico-économique de scénarii de desserte au

groupement ENTECH/CCE&C dont le mandataire est l'entreprise ENTECH BP 118 – 34140 MEZE pour un montant de 39 580 € HT et pour une durée de 12 mois ;

**CONSIDERANT :**

- Que le renouvellement des assemblées municipales et communautaires a impacté le déroulement de l'étude ;
- Que la crise du COVID a également eu des incidences sur le délai de réalisation.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9B0074EA Schéma directeur de desserte en eau brute lot 2 Etude technico-économique de scénarii de desserte au groupement ENTECH/CCE&C dont le mandataire est l'entreprise ENTECH BP 118 – 34140 MEZE, avenant sans incidence financière.

**ARTICLE 2 :** De prolonger le délai d'exécution du marché jusqu'au 02/11/2022.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



21 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

21 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0022EA "Suivi du récepteur Lez et  
Mer de la station d'épuration MAERA" -  
lot 1 Suivi Mer - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2019-1049 du 18/11/2019 attribuant le marché n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA lot 1 Suivi Mer à la société CREOCEAN sise Agence Occitanie – Immeuble Les Belvédères – Bât B – 128 avenue de Fes – 34080 MONTPELLIER, marché conclu pour une partie selon le DPGF pour un montant de 275 488 € HT

ainsi qu'une partie à bon de commande sans minimum ni maximum. Le marché est conclu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA lot 1 Suivi Mer à la société CREOCEAN sise Agence Occitanie – Immeuble Les Belvédères – Bât B – 128 avenue de Fes – 34080 MONTPELLIER. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et  
Mer de la station d'épuration MAERA lot  
2 Suivi du Lez - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2019-1049 du 18/11/2019 attribuant le marché n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA lot 2 Suivi du Lez à la société AQUASCOP sise 1520 route de Cécélès – Domaine de Cécélès – 34270 SAINT MATHIEU DE TREVIERS, marché conclu pour une partie selon le DPGF pour un montant annuel de 20 085.50 € HT ainsi

qu'une partie à bon de commande sans minimum ni maximum. Le marché est conclu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

#### **CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

#### **DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA lot 2 Suivi du Lez à la société AQUASCOP sise 1520 route de Cécélès – Domaine de Cécélès – 34270 SAINT MATHIEU DE TREVIERS. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un bail précaire de  
location entre Montpellier Méditerranée  
Métropole et la société Planet Outillage -  
Local bâtiment E Les Galines, ZAC le  
Fenouillet à Pérols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT**

- que Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé l'acquisition de bâtiments à usage commerciaux situés à Pérols (34 470), les Galines ZAC Le Fenouillet ;
- qu'en tant que propriétaire, la Métropole a repris en gestion un bail en cours conclu entre l'ancien propriétaire et la société Planet Outillage concernant des locaux identifiés Lot 2 dans la ZAC Le

Fenouillet. Le contrat arrivant à son terme, la société Planet Outillage a sollicité la Métropole afin de conclure un bail précaire pour prolonger de 3 mois son occupation du Lot 2.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec la société Planet Outillage, sise bâtiment E, lot 2 Les Galines, ZAC Le Fenouillet à 34 470 Pérols.

**ARTICLE 2** : Le bail précaire porte sur un local situé au rez-de-chaussée du Bâtiment E portant le numéro de lot 2 dans une construction entièrement, situé Les Galines, ZAC Le Fenouillet, 34 470 Pérols.

**ARTICLE 3** : Le bail précaire est consentie pour une durée de 3 mois à compter de sa signature, reconductible deux fois pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Le bail précaire est consentie moyennant un loyer mensuelle de 2 265,59 € HT, soit 2 718,71 € TTC (TVA 20%) et hors charges.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le bail précaire visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition à Territoire  
34 de la parcelle cadastrée BA 297 (lot  
M1b) de la ZAC du Collège-Ecoparc  
départemental à Fabrègues pour la  
construction d'un équipement d'accueil des  
services métropolitains**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'est vu transférer par les Communes de son territoire, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la compétence voirie, et que pour l'exercice de cette compétence, la Métropole a besoin d'aménager des Centres Techniques Métropolitains au plus près des usagers,

-VU le courrier en date du 31 janvier 2022 par lequel Territoire 34 informe Montpellier Méditerranée Métropole de son accord pour la cession de la parcelle cadastrée BA 297 située lieudit Jasse de Guettry à Fabrègues, représentant le lot M1b de la ZAC du Collège-Ecoparc départemental, d'une contenance cadastrale de 9992 m<sup>2</sup> permettant de construire environ 4996 m<sup>2</sup> de surface de plancher, au prix de 699 440 € HT, soit 70 €/m<sup>2</sup>,

- VU l'estimation du Pôle d'évaluation domaniale en date du 8 mars 2022,

**CONSIDERANT** que la Métropole constate un besoin de réorganisation de la réimplantation de certaines de ses équipes oeuvrant territorialement sur les Communes de Pignan, Courmonterral, Courmonsec, Saussan, Saint-Jean-de-Védas, Laverune et Fabrègues ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Territoire 34 la parcelle cadastrée BA 297 située lieudit Jasse de Guettry à Fabrègues, représentant le lot M1b de la ZAC du Collège-Ecoparc départemental, d'une contenance cadastrale de 9992 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : L'acquisition aura lieu au prix de 699 440 € HT (six cent quatre vingt dix neuf mille quatre cent quarante euros), soit 70 € par m<sup>2</sup>, majoré des frais d'actes notariés à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'acquisition du bien visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTIGNON



Publiée le : 20 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
QUALIPLANTE au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au code général des collectivités territoriales et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 25 septembre 2014 passée entre la Métropole et la société QUALIPLANTE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 15 octobre 2021,

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 mars 2022,

- **CONSIDERANT** que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de partenariat commerciale et R&D avec une grande entreprise pour la distribution de ses produits au niveau mondial, et que son projet de construction de ses futurs locaux ne sera terminé qu'en début d'année 2023, l'entreprise a besoin d'un délai supplémentaire de douze mois pour finaliser son projet de construction,

### DECIDE

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de douze mois supplémentaires à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n°2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

**ARTICLE 3:** La société QUALIPLANTE étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface totale de 54,60 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 717,99 euros conformément à la délibération précitée.

**ARTICLE 4:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2D0036RI**  
**"mise en œuvre d'un jumeau numérique**  
**dans le cadre de la convention UGAP 2022-**  
**2025" - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de poursuivre la mise en œuvre du jumeau numérique entamée en 2021 ;

- que ce marché est passé en recourant à la convention UGAP 2022-2025 délibérée le 25/01/2022 (délibération n°M2022-41) ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De signer les devis UGAP concernant la mise en œuvre du Jumeau Numérique pour un montant de 434 514, 53 € TTC.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 29 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête**  
**n°2201160-3 - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2201160-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 mars 2022 par Madame Karine ESCAFFIT contre la décision implicite de rejet d'une demande de réintégration en date du 4 novembre 2021 notifiée le 8 novembre 2021 et restée sans réponse ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201160-3 par Madame Karine ESCAFITT ;

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « MB Avocats » ;

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 MARS 2022  
Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une mise à disposition  
de locaux à l'association En traits libres du  
21 mars au 30 juin 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT**

- Que l'association En traits libres a sollicité la mise à disposition d'un local pour y entreposer temporairement les œuvres de l'artiste Tanx, dans le cadre de l'exposition présentée durant la Comédie du Livre ;
- Qu'un atelier situé au 15 rue des Amandiers à Montpellier correspond à leurs besoins.

**DECIDE**

- **ARTICLE 1** : une convention autorisant l'occupation temporaire du domaine public est conclue avec l'association En traits libres, domiciliée 2 rue du bayle à Montpellier.

- **ARTICLE 2** : cette convention concerne l'atelier situé au 15 rue des amandiers à Montpellier, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

- **ARTICLE 3** : cette convention est conclue du 21 mars au 30 juin 2022.

- **ARTICLE 4** : compte tenu de l'intérêt général associé à cette exposition, la mise à disposition est consentie à titre gracieux et sera valorisée à hauteur de 1 500 € ; cette somme relevant d'une contribution volontaire de la Collectivité au bénéfice de l'association susmentionnée, elle est assimilable à une subvention et sera donc intégrée, conformément à l'article L 2313-1 du Code général des collectivités territoriales dans la liste des concours attribués par la Métropole sous forme de prestations en nature ou de subventions, figurant en annexe des documents budgétaires.

- **ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

- **ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29/3/22  
Monsieur le Vice-Président  
Eric PENSO

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec la Ville de Montpellier et  
les acteurs du BTP pour la mise en art des  
chantiers dans l'espace public**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, vice Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT**

- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole soutiennent et valorisent la création artistique contemporaine ;
- que dans le cadre de leur politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme, elles collaborent dans le secteur du Bâtiment et Travaux publics (BTP) avec des aménageurs, promoteurs et entreprises de travaux publics ;
- que, dans ce cadre, divers espaces ont été identifiés, pouvant accueillir des interventions artistiques ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, les acteurs du BTP et Montpellier Méditerranée Métropole, convention qui prévoit la mise à disposition des aménageurs d'un fichier d'artistes préalablement sélectionnés par le biais d'un appel à projets ;

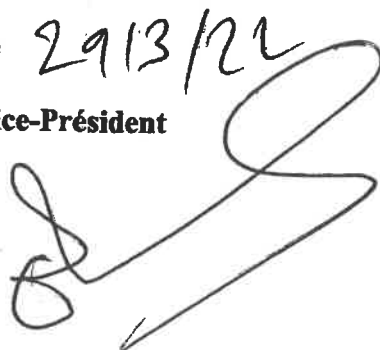
**ARTICLE 2** : de dire que les honoraires de réalisation artistique ainsi que les conditions de cession des droits d'exploitation et de représentation des œuvres seront à la seule charge des aménageurs, promoteurs et entreprises concernés ;

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.



**Eric PENSO**

29/3/22  


Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant au marché**  
**n° M9C0018EA Maitrise d'œuvre pour la**  
**construction d'un nouveau poste de**  
**refoulement des eaux usées du Mas d'Artis**  
**- Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2020-1145 du 15/01/2021 attribuant le marché n°M9C0018EA Maitrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau poste de refoulement des eaux usées du Mas d'Artis au groupement ARTELIA/RAMPON/INFRAMED dont le mandataire est la société ARTELIA sise 18 rue Elie Pelas – Le Condorcet – CS 80132 – 13322 MARSEILLE CEDEX 16, marché conclu pour un montant de 187 740€ HT et pour une durée estimative de 4 ans ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9C0018EA Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau poste de refoulement des eaux usées du Mas d'Artis ayant pour titulaire le groupement ARTELIA/RAMPON/INFRAMED dont le mandataire est la société ARTELIA sise 18 rue Elie Pelas – Le Condorcet – CS 80132 – 13322 MARSEILLE CEDEX 16. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07.03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle AM 334 - Chemin des Courèches -  
Commune de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des époux Mampel sur la cession de la parcelle AM 334 d'une superficie de 118 m² permettant de régulariser une emprise déjà aménagée en voirie, chemin des Courèches à Fabrègues,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AM 334 d'une superficie de 118 m<sup>2</sup> située Chemin des Courèches sur la commune de Fabrègues, compte tenu de son intérêt public, et permettre ainsi le transfert de cette parcelle dans le domaine public de la Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux Mampel la parcelle cadastrée AM 334, d'une superficie de 118 m<sup>2</sup>, située chemin des Courèches sur la commune de Fabrègues en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4.04.2022  
Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

- 6 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

- 6 AVR. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché concernant  
une mission d'études de mobilité pour la  
faisabilité d'implantation d'une halle des  
sports à Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU l'article L. 300-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n° 9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU la décision n° MD2019-332 en date du 6 mai 2019 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, dont l'enveloppe estimative des dépenses s'élève à 105 000 € H.T., pour une durée de 15 mois à compter de sa notification, la rémunération du mandataire s'élevant au prix global et forfaitaire de 55 000 € H.T. ;

- VU la décision n° MD2020-828 en date du 26 octobre 2020 autorisant la signature d'un avenant n° 1 au mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, portant la durée totale du mandat à 36 mois ;

- VU le mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball en date du 17 juin 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, ainsi que son avenant n° 1 en date du 9 novembre 2020 ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission d'études de mobilité, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché ordinaire avec une tranche ferme et une tranche optionnelle, pour une durée de 36 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- le prix des prestations, au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire (40%) ;
- la valeur technique, au regard du mémoire technique (60%) ;

- qu'après analyse, la société CDVIA, sise au 2, rue Suchet, à MAISONS-ALFORT (94700), présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché relatif à une mission d'études de mobilité, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, à la société CDVIA, pour des prestations faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire pour un montant de 26 850 € H.T. pour la tranche ferme, et 3 100 € H.T. pour la tranche optionnelle.

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 36 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 8/04/2022

Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent**  
**n°M2D0015EP - Aménagement des abords**  
**du groupe scolaire à Castelnau-le-Lez -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

**CONSIDERANT :**

- que l'aménagement des abords du groupe scolaire à Castelnau-le-Lez est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 % ;
  - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise RAZEL-BEC – CS 20030 – 34 433 SAINT JEAN DE VEDAS présente l'offre la plus économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n°M2D0015EP - Aménagement des abords du groupe scolaire à Castelnau-le-Lez à l'entreprise RAZEL-BEC pour un montant estimatif de 292 677,90 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 17 semaines. La période de préparation de 5 semaines n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 31 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> -  
impasse Lecache - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le souhait des copropriétaires d'installer un portail à l'entrée de la résidence La Guirlande intégrant ainsi une emprise de 41 m<sup>2</sup> non cadastrée située impasse Lecache sur la commune de Montpellier ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise de 41 m<sup>2</sup>, avant de pouvoir la céder aux copropriétaires ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public, et qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce délaissé, sachant que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> située impasse Lecache sur la commune de Montpellier, qui n'est pas affectée à l'usage du public.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de cette emprise de 41 m<sup>2</sup> et l'intègre à son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de ce délaissé, qui est désaffecté et déclassé.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4-04-2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> -  
impasse Lecache - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le souhait des copropriétaires d'installer un portail à l'entrée de la résidence La Guirlande intégrant ainsi une emprise de 41 m<sup>2</sup> non cadastrée située impasse Lecache sur la commune de Montpellier ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise de 41 m<sup>2</sup>, avant de pouvoir la céder aux copropriétaires ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public, et qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce délaissé, sachant que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> située impasse Lecache sur la commune de Montpellier, qui n'est pas affectée à l'usage du public.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de cette emprise de 41 m<sup>2</sup> et l'intègre à son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de ce délaissé, qui est désaffecté et déclassé.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 4 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

- 6 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 AVR. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds  
de commerce - Institut de beauté - Parcelle  
KS 1 lots 177 et 178 - rue de Las Sorbes &  
avenue de Lodève - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- **VU** la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier prévoyant l'élargissement de la rue de Las Sorbes et applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- **VU** l'avis du pôle d'évaluations domaniales en date du 1<sup>er</sup> septembre 2021, estimant le bien en nature d'Institut de beauté « Chez Martine » ;
- **CONSIDERANT** l'accord de Madame Martine CANDELA, en date du 23 février 2022, pour céder son bail commercial sur les lots 177 et 178 de la parcelle KS1 à Montpellier, au prix de 29 000 € (vingt-neuf mille euros) pour tout prix sans autre indemnité, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Madame Martine CANDELA portant sur les lots 177 et 178 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du PLU.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 29 000 € (vingt-neuf mille euros), montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 4-4-2022

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le : - 6 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : - 6 AVR. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avis SF 01 sept 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de deux  
garages - Parcelle KS 1 lots 177 et 178 -  
Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier portant l'élargissement de la rue de Las Sorbes applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 26 juillet 2021, estimant le bien à 15 000 € (quinze mille euros) par garage, soit 30 000 € (trente mille euros) pour deux garages ;

- **CONSIDERANT** l'accord du propriétaire, Monsieur Yves LACRUZ, en date du 17 mars 2022, sur les modalités de la transaction ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition des lots 177 et 178 de la parcelle KS1 située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en nature de garages, propriétés de Monsieur Yves LACRUZ, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 30 000 € (trente mille euros), montant conforme avec l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4.4.2022  
Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

- 6 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

- 6 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis SF 26 juillet 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds  
de commerce - Restauration rapide -  
Parcelle KS 1 lot 190 - Rue de Las Sorbes  
& avenue de Lodève - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier prévoyant l'élargissement de la rue de Las Sorbes et applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;

- VU l'avis du pôle d'évaluations domaniales en date du 1<sup>er</sup> juin 2021, estimant le bien en nature de restauration rapide « Sucré Salé 34 » ;
- **CONSIDERANT** l'accord de Monsieur Jamal OUADGHIRI, en date du 11 février 2022, pour céder son bail commercial sur le lot 190 de la parcelle KS1 à Montpellier, au prix de 12 000 € (douze mille euros) pour tout prix sans autre indemnité, montant conforme à l'estimation des services fiscaux ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Monsieur Jamal OUADGHIRI portant sur le lot 190 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du PLU.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 12 000 € (douze mille euros), montant conforme à l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4/04/2022  
Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le :** - 6 AVR. 2022  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture :**  
**Réception en Préfecture :** - 6 AVR. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- Avis SF du 1er juin 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AK 209 - rue des Tulipes -**  
**Commune de Saint Jean de Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord du groupe GGL Aménagement sur la cession de la parcelle AK 209 d'une superficie de 69 m<sup>2</sup> permettant de régulariser la propriété d'une emprise foncière déjà aménagée en voirie, rue des Tulipes sur la commune de Saint Jean de Védas,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AK 209 de 69 m<sup>2</sup> située rue des Tulipes sur la commune de Saint Jean de Védas, compte tenu de son intérêt public,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du groupe GGL Aménagement la parcelle cadastrée AK 209, d'une superficie de 69 m<sup>2</sup>, située rue des Tulipes sur la commune de Saint Jean de Védas en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ pour tout prix, avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

**4 AVR. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**

**- 6 AVR. 2022**

**Publiée le :**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire - 6 AVR. 2022**

**Envoi Préfecture :**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'association Images en  
Bibliothèques pour l'année 2022 -  
Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;
- VU la délibération n°M2021-178 du 29 mars 2021 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Images en Bibliothèques pour la durée du mandat ;
- **CONSIDERANT :**
- Qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques au titre de l'année 2022 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques pour un montant de 110 euros TTC ;

**ARTICLE 2 :** de dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer le bulletin d'adhésion afférent ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/4/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



- 8 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

- 8 AVR. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ADH2022-bulletin\_FORM-Médiathèque Montpellier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la résiliation du marché  
n° 02/CR/19 de conception-réalisation  
relatif aux équipements de téléski nautique  
du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la décision n° 2020-277 en date du 11 mars 2020 attribuant le marché de conception-réalisation n° 02/CR/19 relatif aux équipements de téléski nautique du parc Gérard-Bruyère à l'entreprise RIXEN CABLEWAY GMBH, pour un montant total (offre variante) de 942 700,00 € H.T. (tranche ferme : 849 600,00 € H.T., tranche optionnelle 1 : 85 000,00 € H.T., tranche optionnelle 2 : 8 100,00 € H.T.), à compter de sa notification, pour une durée de vingt-sept mois,

**CONSIDÉRANT :**

- Qu'en raison de contraintes financières apparues en cours de réalisation des infrastructures du Parc Gérard-Bruyère, le maître d'ouvrage a dû revoir les modalités de gestion et de financement de l'opération,
- Qu'il en résulte que le portage financier de l'ouvrage de téléski nautique ne sera pas supporté par Montpellier Méditerranée Métropole mais par le futur exploitant de l'équipement,
- Que par conséquent, Montpellier Méditerranée Métropole décide de résilier le marché de conception-réalisation n° 02/CR/19 relatif aux équipements de téléski nautique du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues pour motif d'intérêt général, en application de l'article 46.4 du C.C.A.G.-Travaux,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la résiliation du marché de conception-réalisation n° 02/CR/19 relatif aux équipements de téléski nautique du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la résiliation du marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 11 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession du domaine  
privé ' Ville de Montpellier ' au domaine  
public ' Montpellier Méditerranée  
Métropole ' - Parcelle LR 344 - Avenue de  
Louisville à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-5 du Code Général des collectivités territoriales relatif aux compétences des métropoles ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert de biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n° V2022-016 en date du 1<sup>er</sup> février 2022 ;

- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 17 décembre 2021, estimant le bien en nature de trottoir, à l'euro symbolique compte-tenu du transfert de charge ;
- **CONSIDERANT** que la parcelle nouvellement cadastrée LR 344 pour 154 m<sup>2</sup> est cédée au titre de la compétence « voirie » et affectée aux modes doux de déplacement ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de réaffecter cette emprise au domaine public viaire, afin de permettre un cheminement public ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du domaine privé « Ville de Montpellier » au domaine public « Montpellier Méditerranée Métropole » de la parcelle nouvellement cadastrée LR 344 (135 m<sup>2</sup>), avenue de Louisville à Montpellier, en nature de trottoir.

**ARTICLE 2 :** Cette transaction aura lieu à l'euro symbolique, sans versement, conformément à l'estimation des services fiscaux. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 4 AVR. 2022

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

- 6 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

- 6 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Estim SF 2021 34172 92058 29 déc 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la réitération de la  
garantie d'emprunt accordée à  
l'association l'Horizon Arche de Jean  
Vanier en Languedoc pour la construction  
de deux foyers de vie pour personnes  
adultes handicapées - site de l'Imprimerie  
de la Charité, 7 avenue de Castelnau à  
Montpellier - Convention - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU la délibération n°11230 du conseil du 30 octobre 2012, relative à la garantie d'emprunt attribuée à l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc;
- VU la proposition de rachat du prêt PLS n°070663C par le Crédit Coopératif au profit l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc, annexée à la présente décision ;

**CONSIDERANT :**

- que par délibération n°11230 du 5 novembre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a accordé sa garantie à hauteur de 25 % d'un prêt d'un montant total de 2 200 000 € souscrit par l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc auprès du Crédit Coopératif pour financer la construction de deux foyers de vie pour personnes adultes handicapées, d'une capacité de 9 places chacun, dans un bâtiment existant, situé site de l'Imprimerie de la Charité, 7 avenue de Castelnau à Montpellier. Le projet conçu par Christiane BERTRAND, architecte Montpelliéraine, comprend 18 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).
- que l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc, ci-dessous nommé « l'Emprunteur » sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle réitère sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement du prêt réaménagé, dans un objectif d'optimisation financière, d'un montant total de 1 667 496,15 € souscrit auprès du Crédit Coopératif, pour financer cette opération selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans la proposition de rachat du prêt PLS n°070 663C joint en annexe et rappelées ci-dessous :

Objet :	Rachat prêt PLS n°070.663C
Nature du financement :	Prêt MLT
Montant financé :	1 667 496 €
Durée (en mois) :	219
Nature du taux :	fixe
Taux d'intérêt :	1,36%
Période de remboursement :	Trimestrielle
Type d'amortissement :	Amortissement linéaire à échéance dégressives
Frais de dossier et de commissions :	2 000 €
Indemnité de remboursement anticipé :	48 567,85 €

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 25 % pour le remboursement du prêt réaménagé d'un montant total de 1 667 496,15 € souscrit par l'Emprunteur auprès du Crédit Coopératif, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la proposition de rachat du prêt PLS n°070 663C.



Ladite proposition de rachat du prêt PLS n°070 663C est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc et le Crédit Coopératif et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 21 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- proposition de rachat de prêt n°070663C
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux travaux dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la rénovation  
énergétique-Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole.

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021.
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 7 juin 2021).

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 2600 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- détail des demandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une**  
**ligne de trésorerie 2022 - La Banque**  
**Postale - Financement à court terme**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de son article 3.1 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégué aux Finances ;
- VU les tableaux d'analyse des offres ;
- VU la proposition financière ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes, une à hauteur de 20 millions d'euros et la seconde à hauteur de 10 millions d'euros, qui répondent le mieux à la demande exprimée,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec La Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06.

**ARTICLE 2 :** L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 20.000.000 euros (vingt millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	LA BANQUE POSTALE
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	20 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	Taux fixe de 0,16%
Base de calcul	30 / 360
Modalités de paiement des intérêts	Paieement trimestriel
Commission d'engagement	0.05% du montant soit 10 000 euros payable à la prise d'effet du contrat
Commission de non utilisation dégressive	0.00% si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est inférieur ou égal à 50.00% - 0.05% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 50.00% et inférieur à 65.00% - 0.10% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 65.00% et inférieur à 100.00%

**ARTICLE 5 :** Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



8 AVR. 2022

Montpellier, le  
Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 12 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 12 AVR. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- PROPOSITION FINANCIERE - BON POUR ACCORD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances  
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une  
ligne de trésorerie 2022 - ARKEA -  
Financement à court terme**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de son article 3.1 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégué aux Finances ;
- VU les tableaux d'analyse des offres,
- VU la proposition financière,

**CONSIDERANT :**

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes, une à hauteur de 20 millions d'euros et la seconde à hauteur de 10 millions d'euros, qui répondent le mieux à la demande exprimée,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, dont le Siège Social est sis au RELECQ-KERHUON (FINISTERE) – Allée Louis LICHOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le n° B 378.398.911.

**ARTICLE 2 :** L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	ARKEA
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	TI3M flooré à zéro + marge de 0.30 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de paiement des intérêts	Paiement trimestriel.
Commission d'engagement	0.07% du montant soit 7 000 EUR
Commission de non utilisation	Néant

**ARTICLE 5 :** Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 8 AVR. 2022  
Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 12 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

12 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROPOSITION FINANCIERE - BON POUR ACCORD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant au marché**  
**n° M9A3307EA Marché de contrôle**  
**technique relatif au raccordement des eaux**  
**usées de la ZAC Cambacérès -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le courrier n°20-0071 du 23/01/2020 attribuant le marché n°M9A3307EA Marché de contrôle technique relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est à la société BUREAU ALPES CONTROLES sise 2929 avenue Etienne Mehul – 34070 MONTPELLIER, marché conclu pour un montant de 5 783 € HT et pour une durée estimative de

28 mois et dans tous les cas jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9A3307EA Marché de contrôle technique relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est notifié le 25/01/2020, et ayant pour titulaire la société BUREAU ALPES CONTROLES sise 2929 avenue Etienne Meul - 34070 MONTPELLIER. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture ; 19 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle HX 584 - Rue Edouard VII -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de SNC Vinci Immobilier - Résidences Services, pour céder à l'euro symbolique la parcelle HX 584 d'une emprise de 157 m<sup>2</sup>, située rue Edouard VII sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle permettant d'améliorer l'espace public par la sécurisation des déplacements doux rue Edouard VII à Montpellier ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de SNC Vinci Immobilier - Résidences Services, ou toute société se substituant, la parcelle cadastrée HX 584 d'une emprise de 157 m<sup>2</sup>, permettant la sécurisation des déplacements doux rue Edouard VII sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 AVR. 2022

\_\_\_\_\_ Dame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 20 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant au marché  
n° M0B0054EA Maîtrise d'œuvre pour la  
construction de la station de traitement des  
eaux usées de la commune de Montaud -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision MD2020-1183 du 05/01/2021 attribuant le marché n°M0B0054EA Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud au groupement BUREAU D'ETUDES EYSSERIC ENVIRONNEMENT/ELEV ARCHITECTURE dont le mandataire est la société BUREAU D'ETUDES EYSSERIC ENVIRONNEMENT, sise 51 Traverse du Moulin à Vent – 13015 MARSEILLE, marché conclu pour un montant de 70 691 € HT

et pour une durée estimative de 48 mois et dans tous les cas jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0B0054EA Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud notifié le 24/02/2021, et ayant pour titulaire le groupement BUREAU D'ETUDES EYSSERIC ENVIRONNEMENT/ELEV ARCHITECTURE dont le mandataire est la société BUREAU D'ETUDES EYSSERIC ENVIRONNEMENT sise 51 Traverse du Moulin à Vent – 13015 MARSEILLE. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un  
contrat de location entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et Monsieur et  
Madame Blum - Appartement au 84 rue  
Galata à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,
- **CONSIDERANT** que la Montpellier Méditerranée Métropole titularise au 1<sup>er</sup> avril 2022 Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN en qualité de Directrice Générale Déléguée au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'au regard des fonctions exercées par Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN et par nécessité absolue de service, il est nécessaire que la Métropole prenne à bail pour son logement un appartement à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2022 ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location pour un appartement situé au 84 rue de Galata, résidence l'Amiral, bâtiment A, n°A42 avec les propriétaires, Madame Chantal Blum et Monsieur Michel Blum.

**ARTICLE 2** : L'appartement a une surface habitable de 72m<sup>2</sup>, avec terrasse et garage, l'ensemble formant un seul lot.

**ARTICLE 3** : Le bail est accepté et consenti pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, renouvelable une fois par reconduction expresse pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Le présent contrat de location est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel payable d'avance de 1120 euros TTC hors charge. En sus de ce loyer initial, il y a 160 euros d'avances sur charges pour l'appartement et le garage. S'ajoute à la location la somme de 100 euros TTC hors charge pour la mise à disposition d'un garage. Le total du loyer mensuel sera de 1 380 euros TTC. Le montant du loyer ne tient pas compte des abonnements individuels (eau, gaz, électricité...)

**ARTICLE 5** : Le montant du dépôt de garantie s'élève à 1 120 euros.

**ARTICLE 6** : Les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le

7 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

12 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
convention entre Montpellier Méditerranée  
Métropole et ATMO Occitanie pour  
autoriser l'occupation d'une emprise de  
voirie pour l'implantation d'une station de  
mesure de la qualité de l'air (rue de  
Gignac)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Isabelle TOUZARD dans les domaines de « la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Energie, Agroécologie et alimentaire » ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'ATMO Occitanie, Association Agrée de Surveillance de la Qualité de l'Air a l'obligation de déplacer deux stations de mesure de la qualité de l'air (Pompignane et Saint-Denis) en raison de modifications de l'environnement direct des deux stations ;

- qu'à la suite d'une analyse comparative entre trois sites potentiels le long de l'Avenue de la Liberté avec les services voiries et qualité de l'air de la Métropole, l'emplacement rue de Gignac fut sélectionné pour l'une des deux stations à déplacer ;
- que les mesures de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et de particules fines (PM<sub>2,5</sub> et PM<sub>10</sub>) réalisées par cette station contribueront à améliorer la surveillance globale de la qualité de l'air du territoire ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole identifie l'enjeu de surveillance de la qualité de l'air comme étant une priorité ;
- que pour autoriser et cadrer l'occupation de l'emprise de voirie pour l'implantation d'une station de mesure de la qualité de l'air, une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie est à signer ;
- que la convention jointe à cette décision n'implique aucun coût financier pour aucune des deux parties.

### DÉCIDE

**ARTICLE 1 :** D'approuver l'installation de la station de mesure de la qualité de l'air rue de Gignac, une convention d'occupation du domaine public étant conclue en ce sens.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cet affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à  
l'acquisition foncière de 106 m<sup>2</sup> du bien  
immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry  
à MONTPELLIER appartenant au  
syndicat des copropriétaires de la  
Résidence le Condorcet dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;
- VU la décision MD2022-328 relative à l'acquisition foncière de 106 m² du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway.

#### CONSIDERANT

- que 106 m² du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 504, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de la mauvaise attribution de son signataire.

#### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 106 m² du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 504, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 174 € (HUIT MILLE CENT SOIXANTE QUATORZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du syndicat des copropriétaires de la résidence le Condorcet et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.



**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'association ATMO Occitanie**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;
- VU l'adhésion, par délibération n° M2020-25 du 10 février 2020, à ATMO Occitanie ;

**CONSIDERANT**

- Que l'Association Agrée de Surveillance de la Qualité de l'Air, ATMO Occitanie réalise une mission d'intérêt général qui est de surveiller la qualité de l'air et de contribuer à son amélioration sur le territoire de la Métropole
- Qu'une convention pluriannuelle d'objectifs a été signée en 2020 entre ATMO Occitanie et la Métropole pour la période 2020-2022 où la Métropole s'engage à payer une cotisation annuelle de 1 500 € fixée par l'annexe 2 de la convention

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : De renouveler en 2022 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à ATM Occitanie.

**ARTICLE 2** : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**- 8 AVR. 2022**

**Montpellier, le**

**Monsieur le Premier Vice-Président**

**Renaud CALVAT**

**Publiée le : 12 AVR. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 12 AVR. 2022**

**Réception en Préfecture :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à  
l'acquisition foncière du lot privatif n°802  
au sein de la copropriété les collines  
d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou à  
Montpellier, appartenant à Monsieur  
VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;
- VU la décision MD2022-327 relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°802 au sein de la copropriété « les collines d'Estanove » située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier appartenant à Monsieur VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de tramway.

#### CONSIDERANT

- que le lot privatif n°802 au sein de la copropriété « les collines d'Estanove » situé 2 rue de l'Escoutadou à MONTPELLIER, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 244, 245, 505 et IK n°271, 273, 274 appartenant à Monsieur Jean-Michel VEDRINE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de la mauvaise attribution de son signataire.

#### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°802 au sein de la copropriété « les collines d'estanove » située 2 rue de l'Escoutadou à MONTPELLIER, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 244, 245, 505 et IK n°271, 273, 274 appartenant à Monsieur Jean-Michel VEDRINE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Jean-Michel VEDRINE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de  
102 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 50 route de  
Laverune à MONTPELLIER, cadastré  
section IV n° 164, appartenant à Mme  
ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de  
la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I., avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;
- VU la décision MD2022-329 relative à l'acquisition foncière de 102 m² du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway.

### **CONSIDERANT**

- que 102 m² du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme Malika ARRAQI est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IV n° 164 ;
- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de la mauvaise attribution de son signataire.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 102 m² du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme Malika ARRAQI.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 83 330 € (QUATRE VINGT TROIS MILLE TROIS CENT TRENTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Malika ARRAQI et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.



**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Malika ARRAQI

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 104 m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis 226 rue Adrienne  
Boland à Montpellier, appartenant à Mme  
Monique VABRE dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 104 m² du bien immobilier sis 226 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 31, appartenant à Madame Monique VABRE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section PH n° 31.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 104 m² du bien immobilier sis 226 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 31, appartenant à Madame Monique VABRE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 54 925 € (CINQUANTE QUATRE MILLE NEUF CENT VINGT CINQ EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Monique VABRE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Monique VABRE.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE •

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 69m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 176 rue Amy Mollisson  
à Montpellier, appartenant à Monsieur et  
Madame GODARD, dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 69 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 176 rue Amy Mollisson à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 148, appartenant à Monsieur et Madame GODARD, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section PH n°148

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 69 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 176 rue Amy Mollisson à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 148, appartenant à Monsieur et Madame GODARD.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 70 352 € (SOIXANTE DIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame GODARD et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame GODARD.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une  
emprise de 81m<sup>2</sup> de bien immobilier sis 282  
rue Adrienne Boland à Montpellier,  
appartenant à Monsieur et Madame  
LOPPIN, dans le cadre de la réalisation de  
la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;



- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 81 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 282 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 33, appartenant à Monsieur et Madame LOPPIN, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section PH33.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 81 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 282 rue Adrienne Boland à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 33, appartenant à Monsieur et Madame LOPPIN.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 35 304 € (TRENTE CINQ MILLE TROIS CENT QUATRE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame LOPPIN et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame LOPPIN.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une  
emprise de 113m<sup>2</sup> de bien immobilier sis  
"La Fermaude", 3 impasse George Sand, à  
Saint-Jean-De-Vedas appartenant à  
Monisuer Thierry BRUEL dans le cadre de  
la réalisation de la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### **CONSIDERANT**

- que 113 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis "La Fermaude", 3 impasse George Sand, à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 305, appartenant à Monsieur Thierry BRUEL est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW 305.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 113 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis "La Fermaude", 3 impasse George Sand, à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 305, appartenant à Monsieur Thierry BRUEL.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 23 880 € (VINGT TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Thierry BRUEL et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Thierry BRUEL.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 85m<sup>2</sup> de  
ben immobilier sis 2795A boulevard Paul  
Valéry à Montpellier, appartenant à  
Madame Danielle CARRERE DIT  
LABORDE épouse MASSE, dans le cadre  
de la réalisation de la 5ème ligne de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### CONSIDERANT

- que de 85 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2795A boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL 212, appartenant à Madame Danielle CARRERE DIT LABORDE épouse MASSE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL 212.

#### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert de 85 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2795A boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL 212, appartenant à Madame Danielle CARRERE DIT LABORDE épouse MASSE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 46 213 € (QUARANTE SIX MILLE DEUX CENT TREIZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Danielle CARRERE DIT LABORDE épouse MASSE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Danielle CARRERE DIT LABORDE épouse MASSE.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 1428 m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis lieu-dit Girac à  
CLAPIERS, appartenant à Mme Béatrice  
BESSEDE épouse PIANA, dans le cadre de  
la réalisation de la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### **CONSIDERANT**

- que 1 428 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, cadastré section BV n° 7, appartenant à Mme Béatrice BESSEDE épouse PIANA, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BV n° 7.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 1 428 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, cadastrée section BV n° 7 appartenant à Mme Béatrice BESSEDE épouse PIANA.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 5 160 € (CINQ MILLE CENT SOIXANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Béatrice BESSEDE épouse PIANA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Béatrice BESSEDE épouse PIANA.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n° M9A3309EA " sécurité et de protection  
de la santé catégorie II (CSPS) relatif au  
raccordement des eaux usées de la ZAC  
Cambacérès sur l'intercepteur Est " -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le courrier n°20-0072 du 23/01/2020 attribuant le marché n°M9A3309EA Marché de sécurité et de protection de la santé catégorie II (CSPS) relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est à la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise Immeuble l'Optimum – ZAC Blaise Pascal – 450 rue Baden Powell – 34000 MONTPELLIER,

marché conclu pour un montant de 3 310€ HT et pour une durée estimative de 28 mois et dans tous les cas jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9A3309EA Marché de sécurité et de protection de la santé catégorie II (CSPS) relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est notifié le 24/01/2020, et ayant pour titulaire la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise Immeuble l'Optimum - ZAC Blaise Pascal - 450 rue Baden Powell - 34000 MONTPELLIER. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation  
du Droit de Prémption Urbain à la  
Commune de Murviel-Lès-Montpellier à  
l'occasion de l'aliénation de la propriété  
DELOUSTAL - Terrain lieudit La  
Rompude - Murviel-Lès-Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision n° D2015-751 du 22 décembre 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Commune de Murviel-Lès-Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 10 février 2022, envoyée par Maître Gilles GAYRAUD notaire à Pignan, reçue en mairie de Murviel-Lès-Montpellier le 14 février 2022, concernant la vente par Monsieur Bertrand DELOUSTAL, d'un terrain nu situé lieudit La Rompude à Murviel-Lès-Montpellier, cadastré section AI 20, au prix de 16.500 € dont 2.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur.

**CONSIDERANT :**

- que cette parcelle est impactée par l'emplacement réservé n° 18 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Murviel-Lès-Montpellier destiné à l'aménagement du réseau d'eau pluvial.
- que l'acquisition de cette parcelle s'avère nécessaire afin de réaliser des aménagements sur le réseau d'eau pluvial.
- qu'afin de permettre la réalisation de ces ouvrages relevant de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain à la Commune de Murviel-Lès-Montpellier, à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La délégation du droit de préemption urbain est retirée sur la parcelles AI 20 à la Commune de Murviel-Lès-Montpellier, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de Monsieur Bertrand DELOUSTAL, un terrain nu situé lieudit La Rompude à Murviel-Lès-Montpellier, cadastré section AI 20.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0011DE  
- Coaching, accompagnement d'entreprises  
innovantes et animation pour la rencontre  
entreprises innovantes et investisseurs  
Montpellier Capital Risque 2022 - Lots  
1,2,3 et 4**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de lancer une action de formation à destination des entreprises sélectionnées du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les préparer à la journée de rencontre avec les investisseurs, qui se déroulera le 1er semestre 2022 avec possibilité d'un report sur le 2ème semestre en fonction des conditions sanitaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément au Code de la Commande Publique, pour mettre en place cette action sous la forme d'un marché ordinaire alloti pour une durée de 11 mois :
  - ✓ Lot 1 : Accompagnement à la réalisation de documents clefs nécessaires à la réussite d'une levée de fonds : info mémo, executive summary. Coaching pour la réalisation d'un pitch de 2min;
  - ✓ Lot 2 : Préparation des entreprises à des rendez-vous individuels avec les investisseurs. Formation à la culture du capital risque et du monde de la levée de fonds
  - ✓ Lot 3 : Coaching des entrepreneurs à la prise de parole en public sur un format 2 min
  - ✓ Lot 4 : Préparation d'un pitch en anglais écrit – oral
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour les lots n°1- 2 - 3 - 4 étaient les suivants :
  - Prix 40%
  - Valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :
    - Compréhension de la demande et l'approche méthodologique (20%)
    - Qualité de l'intervenant dédié à la mission, ses compétences, ses expériences professionnelles et la maîtrise de la problématique traitée de l'intervention auprès d'un public d'entrepreneurs (30%)
    - Expertise et références significatives dans le domaine requis pour répondre à ce marché (10%)
- qu'après analyse :
  - ✓ Pour le lot 1 : le groupement d'entreprises **WeSprint LR** (WeSprint LR, Mighty Nine, Raphaël Girardin), Cap Omega, Rond-point Benjamin Franklin, CS 39521, 34090 Montpellier Cedex 2, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - ✓ Pour le lot 2 : le groupement d'entreprises **WeSprint LR** (WeSprint LR, Mighty Nine, Raphaël Girardin), Cap Omega, Rond-point Benjamin Franklin, CS 39521, 34090 Montpellier Cedex 2, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - ✓ Pour le lot 3 : le groupement d'entreprises **WeSprint LR** (WeSprint LR, Mighty Nine, Raphaël Girardin), Cap Omega, Rond-point Benjamin Franklin, 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - ✓ Pour le lot 4 : le groupement d'entreprises **WeSprint LR** (WeSprint LR, Mighty Nine, Raphaël Girardin), Cap Omega, Rond-point Benjamin Franklin, CS 39521, 34090 Montpellier Cedex 2, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché « Coaching, accompagnement d'entreprises innovantes et animation pour la rencontre entreprises innovantes et investisseurs Montpellier Capital Risque 2022 » au groupement d'entreprises représenté par WeSprint LR (WeSprint LR, Mighty Nine, Raphaël Girardin), dont la répartition entre le titulaire et les co-traitants est prévue comme suit :

- Lot 1 à l'entreprise WeSprint LR, Cap Omega, Rond-point Benjamin Franklin-34000 Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 23 050,00€ HT
- Lot 2 à Mighty Nine (EURL J99fundraising), 1 rue Charabotte-01230 Chaley, pour un montant global et forfaitaire de 13 600,00€ HT
- Lot 3 à l'entreprise Raphaël Girardin, 400 Bld du Dr Jean Baptiste-34240 le Grau du Roi, pour un montant global et forfaitaire de 4 400,00€ HT
- Lot 4 à l'entreprise WeSprint LR, Cap Omega, Rond-point Benjamin Franklin-34000 Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 3 800,00€ HT

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est de 11 mois maximum pour les lots 1 – 2 – 3 – 4.

**ARTICLE 2** : dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'aliénation des parcelles  
LR 336 et LR 339 à ' Cité Jardins ' -  
Avenue de Louisville, Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2021-1022 en date du 03 janvier 2022 portant déclassement du domaine public métropolitain des parcelles LR 336 et LR 339, avenue de Louisville à Montpellier avec désaffectation a posteriori ;
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales n° LIDO/OSE : 2021.34172.92025 ;
- CONSIDERANT l'inutilité pour la Métropole de conserver, à terme, la propriété des parcelles LR 336 pour 134 m² et LR 339 pour 128 m², avenue de Louisville à Montpellier ;
- CONSIDERANT toutefois l'affectation du bien au domaine public jusqu'à la désaffectation définitive et la nécessité d'en assurer la gestion et l'entretien ;

- **CONSIDERANT** l'accord de « Cité Jardins - groupe Actionlogement » pour acquérir ce foncier au prix de 80 € / m<sup>2</sup> ;
- **CONSIDERANT** la demande de l'acquéreur de pouvoir déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme incluant les parcelles à aliéner d'ici à la réitération de l'acte constatant le transfert de propriété ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole vend à « Cité Jardins - groupe Actionlogement » les parcelles LR 336 pour 134 m<sup>2</sup> et LR 339 pour 128 m<sup>2</sup>, avenue de Louisville à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 80 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 20 960 € (vingt mille neuf cent soixante euros) pour 262 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole poursuivra la gestion et l'entretien des parcelles LR 336 et LR 339 jusqu'à leur désaffectation définitive.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'acquéreur à inclure les parcelles LR 336 et LR 339 à tout dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme d'ici à la réitération de l'acte constatant le transfert de propriété.

**ARTICLE 5** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 6** : La recette relative à cette affaire sera affectée au budget de la Métropole.

**ARTICLE 7** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

6 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Estim SD 2021 34172 92025

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert d'office  
valant classement dans le domaine public  
métropolitain des parcelles cadastrées BN  
120, BN 121 rue des Tourterelles, CL 65  
impasse Blazy et OM 1 rue de l'Industrie -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;



- VU le Code de la voirie routière, et notamment ses articles L 141-3 et suivants et R 141-4 et suivants ;
- VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L 318-3 et R 318-10 ;
- VU la décision métropolitaine n°D2021-1264 en date du 13 janvier 2022 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer les parcelles cadastrées BN 120, BN 121 situées rue des Tourterelles, CL 65 située impasse Blazy et OM 1 située rue de l'Industrie, dans le domaine public métropolitain – Commune de Montpellier ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAR2022-0003 en date du 28 janvier 2022 prescrivant l'ouverture d'enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1 sur la commune de Montpellier ;
- VU la décision métropolitaine n°D2022-134 en date du 23 février 2022 relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées BN 120, BN 121 rue des Tourterelles, CL 65 impasse Blazy et OM 1 rue de l'Industrie sur la commune de Montpellier ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> mars inclus au 21 mars 2022 inclus ;
- VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur du 8 avril 2022 ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de finaliser ce dossier de transfert d'office ;

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole décide le transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées BN 120, BN 121 situées rue des Tourterelles, CL 65 située impasse Blazy et OM 1 située rue de l'Industrie, sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Il est rappelé que cette décision portant transfert d'office des parcelles susvisées vaudra classement dans le domaine public métropolitain, que ce classement interviendra sans indemnité et éteindra tous droits réels et personnels sur les parcelles transférées, conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert sera dûment enregistré au fichier de la Conservation des Hypothèques de Montpellier I par acte notarié aux frais de la Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 AVR. 2022

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 20 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché**  
**n°M9A4099EA " Contrôle Technique pour**  
**le renouvellement du poste de refoulement**  
**principal de Lavérune" - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine Administration générale, commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le courrier n°20-0294 du 04/03/2020 attribuant le marché n°M9A4099EA Marché de Contrôle Technique pour le renouvellement du poste de refoulement principal de Lavérune à la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise Immeuble l'Optimum – ZAC Blaise Pascal – 450 rue Baden Powell – 34000 MONTPELLIER, marché conclu pour un montant de 6 300€ HT et pour une

durée estimative de 25 mois et dans tous les cas jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9A4099EA Marché de Contrôle Technique pour le renouvellement du poste de refoulement principal de Lavérune notifié le 04/02/2020, et ayant pour titulaire la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise Immeuble l'Optimum – ZAC Blaise Pascal – 450 rue Baden Powell – 34000 MONTPELLIER. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier avec  
soulte entre la MAIF et Montpellier  
Méditerranée Métropole - Commune de  
Saint-Jean-de-Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière ;
- VU l'estimation des Domaines n° 2022-34270-13919 du 23 février 2022 ;
- VU l'accord de la MAIF pour céder à la Métropole la parcelle AZ 133 d'une superficie de 292 m<sup>2</sup> déjà aménagée pour partie en parking, en voie de circulation, et en espace vert, pour un montant de 8 800 euros ;
- VU la demande de la MAIF qui souhaite acquérir en contrepartie une emprise de 49 m<sup>2</sup>, issue des parcelles AZ 42 et AZ 46 situées rue du Mas de Grille sur la commune de Saint-Jean-de-Védas pour un montant de 1500 euros ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à la régularisation foncière des deux emprises, par un échange foncier avec soulte en faveur de la MAIF pour un montant de 7300 euros ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la MAIF, la parcelle AZ 133 d'une superficie de 292 m<sup>2</sup> située rue du Mas de Grille sur la commune de Saint-Jean-de-Védas, pour un montant de 8 800 euros. La parcelle sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole vend à la MAIF, une emprise totale de 49 m<sup>2</sup> issue des parcelles AZ 42 et AZ 46 pour un montant de 1500 euros conformément à l'avis des Domaines en date du 23 février 2022.

**ARTICLE 3 :** L'échange foncier est réalisé contre une soulte de 7300 euros au bénéfice de la MAIF. Le transfert de propriété sera confié à l'étude notariale désignée par la MAIF.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

8 AVR. 2022

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de**  
**partenariat avec l'Établissement Public de**  
**Coopération Culturelle (EPCC)**  
**Montpellier Contemporain (MoCo) et**  
**l'artiste Aïcha SNOUSSI**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 H.T.;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président dans le domaine « Finances, Politiques contractuelles et Coopération avec les communes » ;
- **CONSIDERANT** que le site archéologique Lattara - musée Henri Prades – invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. jusqu'au III<sup>e</sup> siècle après J.-C., qui a vu se côtoyer Étrusques, Grecs, Ibères, Romains et populations gauloises locales dans un contexte d'échanges économiques et culturels florissants en Méditerranée occidentale. Le musée présente au second et troisième étage une collection permanente constituée principalement d'objets issus des fouilles effectuées sur le site et le territoire métropolitain,

- **CONSIDERANT** que depuis 2007, le musée programme chaque année une exposition d'art contemporain dans une volonté d'ouverture et de transversalité artistique et culturelle. Chaque artiste invité est appelé à interroger la collection permanente en créant des interactions fertiles entre les espaces du musée, les pièces archéologiques de la collection et ses œuvres.

- **CONSIDERANT** que pour la cinquième année consécutive, MO.CO. et Lattara souhaitent s'associer pour la réalisation d'un projet d'art contemporain comprenant plusieurs facettes. Après Raphaël Zarka, Benoît Maire, Gaëlle Choisne et Raphaël Barontini, il a été décidé d'inviter l'artiste Aïcha Snoussi pour la réalisation d'une exposition à Lattara, à l'issue d'une période préalable de résidence qui aura permis une recherche sur les collections du musée. L'exposition doit se tenir au musée archéologique entre le 19 novembre 2022 et le 3 avril 2023.

- **CONSIDERANT** que ce partenariat entre le MoCo, le musée archéologique et Aïcha Snoussi s'inscrit dans le cadre d'une convention qui précise les modalités de l'invitation faite à l'artiste.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Une convention de partenariat est conclue avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Aïcha SNOUSSI en vue de la réalisation d'une exposition d'art contemporain au sein des espaces du Site archéologique Lattara – musée Henri Prades et notamment de sa collection permanente située aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étages du musée.

**ARTICLE 2 :** Cette convention précise le cadre et les domaines du partenariat. L'artiste s'y engage, outre la production des œuvres de l'exposition sur les périodes de résidence, à assurer une conférence publique ainsi qu'à l'organisation d'une journée de rencontres individuelles avec des étudiants de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts MoCo (ESBA MoCo). En contrepartie, le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades s'engage à prendre en charge l'organisation et le financement de l'exposition. Le MoCo s'engage quant à lui, à verser à l'artiste une somme forfaitaire de 500 € pour sa participation à la conférence et à la journée de rencontres avec les étudiants de l'ESBA MoCo et à prendre en charge les frais de séjour de l'artiste pour cette journée de rencontre.

**ARTICLE 3 :** Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, jusqu'à la fin de l'exécution de l'ensemble des obligations et des activités qui y sont prévues, et au plus tard à la fin de l'année 2023.

**ARTICLE 4 :** Cette convention implique un engagement financier total maximum de la part de Montpellier Méditerranée Métropole estimé à 24 550 € TTC. Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de partenariat visée aux articles précédents.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022\_3M\_MOCO\_Convention expo Aïcha SNOUSSI

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement d'une emprise issue du  
domaine public - Avenue de la  
Méditerranée - Commune de Saint-  
Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur et Madame MANCUSO, qui souhaitent régulariser les emprises de leur propriété ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> à extraire du domaine public avenue de la Méditerranée sur la commune de Saint-Drézéry, avant de pouvoir la céder ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public puisqu'elle est située à l'intérieur d'une propriété privée, derrière la clôture depuis la construction de l'habitation, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> située derrière une clôture sur une propriété privée, à détacher de l'avenue de la Méditerranée sur la commune de Saint-Drézéry.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> à détacher de l'avenue de la Méditerranée sur la commune de Saint-Drézéry.

**ARTICLE 3 :** Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



- 4 AVR. 2022

Publiée le :

- 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

- 6 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement d'une emprise issue du  
domaine public - Chemin des Crouzettes -  
Commune de Montaud**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur et Madame Deurveilher, qui souhaitent régulariser les limites parcellaires de leur propriété, Chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie de 38 m<sup>2</sup> à extraire du domaine public Chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud, avant de pouvoir la céder ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public puisqu'elle est située derrière la clôture à l'intérieur de leur propriété depuis la construction de leur habitation, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 38 m<sup>2</sup> à détacher du Chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 38 m<sup>2</sup> à détacher du Chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4 AVR. 2022  
Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 AVR. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la  
convention d'occupation temporaire entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et la  
Société Française du Radiotéléphone  
(SFR) - Antenne Relais Lieudit Levade à  
Pérois (34470)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- VU la Convention d'occupation temporaire du 23 octobre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Française du Radiotéléphone (SFR), pour l'installation d'une station relais



de téléphonie mobile sur les parcelles AH0023 et AH0118 situées Lieudit Levade à Pérois (34 470) ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans un souci d'une meilleure intégration de l'antenne relais et d'optimisation de sa capacité de diffusion, il convient de signer un avenant n°1 à la convention du 23 octobre 2017 afin de changer le lieu initialement prévu de l'implantation et de désigner la parcelle cadastrée AH0034 sur la Commune de Pérois comme lieu d'installation ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole et la société SFR signent un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du 23 octobre 2017 concernant l'installation d'une station relais de téléphonie mobile sur des parcelles cadastrées sur la Commune de Pérois.

**ARTICLE 2 :** L'avenant n°1 modifie le lieu d'implantation prévu dans la convention initiale, le lieu d'implantation désigné de l'antenne objet de la convention est la parcelle cadastrée AH0034 sur la commune de Pérois.

**ARTICLE 3 :** Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**ARTICLE 4 :** L'avenant n°1 prendra effet à compter de sa signature.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 7 AVR. 2022

pour le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 12 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0034RI**  
**' MGDIS pour le logiciel de gestion des**  
**subventions aux associations dans le cadre**  
**de la convention UGAP 2022-2025 ' -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est souhaité de faciliter la gestion des subventions des associations ;
- que ce marché est passé en recourant à la convention UGAP 2022-2025 délibérée le 25/01/2022 (délibération n°M2022-41) ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De signer les devis UGAP concernant MGDIS – Logiciel Subventions Associations (formation / licence / service) pour un montant de 78 271, 17 € HT soit 93 925, 40 € TTC.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022

*[Signature]*  
Hind EMAD, Vice-Présidente

Publiée le : 07 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 35m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis La Fermaude à Saint  
Jean de Vedas, appartenant à M. et Mme  
DAHAR, dans le cadre de la réalisation de  
la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### CONSIDERANT

- que 35 m² du bien immobilier sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n°433, appartenant à Monsieur et Madame DAHAR, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW n°433.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 35 m² du bien immobilier sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n°433, appartenant à Monsieur et Madame DAHAR.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 668 € (SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame DAHAR et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative

à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame DAHAR.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7/04/2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



*[Signature]*

- 8 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 8 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA signée
- PUV signée
- Autorisation de faire les travaux

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 44m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis La Fermaude à Saint-  
Jean-de-Vedas, appartenant à M.  
Loubnane HAIDAR, dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### CONSIDERANT

- que 44 m² du bien immobilier sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n°432, appartenant à Monsieur Loubnane HAIDAR est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW n° 432.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 44 m² du bien immobilier sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 432, appartenant à Monsieur Loubnane HAIDAR.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 9 565 € (NEUF MILLE CINQ CENT SOIXANTE CINQ EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Loubnane HAIDAR et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative



à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Loubnane HAIDAR.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7. 04. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



*[Signature]*

Publiée le :

- 8 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 8 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances  
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

## **Décision modificative de la régie mixte de l'Ecolothèque**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n° M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

- VU la délégation portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances ;
- VU la délibération n° 2001-4532 modifiée, du Conseil de Communauté en date du 21 décembre 2001 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de l'Ecolothèque, située 1, rue Théophraste Renaudot à Saint-Jean-de-Védas ;
- VU l'avis conforme du 30 mars 2022, de Monsieur le responsable du SGC Métropole ;

**CONSIDERANT,**

- la nécessité d'adapter le mode de fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter deux nouveaux modes de paiement (virement et facture avoir), ainsi que d'augmenter l'avance consentie (de 700 € actuellement à 2 000 €).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La délibération n°2001-4532 modifiée, du 21 décembre 2001 a instauré une régie de recettes et d'avances auprès de l'Ecolothèque de Saint-Jean-de-Védas, située 1 rue Théophraste Renaudot.

**ARTICLE 2 :** La régie encaisse les produits suivants :

- facturation de restauration, hébergement, encadrement de classes, de groupes extra scolaires et locations de salles,
- vente de produits de la ferme,
- interventions menées par les animateurs de l'écolothèque,
- participation de la caisse d'allocations familiales et des comités d'entreprises.

**ARTICLE 2 :** Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par chèques vacances,
- par chèques emploi service universel (CESU),
- par internet,
- par virement sur le compte de dépôt de fonds du régisseur.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance.

**ARTICLE 3 :** La date limite d'encaissement par le régisseur est fixée à trois mois.

**ARTICLE 4 :** La régie prend en charge les dépenses suivantes :

Remboursements d'inscriptions (sur justificatif médical, ou par respect des délais d'annulation prévus au règlement, ou pour circonstances exceptionnelles indépendantes de la volonté des familles ou du service appréciées par la Direction de l'Accueil de Loisirs et le régisseur).

**ARTICLE 5 :** Les dépenses sont payées selon les modes de paiement suivants :

- en numéraire,
- en chèques bancaires,
- par virement.

**ARTICLE 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 7 :** L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

**ARTICLE 8 :** Un fonds de caisse d'un montant de SOIXANTE DIX EUROS (70,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 9 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à TREIZE MILLE EUROS (13 000,00 €).

**ARTICLE 10 :** Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est fixé à DEUX MILLE (2 000,00 €)

**ARTICLE 11 :** Le régisseur est tenu de verser au responsable le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant autorisé, et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 13 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 15 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 16 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le responsable du SGC Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14 AVR. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété**  
**de la Ville de Montpellier dans le**  
**patrimoine de Montpellier Méditerranée**  
**Métropole du CORUM**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du conseil municipal en séance du 21 septembre 2021 n°V2021-338 portant sur le transfert de bien entre la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du transfert de compétences – Le CORUM – Approbation ;

**CONSIDERANT :**

- qu'en application des dispositions de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L.5217-2 du même code ;
- qu'en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,
- que la propriété de l'équipement culturel du CORUM, palais des congrès de Montpellier, doit être transférée au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du transfert de compétences.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier de l'ensemble immobilier - Le CORUM - dans sa globalité, à titre gratuit. Les parcelles concernées sont cadastrées BZ 618, BZ 620, BZ 624, BZ 630, BZ 667, et HM 505.

**ARTICLE 2 :** Le transfert de propriété du CORUM sera rédigé par acte notarié, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4 :** La décision n°D2017-312 en date du 13 avril 2017 est retirée.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une  
servitude de passage en tréfonds d'une  
canalisation d'eaux usées - Parcelles  
cadastrées A 9 et A 10 - Commune de  
Sussargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la décision n°MD2020-648 en date du 18 août 2020 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 45 m<sup>2</sup> environ chemin du Puits – Commune de Sussargues,
- VU le tracé de la canalisation des eaux usées impactant les parcelles cadastrées A 9 et A 10, située chemin du Puits à Sussargues,
- VU l'accord de Monsieur BARTOS quant à la constitution d'une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds, d'une canalisation des eaux usées sur les parcelles cadastrées A 9 et A 10, lui appartenant, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de constituer une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées d'une emprise de 53 m<sup>2</sup> environ sur les parcelles A 9 et A 10, situées chemin du Puits sur la commune de Sussargues, appartenant à Monsieur BARTOS,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de la canalisation d'eaux usées d'une emprise de 53 m<sup>2</sup> environ sur les parcelles cadastrées A 9 et A 10, situées chemin du Puits sur la commune de Sussargues, est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur BARTOS, propriétaire des parcelles.

**ARTICLE 2 :** La servitude de passage de canalisation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** La constitution de cette servitude sera établie par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 6 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le :

- 8 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 8 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles AS 266 et AS 267 - Rue du  
Moulin - Commune de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la société HECTARE en date du 31 mars 2022 pour céder les parcelles AS 266 et AS 267 situées rue du Moulin à Vendargues ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles impactées par l'emplacement réservé n° 22 inscrit au Plan Local d'Urbanisme, prévoyant un élargissement à 22 m de la route métropolitaine M610 sur la commune de Vendargues ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Hectare ou tout autre personne s'y substituant les parcelles AS 266 et AS 267 d'une superficie respective de 65 m<sup>2</sup> et 201 m<sup>2</sup>, situées rue du Moulin sur la commune de Vendargues, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenue de la nature du bien vendu, à savoir des abords de voirie.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Montpellier, le 15 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au déclassement du**  
**domaine public - ancien chemin**  
**débouchant avenue de la Fontasse -**  
**Commune de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de la société « Terres du Soleil Aménagement », qui souhaite réaliser un petit lotissement de 5 lots en incluant une partie d'un ancien chemin non cadastré, débouchant avenue de la Fontasse sur la commune de Fabrègues ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie de 122 m<sup>2</sup> représentant un ancien chemin non cadastré sur la commune de Fabrègues, avant de pouvoir la céder ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 122 m<sup>2</sup> représentant un ancien chemin non cadastré débouchant avenue de la Fontasse sur la commune de Fabrègues.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 122 m<sup>2</sup> représentant un ancien chemin non cadastré sur la commune de Fabrègues.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision  
MD2021-373 relative à l'acquisition de la  
parcelle AI n°76 partie sise commune de  
Lattes - Aménagement de protection de la  
basse vallée de la Mosson**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 13 août 2020 ;
- VU la promesse de vente consentie le 22 mars 2021 par le GFA Luc et Eric Michel, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole d'une emprise de 15 501 m<sup>2</sup>, nouvellement cadastrée AI n°158, détachée de la parcelle anciennement cadastrée AI n°76, sise commune de Lattes, moyennant le prix de 49 603,20 € majoré d'une indemnité de remploi de 11 064 € ;
- VU que dans l'article 1 de la décision MD2021-373 en date du 3 juin 2021 entérinant l'achat d'une emprise de 15 501 m<sup>2</sup>, nouvellement cadastrée AI n°158, détachée de la parcelle anciennement cadastrée AI n°76, sise commune de Lattes, le nom du propriétaire est erroné ;

**CONSIDERANT** la nécessité de corriger l'erreur de la décision MD 2021-373 afin d'acquérir l'emprise de 15 501 m<sup>2</sup>, nouvellement cadastrée AI n°158, détachée de la parcelle anciennement cadastrée AI n°76, sise commune de Lattes, pour la mise en oeuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : L'article 1 de la décision MD2021-273 du 3 juin 2021 est modifié de la façon suivante : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Groupement Foncier Agricole Luc et Eric MICHEL l'emprise de 15 501 m<sup>2</sup>, nouvellement cadastrée AI n°158, détachée de la parcelle anciennement cadastrée AI n°76, sise commune de Lattes, lui appartenant, en nature de terres agricoles.

**ARTICLE 2** : Les autres articles de la décision MD 2021-373 du 3 juin 2021 demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021-373 acq.pdf
- avis 2020.129V0876 AI 76p.pdf
- DA numéroté AI n°76.pdf
- DA numéroté AI n°76 dézoom.pdf
- Plan de situation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle AE 1578 - Chemin de Manély -  
Commune de Saint-Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur et Madame QUELEN en date du 9 septembre 2021, pour céder à la Métropole la parcelle AE 1578, située Chemin de Manély sur la commune de Saint-Drézéry.
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette parcelle afin d'élargir et d'aménager la voie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame Quelen, la parcelle AE 1578 d'une superficie de 117 m<sup>2</sup>, située Chemin de Manély sur la commune de Saint-Drézéry, afin de permettre l'élargissement de la voie. La parcelle sera intégrée dans le domaine public de la Métropole.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie au prix de 2.30 €/m<sup>2</sup> soit un prix total de 269,10 €.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 19 AVR 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux audits énergétiques de copropriétés  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAET) arrêté le 22 mars 2022, ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé, par délibération en date du 7 juin 2021, de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 copropriétés pour des projets d'audits s'inscrivant dans le cadre du dispositif Guichet Unique ;
- Que le nombre de logements de la copropriété Adam de Craponne doit être rectifié, la décision n°MD2022-270 est annulée et remplacée par celle-ci ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : Adam de Craponne (29 logements), Beauvallon (60 logements).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 8010 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Audit Copropriété

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°4 à la  
convention de mise à disposition de  
services, de biens matériels et immatériels  
de la commune de Villeneuve-lès-  
Maguelone pour le compte de Montpellier  
Méditerranée Métropole au titre des  
activités liées aux compétences "Autorité  
concédante de l'État pour les plages et  
gestion d'aires de stationnement" -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine « Ressources humaines et Dialogue social » ;

- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone du 19 avril 2016 approuvant la signature de la convention de mise à disposition de service ascendante avec Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°M2019-395 relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" ;
- VU la décision n°M2020-144 relative à la signature de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" ;
- VU la décision n°M2021-363 relative à la signature de l'avenant n°3 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - qu'il convient de signer un avenant n°4 à la convention, afin de d'adapter les conditions organisationnelles à la gestion du service plage pour l'année 2022 en modifiant les articles suivants :
- L'article 1 « Objets et conditions générales » ;  
L'annexe 1 « Emplois ou prestations nécessaires à l'activité saisonnière » ;  
L'annexe 2 « Matériels » ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone signent un avenant n°4 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement"

**ARTICLE 2 :** L'avenant n°4 modifie l'article 1 « Objet et conditions générales » ; le paragraphe 2 est reformulé de la manière suivante :  
« Il est précisé que la commune et la métropole contribuent mutuellement à fournir des candidatures pour couvrir le besoin de l'ensemble des postes de saisonniers repérés sur les sections nettoyage, caissiers, conducteurs de petits trains et responsables de plage' »  
Le paragraphe 3 supprime le prêt d'un véhicule 4 roues motrices pour le responsable de secteur de la plage.



**ARTICLE 3 :** L'avenant n°4 modifie l'annexe 1 « Emplois ou prestations de services nécessaires à l'activité saisonnière d'avril à octobre gérés par la Métropole de Montpellier ».

- Le paragraphe est reformulé de la manière suivante :
  - 2 adjoints au chef de secteur de site mensualisés à 100%,
  - 3 agents nettoyage vacataires,
  - 5 agents conducteurs de petits trains touristiques mensualisés à 100%,
  - 3 agents passerelle vacataires,
  - 3 agents caissiers parking Prévost vacataires.
- Prestations de service, nettoyage du parking du Pilou et ramassage des corbeilles sur ce parking et sur le site de l'esclavon.
- Interventions ponctuelles et clôtures journalières des caisses du parking du Pilou par le responsable ou l'adjoint plage.

**ARTICLE 4 :** L'avenant n°4 modifie l'annexe 2 « Matériels ».

- Le paragraphe est reformulé de la manière suivante :
  - Matériels utilisés par le régisseur et les mandataires de régie pour l'exercice de leurs missions (coffre, matériel informatique lié à la régie, logiciels et licences, téléphone, achat de consommables...)
  - Achat des Cartes prépayées pour le parking du Prévost.
  - Mise à dispositions d'un bureau en Mairie de Villeneuve Lès Maguelone

**ARTICLE 5 :** Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Vice-Président délégué aux ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 7/04/2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

- 8 AVR. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

- 8 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois, adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un  
avenant n°1 au contrat de location du 20  
novembre 2019 entre la SARL Vendargues  
Immo et Montpellier Méditerranée  
Métropole - Locaux et espaces de parking  
à Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- VU le bail de location en date du 20 novembre 2019 signé entre la SARL Vendargues Immo, agissant en tant que mandataire de la SCI La Jasse et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local et six places de parking à Vendargues (34 740) ;

Page 1 sur 3

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole a pris à bail auprès de la SARL Vendargues Immo, agissant en tant que mandataire de la SCI La Jasse, sise 615 rue de la Garenne, ZI du Salaison à Vendargues, un local de 183 m<sup>2</sup> et six places de parking ;
- que suite à une extension de la surface de parking réalisée entièrement au frais du bailleur, la surface louée est passée à 232 m<sup>2</sup>, ce qui entraîne une majoration de loyer de 278 € HT ;
- qu'il convient de signer un avenant n°1 au contrat afin modifier les conditions initiales du bail concernant le loyer mensuel ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au bail de location du 20 novembre 2019 conclu avec la SARL Vendargues Immo, agissant en tant que mandataire de la SCI La Jasse, sise 615 rue de la Garenne, ZI du Salaison à Vendargues.

**ARTICLE 2 :** Suite à l'extension de la surface de parking louée, l'avenant n°1 réévalue le loyer mensuel, ce total mensuel charges et taxes comprises est désormais fixé à 2 101,93 €.

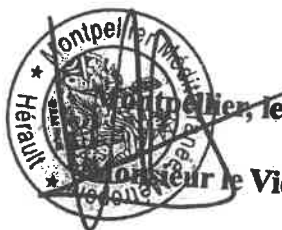
**ARTICLE 3 :** Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

**ARTICLE 4 :** L'avenant n°1 prendra effet à compter de sa signature.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





7 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 12 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux travaux dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la rénovation  
énergétique-Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 3 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 3900 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 19 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- détail des demandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux audits énergétiques de copropriétés  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 1 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 7/06/2021) ;

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec la copropriété suivante : « Le plaisir » (96 lots).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 8640 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- détail des demandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux travaux**  
**d'aménagement d'un giratoire Boulevard**  
**de la Liberté sur la Commune de Clapiers**  
**Marché-subséquent n°M2D0030EP**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

**CONSIDERANT :**

- que l'aménagement d'un giratoire Boulevard de la Liberté sur la Commune de Clapiers est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 % ;
  - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 60 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise EIFFAGE – RD613 LIEU DIT LE DEVES – 34433 ST JEAN DE VEDAS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n°M2D0030EP – Aménagement d'un giratoire Boulevard de la Liberté sur la Commune de Clapiers à l'entreprise EIFFAGE pour un montant de 538 746,65 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 22 semaines, ce délai d'exécution ne comprend pas une période de préparation de 5 semaines.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°MOD0035EA "Travaux de  
renouvellement et de maintenance sur les  
ouvrages de défense extérieure contre  
l'incendie - lot 1 secteur Centre" -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°D2021-027 du 04/02/2021 attribuant le marché n°MOD0035EA Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 1

secteur Centre au groupement SADE/VEOLIA dont le mandataire est la société SADE sise Agence de Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES, marché conclu pour un montant maximum annuel de 500 000€HT et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0035EA Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 1 secteur Centre notifié le 11/02/2021, et ayant pour titulaire le groupement SADE/VEOLIA dont le mandataire est la société SADE sise Agence de Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 19 AVR 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M0D0035EA "Travaux de  
renouvellement et de maintenance sur les  
ouvrages de défense extérieure contre  
l'incendie - lot 3 secteur Est"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°D2021-027 du 04/02/2021 attribuant le marché n°M0D0035EA Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 3 secteur Est au groupement SADE/VEOLIA dont le mandataire est la société SADE sise Agence de

Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES, marché conclu pour un montant maximum annuel de 300 000€HT et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

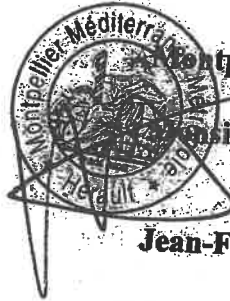
- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0D0035EA Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 3 secteur Est notifié le 11/02/2021, et ayant pour titulaire le groupement SADE/VEOLIA dont le mandataire est la société SADE sise Agence de Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 19 AVR 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0038RI  
' Acquisition de bornes wifi dans le cadre  
de la convention UGAP 2022-2025 ' -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'acquérir un grand nombre de bornes wifi ;
- que ce marché est passé en recourant à la convention UGAP 2022-2025 délibérée le 25/01/2022 (délibération n°M2022-41) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De signer le devis UGAP concernant l'acquisition de bornes wifi pour un montant de 57 494, 24 € HT soit 68 993, 09 € TTC.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 19 AVR 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement  
d'adhésion Adullact pour la période du  
01/04/2022 au 31/03/2023**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) dont l'objectif est de promouvoir et développer des « logiciels libres » au sein de nos organismes publics, arrivée à terme au 31 mars 2022 ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2022 à l'ADULLACT ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2022 à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) au tarif annuel de 4 000 € HT (TVA à 0 %) conformément aux statuts de l'association. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de l'association est Monsieur Jean-François AUDRIN, conformément à la délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'élection des représentants de la Métropole au sein des organismes extérieurs.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché MOB0044EA "Etablissement du  
dossier de demande d'autorisation  
environnementale du système de protection  
du CHU de Montpellier contre les crues du  
Font d'Aurelle - lot 1 Etablissement du  
dossier de demande d'autorisation  
environnementale (hors EDD)"**

- Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »,
  - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
  - VU l'arrêté n°MAR2020-0309 portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, de prévention des risques majeurs et GEMAPI » ;



- VU la décision n°MD2020-783 du 24/09/2020 attribuant le marché n°M0B0044EA Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les crues du Font d'Aurelle lot 1 Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors EDD) à la société ANTEA GROUP- ANTEA FRANCE sise 803 boulevard Duhamel du Monceau - Zac du Moulin - BP30602 - 45166 OLIVET CEDEX pour un montant de 53 975€ HT et pour une durée de 15 mois à compter de l'ordre de service prescrivant son démarrage ;

**CONSIDERANT :**

- Les modifications demandées par les services de l'Etat et non connues à la date de publicité du marché concernant l'inventaire faunistique et floristique ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M0B0044EA Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les crues du Font d'Aurelle lot 1 Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors EDD) avec la société ANTEA GROUP- ANTEA FRANCE sise 803 boulevard Duhamel du Monceau - Zac du Moulin - BP30602 - 45166 OLIVET CEDEX, avenant d'un montant de 4 510 € HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 AVR. 2022

En tant que Vice-Présidente

Veronique NEGRET

Publiée le : 21 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la SCOP FONDESPIERRE  
dans l'Espace Numérique Collaboratif au  
rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à  
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- que par délibération n°13560 du 27 janvier 2016, la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition au moyen d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels, d'une partie des locaux de l'ancien Hôtel de Ville situé sur la commune de Montpellier, Place Francis Ponge pour une durée de 6 ans ;
- que suite à la décision MD2022-135 relative à l'avenant n°1, à la délibération ci-dessus, la convention entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- la candidature de la SCOP FONDESPIERRE en vue de la mise à disposition de l'espace conférence de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech (ancien Hôtel de Ville), 1 place Francis Ponge à Montpellier pour les apprenants de l'ERN (Ecole Régionale du Numérique).

Les formateurs pourront accéder de manière privilégiée aux salles de réunion de l'espace Numérique Collaboratif dès lors qu'ils en exprimeront le besoin auprès des agents en charge de la gestion du site et selon la disponibilité desdites salles (de 8h30 à 17h30) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la SCOP FONDESPIERRE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** La mise à disposition, fixée à 3 jour par semaine maximum, après consultation avec l'équipe 3M présente sur site pour validation de la disponibilité, de l'espace conférence de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF est conclue jusqu'au 31 décembre 2022, selon les conditions établies dans le règlement de gestion opérationnelle du lieu. La mise à disposition du lieu se fait à titre gracieux, dans le cadre de la convention signée entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, portant sur le dispositif Ecole Régionale du Numérique.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché  
n°3815EA15 "Assistance à Maitrise  
d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation  
de la station d'épuration de MAERA" -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la délibération n°12433 du 31/07/2014 attribuant le marché n°3815EA15 Assistance à Maitrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration de MAERA au groupement IRH INGENIEURS CONSEILS/BRL INGENIERIE dont le mandataire est la société

IRH INGENIEURS CONSEILS sise 190 rue Louise Labé - CS 18001 - 69970 CHAPONNAY, marché conclu pour un montant de 789 580€HT et pour une durée estimative de 7 ans, et dans tous les cas, à compter de la notification du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et jusqu'à 2 ans après la mise en service des ouvrages.

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence.

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° 3815EA15 Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration de MAERA notifié le 23/02/2016, et ayant pour titulaire le groupement IRH INGENIEURS CONSEILS/BRL INGENIERIE dont le mandataire est la société IRH INGENIEURS CONSEILS sise 190 rue Louise Labé - CS 18001 - 69970 CHAPONNAY. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



**Décision n° MD2022-467**

**Montpellier, le 14 AVR. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 19 AVR 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 AVR 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant au marché  
n°M9B0141EA "Construction d'un réseau  
gravitaire entre le PR Closades et le PR  
Clapiers" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2020-398 du 11/06/2020 attribuant le marché n°M9B0141EA Construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers à la société LS INGENIERIE sise 1949 Boulevard François Xavier Fafeur - 11000 CARCASSONNE, marché conclu pour un montant forfaitaire provisoire de 37 050€HT ainsi qu'une rémunération forfaitaire définitive de 4 540€ HT. Le marché est conclu pour une durée estimative de 36 mois, et dans tous les cas, à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole,

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle,

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence,

**CONSIDERANT :**

- dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M9B0141EA Construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers notifié le 26/06/2020, et ayant pour titulaire la société LS INGENIERIE sise 1949 Boulevard François Xavier Fafeur - 11000 CARCASSONNE. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'association France  
Hydrogène**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Energie, à l'agroécologie et à l'Alimentation » ;
- VU l'adhésion, par délibération n° M2019-540 du 4 octobre 2019, à l'association France Hydrogène

**CONSIDERANT**

- que France Hydrogène fédère les acteurs de l'hydrogène et des piles à combustible en France : entreprises, laboratoires et instituts de recherche, pôles de compétitivité, collectivités territoriales et associations régionales. - qu'en contribuant à accélérer le développement de solutions hydrogène au

bénéfice de la transition énergétique et de la société, elle constitue un lieu d'expertise important pour le développement des projets de Montpellier Méditerranée Métropole.  
- que dans ce contexte, il est proposé de renouveler en 2022 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à France Hydrogène pour un montant annuel de 2 400 €.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : De renouveler en 2022 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à France Hydrogène pour un montant de 2 400€.

**ARTICLE 2** : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
Montpellier Méditerranée Métropole à  
l'association Energie Citoyennes Locales et  
Renouvelables (ECLR)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Energie, à l'agroécologie et à l'Alimentation » ;
- VU la délibération n°2019-128 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) à compter de l'année 2019.

**CONSIDERANT :**

- L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole depuis plusieurs années dans la transition énergétique et écologique, et les objectifs ambitieux dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire en particulier en terme d'énergies renouvelables et de soutien aux projets citoyens avec financement participatif ;
- L'objet de l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) qui en fait alors un partenaire incontournable dans ces engagements.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) dont la cotisation 2022 s'élève à 1 000 €.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



le 12 AVR. 2022

Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 21 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la rétrocession à la  
Commune de Lattes d'un tracteur de  
marque Kubota immatriculé EG018YP**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- VU l'article L.1321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant qu'en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du transfert de la compétence voirie, un tracteur de marque Kubota immatriculé EG018YP appartenant à la commune de Lattes a été mis à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'utilise plus ce véhicule pour l'exercice de la compétence transférée et qu'il convient de la désaffecter du service actuel ;



**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De prononcer la désaffectation du tracteur de marque Kubota immatriculé EG018YP qui n'est plus nécessaire à la compétence Voirie.

**ARTICLE 2 :** De prendre acte de la rétrocession du tracteur de marque Kubota immatriculé EG018YP à la Commune de Lattes.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à l'affaire visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 19 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de l'association LABSUD dans**  
**l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à**  
**Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : l'association LABSUD, représentée par son Président Monsieur Mentzo de Winter, est un FABLAB qui a pour activité la fabrication numérique. Actuellement locataire du lot B12 représentant 272,50 m<sup>2</sup>, elle est candidate au renouvellement de son bail jusqu'au 31 décembre 2022 ;

- le Fablab LABSUD, créé en novembre 2012, est un outil d'Open Innovation au service des mondes professionnels, académiques et grands publics. Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition gracieusement auprès de l'association des locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire depuis janvier 2014. La mise à disposition de ces locaux a permis à l'association de connaître un essor certain en adéquation avec son ambition.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de l'association LABSUD ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
**Service Administratif et Financier Cycles de l'Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché**  
**n°4726EA17 Mission de contrôle technique**  
**relative au projet d'extension et**  
**d'adaptation de la station d'épuration de**  
**MAERA**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2018-148 du 26/03/2018 attribuant le marché n°4726EA17 Mission de contrôle technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA à la société QUALICONSLT sise Parc Club du Millénaire - Bâtiment 18 - 1025 rue Henri Becquerel - 34000 MONTPELLIER, marché conclu pour un montant de 155 800€ HT. Le marché est conclu pour une durée de 84 mois ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;
- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDERANT :**

- Dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° 4726EA17 Mission de contrôle technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA notifié le 27/06/2018, et ayant pour titulaire la société QUALICONSULT sise Parc Club du Millénaire – Bâtiment 18 – 1025 rue Henri Becquerel – 34000 MONTPELLIER. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 AVR. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

**Publiée le :** 19 AVR 2022

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture :** 19 AVR. 2022

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant transfert - v 07 03 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière  
d'un bien immobilier sis 331 rue Amy  
Mollisson à Montpellier appartenant à  
Monsieur et Madame GHIRINGHELLI  
dans le cadre de la réalisation de la 5ème  
ligne de tramway de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que le bien immobilier sis 331 rue Amy Mollisson à MONTPELLIER, cadastré section PH n° 147, appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de cette dite parcelle.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le bien immobilier sis 331 rue Amy Mollisson à MONTPELLIER, cadastré section PH n°147, appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 397 660 € (TROIS CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 AVR. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



*[Signature]*

Publiée le : 21 AVR. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 21 AVR. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances  
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la clôture de la sous  
régie de recettes Station de compostage de  
Grammont - Pôle Déchets et Cycle de l'Eau  
- Service Régie de Collecte**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n°M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

- VU la décision n°2004-14 modifiée du Conseil de Communauté en date du 09 janvier 2004 portant création d'une régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets ;
- VU l'avis conforme de Monsieur le Responsable du SGC Métropole en date du 11 avril 2022 ;

**CONSIDERANT** : que l'activité de la sous régie est repris par la société Sud Broyage Recyclage, il s'avère nécessaire de la clôturer.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : A compter du 22 avril 2022, il est mis fin au fonctionnement de la sous régie de recettes du service de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets.

**ARTICLE 2** : Cette sous régie est installée à la Station de Compostage, Domaine Horticole de Grammont à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du SGC Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 AVR. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 21 AVR 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 21 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVIS DU SGC METROPOLE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances  
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la régie de recettes  
Station de Compostage de Grammont -  
Modification de l'adresse de la régie et de  
l'ajout d'un mode d'encaissement - Pôle  
Déchets et Cycle de l'Eau - Service Régie  
de Collecte**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n°M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;

- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU la délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, donnée à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° D2021-709 du 13 juillet 2021 modifiée, portant création d'une régie de recettes pour la Station de Compostage de Grammont,
- VU l'avis conforme du 11 avril 2022, de Monsieur le Responsable du SGC Métropole ;

**CONSIDERANT** : l'attribution par marché au prestataire Sud Broyage Recyclage de l'exploitation du Compostage de Grammont, il convient de modifier l'adresse de la régie et d'ajouter un mode d'encaissement.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : Afin de permettre l'encaissement des recettes sur la station de compostage de Grammont, une régie de recettes est créée auprès du Service Collecte des Déchets Ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : Cette régie est installée à la Station de Compostage, Domaine Horticole de Grammont à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- Toutes les opérations effectuées dans le cadre de la Station de compostage (recettes issues du dépôt par les usagers autorisés des déchets verts en vue de leur traitement par compostage).
- En cas de perte du badge d'accès au pont bascule un montant de 10 euros sera facturé à l'usager pour le renouvellement.

**ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire
- chèques bancaires
- carte bancaire

**ARTICLE 5** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 6** : Un fonds de caisse d'un montant de quatre cent euros (400,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 7** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à mille euros (1 000 €).

**ARTICLE 8** : Le régisseur est tenu de verser auprès du SGC Métropole le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 9** : Le régisseur verse auprès du Responsable du SGC Métropole la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie

**ARTICLE 10** : Au vu du montant des recettes, le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement. Si les recettes devaient être portées à un montant supérieur à 1 220 €, le cautionnement sera appliqué selon le barème en vigueur.

**ARTICLE 11** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12** : Les suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du SGC Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 AVR. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 21 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVIS DU SGC METROPOLE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 3**  
**ARRETES REGLEMENTAIRES**

**LISTE DES ARRETES REGLEMENTAIRES  
AVRIL – MAI 2022**

<b>N°ARRETE</b>	<b>TITRE</b>	<b>PAGE</b>
MAR2022-0002	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier	593
MAR2022-0016	Délégations de signature - Cabinet du Président	595
MAR2022-0017	Délégations de signature - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau	598
MAR2022-0020	Délégations de signature - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau	607
MAR2022-0023	Délégations de signature - Direction Générale des Services	616
MAR2022-0024	Délégation de signature relative à l'intérim de Monsieur - le Directeur Général des Services du 3 au 6 mai 2022 inclus	620
MAR2022-0027	Délégations de signature - Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	622





**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

## **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.214-1 à L.214-3, R.153-18, R.311-12 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 3 septembre 2018, mis à jour le 22 octobre 2018, modifié le 18 avril 2019, mis à jour le 4 septembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, modifié le 31 janvier 2020, mis à jour le 16 septembre 2020, mis à jour le 15 octobre 2020, mis à jour le 12 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mis à jour le 17 mai 2021, mis en compatibilité le 28 juillet 2021, mis à jour le 9 septembre 2021 ;

- VU la délibération n°V2021-398 du Conseil Municipal en date du 30 novembre 2021 approuvant l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux sur le cours Gambetta sur le territoire de Montpellier ;
- VU la délibération n°V2021-403 du Conseil Municipal en date du 30 novembre 2021 approuvant la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté du Mas des Moulins.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe :

- l'extension du périmètre d'application du droit de préemption susvisé ;
- la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté susvisée.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 avr. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 08/04/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179481-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/04/22

Réception en Préfecture : 08/04/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PSCAP extension GAMBETTA DCM 30 11 2021.pdf
- Délibération Ville Suppression ZAC des Moulins.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Cabinet du Président**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département du Cabinet du Président est composé des directions et services suivants :

- Direction de la Communication ;
- Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- Service des Relations Presse et Médias.

Monsieur Clément PRUNIERES, directeur de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services relevant du département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes, ordres de mission des conseillers métropolitains...) de l'ensemble des directions et services relevant de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Clément PRUNIERES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Alice GIRARDOT, directrice adjointe de Cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Clément PRUNIERES et de Madame Alice GIRARDOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

**ARTICLE 1-1 :** Monsieur Benoît ROOS, directeur de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ROOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Clément PRUNIERES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Clément PRUNIERES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Alice GIRARDOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Clément PRUNIERES et de Madame Alice GIRARDOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

**ARTICLE 1-2 :** Monsieur Yannick GOUDY, directeur des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick GOUDY, les délégations ci-dessus sont

accordées à Monsieur Clément PRUNIERES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY et de Monsieur Clément PRUNIERES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Alice GIRARDOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY, de Monsieur Clément PRUNIERES et de Madame Alice GIRARDOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

**ARTICLE 2 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 avr. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/04/22**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20220101-186351-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/04/22**

**Réception en Préfecture : 06/04/22**

**Notifié le : 06/04/22**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature**  
**Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau est composé des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Prévention et Economie circulaire
- Ressources transversales des Déchets

Le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau compte également une Direction Déléguée des Cycles de l'Eau.

Monsieur Vincent BIMBARD, directeur du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les services placés sous son autorité directe :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 1-1** : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du pôle, reçoit sous ma surveillance

et ma responsabilité, en matière de marchés publics et accords-cadres relevant du pôle Déchets et Cycles de l'Eau :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 1-2 :** Monsieur Karl ABRAHAM, responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier PRADEAU, responsable de l'unité installations de stockage et chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Olivier PRADEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Olivier PRADEAU et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Olivier PRADEAU, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 1-3 :** Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Claire LACOUTURE, responsable de l'unité Prestations de collecte et nettoyage et chef de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Madame Claire LACOUTURE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Nadia MEGHRAOUI. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Nadia MEGHRAOUI, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE.

**ARTICLE 1-4 :** Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à



Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 1-5** : Madame Chloé PERREAU, responsable du service Prévention et Economie circulaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chloé PERREAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 1-6** : Madame Julie RESPLANDIN, responsable du service Ressources transversales des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie RESPLANDIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations

ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2** : La Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE), au sein du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
- Administratif et financier

Madame Laurence BURGAUD, directrice déléguée des Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Vincent BIMBARD, directeur adjoint du pôle Déchets et Cycles de l'Eau.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1** : Madame Mylène BEGOS, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène BEGOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2 :** Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-3 :** Monsieur Louis LEVEILLARD, responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Louis LEVEILLARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD et de

Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-5 :** Madame Christelle GERMAIN, responsable du service Administratif et Financier des Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle GERMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 avr. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/04/22**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20220101-187076-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/04/22**

**Réception en Préfecture : 06/04/22**

**Notifié le : 06/04/22**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature**  
**Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau est composé des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Prévention et Economie circulaire
- Ressources transversales des Déchets

Le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau compte également une Direction Déléguée des Cycles de l'Eau.

Monsieur Vincent BIMBARD, directeur du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les services placés sous son autorité directe :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 1-1** : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du pôle, reçoit sous ma surveillance

et ma responsabilité, en matière de marchés publics et accords-cadres relevant du pôle Déchets et Cycles de l'Eau :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 1-2 :** Monsieur Karl ABRAHAM, responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier PRADEAU, responsable de l'unité installations de stockage et chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Olivier PRADEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Olivier PRADEAU et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Olivier PRADEAU, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 1-3 :** Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;



- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Claire LACOUTURE, responsable de l'unité Prestations de collecte et nettoyage et chef de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Madame Claire LACOUTURE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Olivia MARGOTIN. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Olivia MARGOTIN, la délégation est accordée à Madame Nadia MEGHRAOUI. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO, de Madame Olivia MARGOTIN et de Madame Nadia MEGHRAOUI, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE.

**ARTICLE 1-4 :** Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 1-5** : Madame Chloé PERREAU, responsable du service Prévention et Economie circulaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chloé PERREAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 1-6** : Madame Julie RESPLANDIN, responsable du service Ressources transversales des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie RESPLANDIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2** : La Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE), au sein du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
- Administratif et financier

Madame Laurence BURGAUD, directrice déléguée des Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Vincent BIMBARD, directeur adjoint du pôle Déchets et Cycles de l'Eau.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1** : Madame Mylène BEGOS, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène BEGOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2 :** Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-3 :** Monsieur Louis LEVEILLARD, responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Louis LEVEILLARD, les délégations ci-dessus

sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-5 :** Madame Christelle GERMAIN, responsable du service Administratif et Financier des Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle GERMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 12 avr. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 12/04/22**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20220101-188116-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 12/04/22**

**Réception en Préfecture : 12/04/22**

**Notifié le : 12/04/22**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature**  
**Direction Générale des Services**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDERANT** la période transitoire relative à la mise en place de la nouvelle organisation administrative de la collectivité ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La Direction Générale des Services est composée de tous les départements, pôles, missions, directions et services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager ;
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour les bons de commandes quel qu'en soit le montant, en cas d'absence ou d'empêchement successifs des



- directeurs et directeurs de département ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L. 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :

- les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
- les admissions en non-valeur ;
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des finances.

En cas d'intérim de Monsieur Olivier NYS, l'ensemble des délégations ci-dessus sont accordées au délégataire désigné par arrêté.

**ARTICLE 2 :** Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 3** : Le directeur de la Mission Coopérations territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Coopérations territoriales, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 4** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 29 avr. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 29/04/22**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20220101-190548-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 29/04/22**

**Réception en Préfecture : 29/04/22**

**Notifié le : 29/04/22**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature  
relative à l'intérim de Monsieur  
le Directeur Général des Services  
du 3 au 6 mai 2022 inclus**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- VU l'arrêté n° MAR2022-0023 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- VU les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 3 au 6 mai 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice générale déléguée Performance et Transformation de l'Administration, du 3 au 6 mai 2022 inclus.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté déroge à l'article 1 de l'arrêté n° MAR2022-0023, en ce que ce dernier accorde à Monsieur Olivier MERLIAUD, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations de signature il est attributaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 29 avr. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 02/05/22**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20220101-190662-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 02/05/22**

**Réception en Préfecture : 02/05/22**

**Notifié le : 02/05/22**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Proximité et  
Modernisation de l'Action  
Publique (DPMAP)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions et du pôle suivants :

- Direction du Secrétariat Général (DSG)
- Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), lui-même composé de la Direction des Ressources Informatiques (DRI)

**ARTICLE 2 :** La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblées et Vie des Institutions
- Courrier

Le directeur du Secrétariat Général reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés du Président et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et

- documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
    - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
    - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
    - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du Secrétariat Général, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur du Secrétariat Général et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à :

- Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration, concernant le service Assemblées et Vie des Institutions ;
- Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population, concernant le service Courrier.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Audrey AZEMA, responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions des registres métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey AZEMA, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA et du directeur du Secrétariat Général, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, du directeur du Secrétariat Général et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Céline GAGLIANO et du directeur

du Secrétariat Général, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Céline GAGLIANO, du directeur du Secrétariat Général et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

**ARTICLE 3 :** Le Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN) est composé de la direction suivante :

- Direction des Ressources Informatiques (DRI)

Madame Line GALY, responsable du Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 3-1 :** La Direction des Ressources Informatiques est composée des services suivants :

- Etudes et Développement
- Exploitation et Relations aux utilisateurs

Monsieur Pierre BRICE, directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 3-2 :** Le responsable du service Etudes et Développement reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :



- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Etudes et Développement, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Etudes et Développement et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Etudes et Développement, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Etudes et Développement, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 3-3** : Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 4** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 mai 2022

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23/05/22**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20220101-191940-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 23/05/22**

**Réception en Préfecture : 23/05/22**

**Notifié le : 23/05/22**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 4**  
**ARRETES INDIVIDUELS**

**LISTE DES ARRETES INDIVIDUELS**  
**AVRIL – MAI 2022**

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2022-0060	MAINLEVÉE de l'arrêté de péril imminent n° MAI2020-0029 et de l'arrêté de mise en sécurité ordinaire n° MAI2021-0090 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 13 rue de la Fontaine Parcelle cadastrée HV 195	629
MAI2022-0061	Arrêté autorisant Madame PARNASSE Georgiana, Chargée des objets promotionnels à la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Evènementiel, de Montpellier Méditerranée Métropole, à exercer ses fonctions en télétravail à domicile pour une durée de 6 mois renouvelable, à compter du 15 mai 2022	631



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril  
imminent n° MAI2020-0029 et de l'arrêté  
de mise en sécurité ordinaire  
n° MAI2021-0090  
Commune de Montpellier  
Immeuble sis 13 rue de la Fontaine  
Parcelle cadastrée HV 195**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1, L.511-2, L.511-4, L.511-7, L.511-9, L.511-12, L.511-14, L.511-17, L.511-19, L.511-21 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'arrêté de péril imminent n° MAI2020-0029 notifié le 13/03/2020 et l'arrêté de mise en sécurité ordinaire n° MAI2021-0090 notifié le 29/06/2021 concernant l'immeuble sis 13 rue de la Fontaine à Montpellier (34000), parcelle cadastrée HV 195, susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et celles des occupants ;
- VU l'avertissement envoyé à CENTURY 21 LGI demeurant au 1035 Avenue du Père Soulas à Montpellier (34090), syndic de l'immeuble parcelle cadastrée HV 195 sis 13 rue de la Fontaine à Montpellier (34000),
- VU les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport dressé par Madame Françoise RIEU, expert désigné par le Tribunal administratif de Montpellier, en date du 14/02/2020, afin de lever tout péril ;
- VU le rapport dressé par la Société Eloy en la personne de Monsieur J.-P. Landry le 19/04/2022 attestant de la conformité des travaux réalisés ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Sur la base du rapport de la Société Eloy, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté de péril imminent n° MAI2020-0029 pris le 09/03/2020 et de l'arrêté de mise en sécurité ordinaire n° MAI2021-0090 pris le 25/06/2021 pour l'immeuble sis 13 rue de la Fontaine (parcelle HV 195) dont le syndicat des copropriétaires représenté par le Syndic de Copropriété est CENTURY 21 demeurant 1035 avenue du Père Soulas - BP 7332 à Montpellier (34083).

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté est notifié au syndic de copropriété mentionné à l'article 1.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence Nationale de l'habitat (Anah), à l'Architecte des Bâtiments de France.

**Montpellier, le 6 mai 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/05/22**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20220101-191122-AI-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/05/22**

**Réception en Préfecture : 06/05/22**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Santé et de la Prévention  
Service qualité de vie au travail**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Arrêté autorisant Madame PARNASSE  
Georgiana, Chargée des objets  
promotionnels à la Direction des Relations  
Institutionnelles et de l'Événementiel, de  
Montpellier Méditerranée Métropole, à  
exercer ses fonctions en télétravail à  
domicile pour une durée de 6 mois  
renouvelable, à compter du 15 mai 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

**VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des  
Ressources humaines et du dialogue social ;**

**VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;**

**VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction  
publique territoriale ;**

**VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la  
médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;**

**VU le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre  
du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;**

**VU la délibération n°14810 en date du 26 juillet 2017 relative aux conditions et modalités de mise  
en œuvre du télétravail à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'expérimentation au  
bénéfice des agents reconnus travailleurs handicapés ;**

**VU la demande écrite de l'agent sollicitant l'exercice de ses fonctions en télétravail en date du 14  
avril 2022 ;**

VU la préconisation médicale favorable du 4 mai 2022 aux fonctions de télétravail.

**CONSIDERANT QUE** l'exercice des fonctions de l'agent en télétravail est compatible avec la bonne marche du service,

**CONSIDERANT QUE** la configuration du lieu de télétravail domicile respecte les exigences de conformité des installations en matière d'hygiène et de sécurité,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Madame PARNASSE Georgiana bénéficiera à compter du 15 mai 2022 d'une autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail à son domicile, pour une durée de 6 mois, renouvelable.

**ARTICLE 2** : Madame PARNASSE Georgiana exercera ses fonctions en télétravail 2 jours par semaine, en plages horaires variables (fréquence déterminée avec le chef de service). L'état de santé de Madame PARNASSE Georgiana ou les besoins du service (urgence, pic temporaire d'activité, réunion non planifiée) pourront modifier ces dispositions.

**ARTICLE 3** : La comptabilisation du temps de travail se réalisera sur Horoquartz.

**ARTICLE 4** : La durée de télétravail comprend une période d'adaptation de 2 mois.

**ARTICLE 5** : Dans ce cadre, Madame PARNASSE Georgiana bénéficiera des moyens suivants pour l'exercice de ses fonctions en télétravail :

Matériel:

Ordinateur portable

Au sein du Service :

Une station d'accueil

Au domicile :

Une station d'accueil

Clavier

Souris

Écran

Téléphone avec annuaire des agents Mairie et Métropole via les Intranets

Logiciels et accès :

En accord avec la hiérarchie Madame PARNASSE Georgiana, la Direction des Ressources Informatiques, et le concerné lui-même, les accès et logiciels seront validés et mis en œuvre suivant les besoins spécifiques de Madame PARNASSE Georgiana.

Madame PARNASSE Georgiana s'engage à respecter l'usage de la charte de sécurité informatique Formation aux équipements et outils si nécessaires

Le coût du matériel mis à disposition et de sa maintenance sont pris en charges par la collectivité.



Les autres coûts (électricité, accès internet) restent à la charge de l'agent.

**ARTICLE 6 :** Madame PARNASSE Georgiana s'engage à respecter les règles en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données.

**ARTICLE 7 :** Durant sa période de télétravail, Madame PARNASSE Georgiana bénéficiera des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation.

**ARTICLE 8 :** Madame PARNASSE Georgiana peut être soumise au contrôle d'une délégation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sur le lieu d'exercice des fonctions en télétravail. L'accès au domicile de Madame PARNASSE Georgiana est subordonné à son accord.

**ARTICLE 9 :** En dehors de la période d'adaptation, il peut être mis fin à cette forme d'organisation du travail, à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'administration ou de l'agent, moyennant un délai de prévenance de 2 mois.

Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'administration, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité du service dûment motivé.

Pendant la période d'adaptation, ce délai est ramené à 1 mois. L'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration doit être précédée d'un entretien et motivée.

**ARTICLE 10 :** Au titre du télétravail, Madame PARNASSE Georgiana effectuera notamment les missions et activités suivantes :

- rédaction des courriers
- prise d'appels téléphoniques
- planification des rdv associations, livraisons
- planification des transmissions des dotations

**ARTICLE 11 :** L'activité de travail sera fixée entre Madame PARNASSE Georgiana et le responsable lors de réunions ponctuelles. L'ensemble des tâches réalisées (obligation de résultats) sera inscrit au sein d'un tableau de suivi d'activités.

**ARTICLE 12 :** Les activités de télétravail assurées par Madame PARNASSE Georgiana sont garanties par le contrat responsabilité civile souscrit par la collectivité.

**ARTICLE 13 :** Madame PARNASSE Georgiana bénéficie à son domicile de la même couverture de risques que les autres agents de son service d'appartenance en matière d'accident de travail et de trajet.

**ARTICLE 14 :** Le Directeur Général des Services, ou à défaut, l'autorité territoriale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée.

**Montpellier, le 12 mai 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**Joël RAYMOND**

**Publiée le :**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture :**

**Réception en Préfecture :**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.